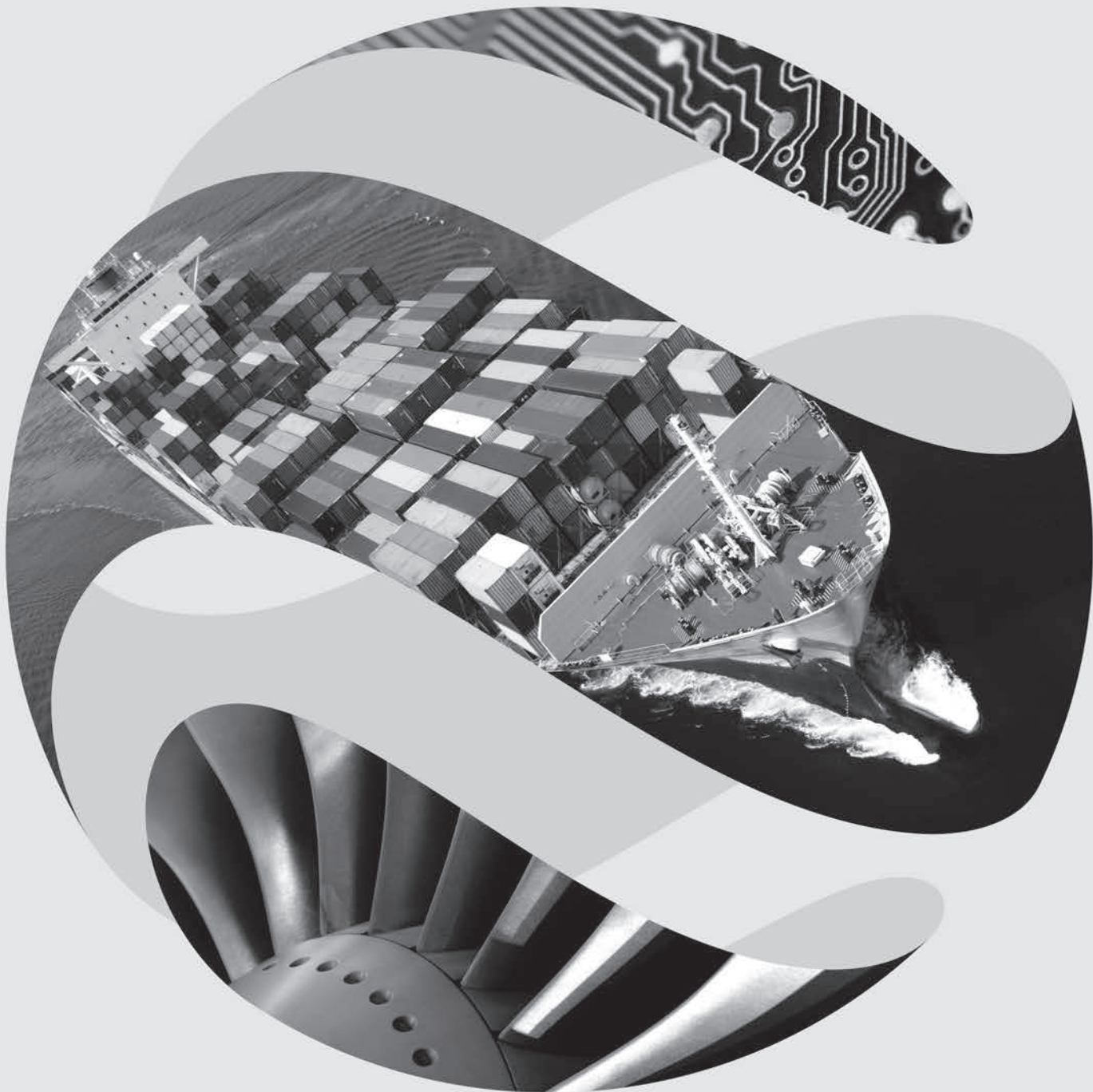


# Les leçons de PISA

## Pourquoi l'Asie sourit



9 770029 705002



## Covering risks. **Discovering new markets.**

EXIAR is the national export credit agency of Russia, established in 2011. Our mandate is extended to insurance guarantees for export credits and trans-border investments cover.

EXIAR's sole shareholder is state corporation "Bank for Development and Foreign Economic Affairs (Vnesheconombank)". Our activities are fully backed by the Russian State.

[www.exiar.ru](http://www.exiar.ru)  
t: +7 (495) 783 11 88

e: [info@exiar.ru](mailto:info@exiar.ru)  
f: +7 (495) 783 11 22

**EXIAR**

EXPORT INSURANCE  
AGENCY OF RUSSIA



## POINTS DE VUE

- 2 **Le géant nigérian ; Inquiétudes environnementales ; La fin de la pauvreté ?**

## ÉDITORIAL

- 3 **Pour un avenir résilient, inclusif et plus vert**  
Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

## EN BREF

- 4 **Baisse des dépenses de santé – et augmentation des recettes fiscales ; Verbatim ; Économie ; Pays en bref ; Déficit de confiance ; Le bien-être en question ; Avancée pour les échanges ; Best of**

## ÉCONOMIE : L'ANNÉE À VENIR

- 7 **L'Irlande quitte le programme UE/FMI**  
Eamon Gilmore, Tánaiste (Vice-Premier ministre), Irlande
- 8 **Un tournant pour la Grèce ?**  
Ania Thiemann
- 9 **Perspectives économiques de l'OCDE**
- 10 **Secteur automobile : du vert au bout du tunnel**  
Caroline Klein et Isabell Koske
- 12 **De l'importance des négociations UE/États-Unis sur les échanges et l'investissement**  
Ken Ash
- 14 **Réforme du secteur bancaire : une bonne résolution**  
Gert Wehinger
- 16 **Fiscalité : le problème des montages hybrides**
- 17 **Le nouveau visage du tourisme**

## ÉDUCATION : PISA

- 19 **PISA et la France : accélérer les réformes**  
Entretien avec Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, France
- 20 **Des progrès**
- 21 **Instantanés par pays ; Tendances globales**
- 22 **PISA : les résultats**  
Andreas Schleicher
- 23 **Esprits créatifs**  
Richard Venturi, Professeur d'économie, Conservatoire national des arts et métiers, Paris
- 24 **Quelle voiture ? Un test de l'enquête PISA 2012**

## SCIENCE ET TECHNOLOGIE

- 28 **Faire mieux avec moins : l'innovation dans les économies émergentes**

## ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

- 31 **Le gaz, carburant de la compétitivité**  
Fatih Birol, Économiste en chef, Agence internationale de l'énergie
- 33 **Le pétrole brésilien en profondeur**
- 34 **Les bienfaits actifs de l'habitat passif**  
Brian McGarry, chargé de cours en économie, Université La Salle-Ramon Llull, Barcelone
- 36 **Le vrai prix du carbone**

## DÉVELOPPEMENT

- 38 **Le défi de l'Amérique latine**  
Christian Daude
- 40 **Le Président Nelson Mandela : quelques réflexions personnelles**  
Ian Goldin, Professeur enseignant la mondialisation et le développement, Université d'Oxford

## OCDE.ORG

- 42 **Le Président Kennedy et l'OCDE**
- 43 **Discours récents d'Angel Gurría**
- 44 **Programme des conférences ; Frankie.org**

## LIVRES

- 45 **Soigner le cancer**
- 45 **Taxation du carbone en Colombie britannique**
- 46-50 **Nouvelles publications**
- 51 **Croissance verte dans l'agriculture**

## BON DE COMMANDE

- 52 **Le papier fait de la résistance**  
Chandi Perrera, PDG, Typéfi

## BANQUE DE DONNÉES

- 53 **Un avenir sombre**
- 53 **L'école paie-t-elle ?**
- 54 **Principaux indicateurs économiques**
- 56 **Un tueur des temps modernes**
- 56 **Une Seine catastrophique ?**



Négociations commerciales UE/États-Unis page 12



Le ministre français de l'Éducation et PISA page 19



Montages fiscaux hybrides page 16



Kennedy et l'OCDE page 42

OCDE  
**L'Observateur**

www.observeurocde.org  
©OCDE décembre 2013

ISSN 0304-3398  
Tél. : +33 (0) 1 45 24 80 66  
Fax : +33 (0) 1 45 24 82 10  
sales@oecd.org

Créé en 1962, le magazine de l'Organisation de coopération et de développement économiques

Les éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16, France  
observer@oecd.org  
www.ocde.org

Publié en français et en anglais par l'OCDE  
RÉDACTEUR EN CHEF : Rory J. Clarke  
RÉDACTEUR PRINCIPAL : Ricardo Tejada  
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT : Loïc Verdier  
COORDINATRICE ÉDITORIALE : Diana Klein  
JOURNALISTE : Lyndon Thompson  
ÉDITRICE VERSION FRANÇAISE : Ileana Epsztajn  
ASSISTANTS ÉDITORIAUX : Emmanuelle Arnould  
MISE EN PAGE : Design Factory, Irlande  
ILLUSTRATIONS : André Faber, David Rooney, Stik  
RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE : Rory J. Clarke  
RESPONSABLE PUBLICITÉ : Aleksandra Sawicka

Les demandes de reproduction ou de traduction totales ou partielles des articles de *L'Observateur de l'OCDE* doivent être adressées au chef des éditions de l'OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris, cedex 16, France.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'OCDE.

Les articles reproduits ou traduits doivent être accompagnés de la mention « Reproduit (ou traduit) de *L'Observateur de l'OCDE* » et de la date du numéro. Les articles signés ne peuvent être reproduits ou traduits qu'avec leur signature. Deux exemplaires significatifs doivent être envoyés au rédacteur en chef. Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef. La rédaction n'est pas tenue de rendre les manuscrits non sollicités.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

# Points de vue



Votre avis nous intéresse.

Écrivez-nous sur  
[observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org)  
ou commentez nos articles sur  
[www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org) et  
[www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org)

## Le géant nigérian

Si votre description de l'Afrique est encourageante (*Le siècle de l'Afrique ?*, n° 296, T3 2013), il est difficile de s'imaginer comment les pays africains pourraient s'élever dans les chaînes de valeur mondiales sans que quelques grandes économies ne résolvent d'abord leurs problèmes les plus pressants. C'est notamment le cas pour le Nigéria. Avec une population de 170 millions d'habitants et qui continue de croître, il est de loin le pays le plus peuplé d'Afrique, respectivement trois et deux fois plus que l'Afrique du Sud et l'Égypte, et se classe au 7<sup>e</sup> rang mondial. Il est doté de pétrole et d'autres ressources naturelles, et entretient depuis longtemps des relations fructueuses avec l'Occident. Il y règne toutefois un climat de méfiance et de corruption, auquel les entreprises et gouvernements occidentaux ne sont pas étrangers. Les pays de l'OCDE devraient davantage aider le Nigéria à mettre de l'ordre dans ses institutions, maintenant que l'économie s'affermir ; la question des chaînes de valeur se règlera d'elle-même. L'avenir de l'Afrique passe par le Nigéria.

Melvin Jack, Owerri, Nigeria

## Inquiétudes environnementales

Regardant par ma fenêtre en cette journée très printanière de fin décembre, je suis frappée par l'absence de neige, pourtant

habituelle en cette saison, et je me prends à remercier les scientifiques et les chercheurs qui élaborent des stratégies destinées à atténuer les effets d'un changement climatique que nous ne prenons pas assez au sérieux.

Pauline Brez, sur « Avis de tempête », n° 296, T3 2013

La région MENA connaît le problème d'approvisionnement en eau le plus sévère, que ce soit en termes absolus ou relatifs ; la situation de stress hydrique y est qualifiée « d'élevée » par rapport au reste du monde où elle est modérée (Asie) ou faible (toutes les autres régions). La population du Moyen-Orient, qui s'élève actuellement à 314 millions d'habitants, devrait augmenter de 34 millions en 30 ans, avec des besoins annuels en eau de 470 milliards de mètres cubes – soit 132 milliards de plus que les ressources disponibles, sur la base du niveau actuel de consommation à partir de sources renouvelables et non renouvelables, et d'une amélioration annuelle de la conservation d'environ 2 %. Les besoins en eau des États arabes du Golfe ont bondi, pour passer de 6 milliards de mètres cube en 1980 à 22,5 milliards en 1990, et devraient atteindre 35,5 milliards d'ici fin 2013.

John Williams, sur « Équilibre hydrique », n° 296, T3 2013

Les jeunes ont été mis devant le fait accompli : l'environnement et ses ressources ont été mis à sac, afin que ceux dont ils payent les retraites puissent vivre dans le luxe et l'ignorance.

Ben, sur « Le conflit des générations : mythe ou réalité ? », n° 290-291, 2012

On peut se demander pourquoi l'énergie est si bon marché. Pourquoi les écologistes ne réclament-ils pas une hausse du prix de l'énergie ? Pourquoi continue-t-on de vendre et de fabriquer des 4x4 de loisir ? Pourquoi les avions continuent-ils de voler ?

Gordon, Canada, sur « L'énergie au XXI<sup>e</sup> siècle : quelques pistes de réflexion », n° 258/259, décembre 2006

## La fin de la pauvreté ?

Nos gouvernements doivent privilégier le développement humain, et non la croissance industrielle. Nous devons tous agir pour faire évoluer les mentalités, car si nous continuons à penser uniquement en termes de croissance industrielle, nous laisserons de côté les populations pauvres. Pour éradiquer l'extrême pauvreté, nous devons miser sur le développement de nos classes moyennes et mettre en place un contrôle ou une supervision minimale de notre économie, car le libéralisme entraîne forcément des inégalités. Une société plus axée sur la solidarité veillera à aider ses membres les plus démunis. Il n'est toutefois pas facile d'amener les individus à se montrer plus solidaires, et c'est à l'éducation de s'en charger.

Daniel, à propos de « Can we really end poverty? The debate », sur [oecdinsights.org](http://oecdinsights.org), décembre 2013

**Les commentaires et courriers peuvent être reformulés pour les besoins de la publication. Écrivez-nous sur [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org) ou sur ces portails : [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org), [www.oecdinsights.org](http://www.oecdinsights.org), ou sur les autres portails mentionnés sur cette page.**

# Pour un avenir résilient, inclusif et plus vert



La coopération  
doit guider notre  
réflexion et  
nos actions

Angel Gurría  
Secrétaire général de l'OCDE

Après la pire crise de ces cinquante dernières années, la reprise s'imposera-t-elle enfin en 2014 ? Plusieurs signes encourageants laissent penser, notamment aux États-Unis, où la croissance devrait atteindre 3 % cette année. L'activité reprend également en Europe, au Japon et en Chine. L'Irlande vient de sortir du plan d'aide piloté par le FMI, l'UE et la BCE.

Le chômage devrait cette année refluer lentement dans la zone OCDE, qui compte toutefois 13 millions de chômeurs de plus qu'en 2008. L'accord historique conclu par l'Organisation mondiale du commerce à Bali en décembre dernier stimulera probablement les échanges. Ces bonnes nouvelles contribueront à restaurer la confiance du public et à alimenter la reprise mondiale.

La conjoncture internationale reste toutefois fragile. Si les principaux indicateurs révèlent des signes d'amélioration dans la plupart des économies les plus avancées, les perspectives des économies émergentes restent en-deçà des projections de croissance antérieures. Le poids de la dette et du chômage continuera à peser sur l'activité dans la zone OCDE. La fragilité du secteur bancaire de la zone euro et la normalisation des conditions monétaires mondiales pourraient également menacer la reprise. Et l'investissement, moteur important de la croissance, reste en sous-régime dans la plupart des économies matures.

Dans le secteur financier, les efforts doivent se poursuivre pour éviter la prise de risque et l'exposition excessives qui ont conduit à la crise. Si les liquidités sont abondantes sous l'effet de la politique monétaire accommodante menée par les grandes économies mondiales, les conditions de crédit pour les petites et moyennes entreprises restent restrictives. Il faut se féliciter des efforts déployés pour renforcer le système financier mondial et rompre le lien entre les activités des banques et le risque de surendettement des États en Europe, afin que l'amélioration des perspectives financières mondiales se répercute sur l'économie réelle.

La crise nous a durement fait comprendre la nécessité de veiller à ce que la croissance se traduise par un avenir résilient, inclusif et plus vert pour tous. Par le soutien qu'elle a apporté aux programmes de

réforme des pays membres et partenaires, l'OCDE était une nouvelle fois, en 2013, au cœur des initiatives multilatérales et des enceintes de dialogue du G20 et du G8. Ses travaux de promotion de la transparence fiscale internationale, en faisant de l'échange automatique de renseignements la nouvelle norme mondiale unique, et ses travaux de lutte contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales, dans le cadre du Plan d'action OCDE/G20 concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, contribueront à instaurer un système fiscal international plus équitable et efficient.

L'OCDE continue de promouvoir une croissance inclusive, de stimuler les compétences et de soutenir les efforts de ses membres pour créer plus d'emplois de qualité, en particulier pour les jeunes. Elle sensibilise également les décideurs publics au rôle de l'investissement dans le capital intellectuel, et à celui des échanges en valeur ajoutée dans les stratégies en faveur de la croissance et du développement. Elle souligne l'importance de participer aux chaînes de valeur mondiales pour stimuler la croissance, et attire l'attention sur des défis mondiaux tels que le changement climatique et le coût de l'inaction dans ce domaine. Pour restaurer la confiance des citoyens dans les gouvernements et les institutions, fortement mise à mal par la crise, l'OCDE s'emploie à favoriser la concurrence, lutter contre la manipulation des marchés, promouvoir l'intégrité dans l'administration publique et combattre la corruption. Les travaux sur la mesure du bien-être livrent des enseignements nouveaux sur les séquelles de la crise, alors que l'intérêt du public pour ce domaine novateur continue de croître : plus d'un million de visiteurs ont consulté en ligne l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE.

Ces avancées nous aident surtout à mieux percevoir les défis qui restent à relever. En ce début d'année, nous devons nous inspirer du Président Nelson Mandela récemment disparu et de son action en faveur de la paix, de la coopération et de l'égalité. Clairvoyant quant aux difficultés qu'aurait à surmonter son pays, il avait rappelé qu'« après avoir gravi une montagne, on découvre invariablement qu'il en reste encore de nombreuses autres derrière ».

En novembre 2013, nous avons commémoré le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort du Président John F. Kennedy, qui a joué un rôle central dans la création de l'OCDE. Comme il l'avait fait remarquer en ratifiant la convention instituant l'OCDE en mars 1961, « unis, il n'y a guère d'actions qui nous soient impossibles ; divisés, il n'y a guère d'actions que nous puissions entreprendre ».

Nous savons d'expérience que la paix et la prospérité sont difficiles à atteindre et facilement perdues. En 2014, une reprise s'annonce qui, bien qu'incertaine, s'affermi de jour en jour. Pour l'entretenir et la pérenniser, la coopération doit guider notre réflexion et nos actions. C'est ensemble que nous devons poursuivre notre objectif de construire un monde plus fort, plus sain et plus juste en adoptant « des politiques meilleures pour une vie meilleure ».

[www.observeurocde.org/angelgurría](http://www.observeurocde.org/angelgurría)

[www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral](http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral)



Isabelle Rozenbaum/Altopress/Photoalito

## Baisse des dépenses de santé –

Les dépenses de santé ont reculé dans un tiers des pays de l'OCDE entre 2009 et 2011, alors qu'elles avaient fortement augmenté durant la décennie antérieure à la crise. L'édition 2013 du *Panorama de la santé* indique une contraction de ces dépenses par habitant dans 11 pays de l'OCDE, notamment la Grèce (-11,1 %) et l'Irlande (-6,6 %). Suivent le Danemark, l'Espagne et le Royaume-Uni. La progression des dépenses de santé a été ramenée à 1,3 % aux États-Unis et à moins de 1 % en France. Elle ne s'est accélérée qu'en Israël et au Japon durant la période 2009-11.

Ces baisses ont été atteintes par la diminution des prix des produits pharmaceutiques, par des restrictions budgétaires et des coupes dans les salaires. Plus de trois quarts des pays de l'OCDE ont comprimé, en termes réels, les dépenses consacrées aux programmes de prévention en 2011 par rapport à 2010, d'où des préoccupations concernant l'obésité, l'abus d'alcool et la consommation de tabac, selon le rapport.

Pour plus de chiffres et d'informations, voir [www.oecd.org/fr/sante/panorama-de-la-sante.htm](http://www.oecd.org/fr/sante/panorama-de-la-sante.htm)

## – et augmentation des recettes fiscales

Selon les nouvelles *Statistiques des recettes publiques* publiées en décembre, les recettes fiscales ont remonté, après le creux de la crise en 2008 et 2009. Dans les pays de l'OCDE, le ratio recettes fiscales/PIB a atteint, en moyenne, 34,6 % en 2012, contre 34,1 % en 2011 et 33,8 % en 2010.

Ce ratio a augmenté dans 21 des 30 pays pour lesquels les données de 2012 sont disponibles, et diminué dans les neuf autres, mais la tendance est à l'accroissement des recettes. En 2012, la progression a été la plus marquée en Hongrie, en Grèce, en Italie et en Nouvelle-Zélande. Israël, le Portugal et le Royaume-Uni ont accusé les plus fortes baisses.

La charge fiscale moyenne dans les pays de l'OCDE a augmenté de 0,5 point, passant à 34,6 % en 2012, selon ce rapport.

Comparez les taux d'imposition à l'aide de graphiques interactifs sur [www.oecd.org/fr/ctp/politiquesfiscales/revenue-statistics.htm](http://www.oecd.org/fr/ctp/politiquesfiscales/revenue-statistics.htm)

## Économie

La reprise va se poursuivre, d'après les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE* (voir page 9). Les nouveaux **indicateurs avancés**, reposant sur des éléments comme les carnets de commandes, les permis de construire et les taux d'intérêt à long terme, le confirment : croissance plus ferme ou dynamique positive dans tous les pays de l'OCDE membres du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada). Positives en Chine, les perspectives sont inférieures à la tendance en Inde.

Dans la zone OCDE, la constitution de stocks a été le principal moteur d'une croissance du PIB en termes réels de 0,6 % au troisième trimestre 2013, y contribuant à hauteur de 0,3 point de pourcentage. Les exportations nettes ont enlevé 0,1 point, les volumes importés ayant augmenté relativement plus vite.

En glissement annuel dans la zone OCDE, **l'inflation** atteignait 1,5 % en novembre 2013 (contre 1,3 % en octobre), entraînée par les

## Verbatim

### Nouveau tour de force

La notoriété de l'édifice toscan, construit en l'an 1173, risque fort d'être supplantée par un vulgaire acronyme. Quand on dit «Pisa», chacun pense désormais à Programme for International Student Assessment («programme international pour le suivi des acquis des élèves»).

Jean-Pierre Robin, *Le Figaro*, 9 décembre 2013

### Ne comptez pas dessus

Message aux banques et aux services publics : personne ne vous fait confiance. Maintenant, il faut faire avec.

Une du *Financial Times*, 8 décembre 2013

### Pensées brumeuses

Pour les sceptiques, l'incertitude semble justifier le choix de l'inaction. Sur une route brumeuse, le nombre et la vitesse des autres voitures sont particulièrement incertains. Mais c'est justement cette ignorance qui rend essentielle une conduite prudente. La même chose s'applique au climat.

Martin Wolf, *Financial Times*, 27 novembre 2013

### Point d'intimité

Il existe tellement de manières d'accéder à nos données personnelles que modifier nos comportements ne nous aidera pas beaucoup.

Joe McNamee, directeur de European Digital Rights, *European Voice*, 14 novembre 2013

prix de l'énergie (0,1 %, après -1,3 % d'octobre à octobre). L'inflation des prix alimentaires a légèrement ralenti.

Le **commerce de marchandises** a progressé dans la plupart des grandes économies au troisième trimestre, avec une forte remontée dans la zone euro. En Allemagne, les importations et les exportations ont grimpé de 4,7 % et 4,6 %, contre -2,2 % et -1,9 % au trimestre précédent. Le Brésil a vu reculer ses importations (-2,3 %) et augmenter ses exportations (+0,7 %) ; l'Inde a moins importé (-7,3 %) et plus exporté (+9,8 %).

Le **taux de chômage** s'est établi dans la zone OCDE à 7,8 % en novembre 2013, soit 0,1 % de moins que le mois précédent. Le nombre de personnes sans emploi avoisinait 47,1 millions, soit 12,4 millions de plus qu'en 2008, mais moins cependant qu'au milieu de l'année 2013. Si le taux de chômage s'est stabilisé à 12,1 % dans la zone euro, il a atteint un nouveau sommet en Italie (12,7 %). Ramené à 12,3 % par une baisse de 0,2 point

## Pays en bref

Depuis la fin de l'apartheid, l'**Afrique du Sud** a beaucoup fait pour rattraper, voire dépasser, les normes environnementales du monde développé, selon le premier rapport de la série des *Examens environnementaux de l'OCDE* sur ce pays. Néanmoins, nombre de cours d'eau et lacs sont pollués, et les réchauds à charbon et à paraffine compromettent la qualité de l'air pour des millions d'habitants.

En **Autriche**, les biens et services environnementaux l'emportent désormais en dynamisme économique sur des secteurs comme le tourisme et la construction. Le rapport *Examens environnementaux de l'OCDE : Autriche 2013* attribue surtout cet essor à la politique de subvention des investissements verts.

En décembre, la **Slovénie** est devenue le 29<sup>e</sup> membre du Comité d'aide au développement de l'OCDE, principal forum international pour les acteurs de la coopération pour le développement. En 2012, elle a apporté 58 millions USD d'aide publique au développement, soit 0,13 % de son revenu national brut.

La **Grèce** a considérablement progressé dans la consolidation de ses finances publiques et l'application de réformes structurelles indispensables pour stimuler la productivité et améliorer la compétitivité, d'après la dernière édition des *Études économiques de l'OCDE* consacrée à ce pays, d'autant que la crise a été plus profonde que prévu.

Le **Liechtenstein** prévoit de signer la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en

en Irlande, il est resté stable en France (10,8 %), en Allemagne (5,2 %), ainsi qu'au Japon (4 %). Selon les données de décembre, le taux de chômage aux États-Unis a diminué de 0,3 point, pour atteindre 6,7 %. En novembre, le taux de chômage des jeunes dans la zone OCDE a diminué de 0,3 points, passant à 15,7 %.

Les **coûts unitaires de la main-d'œuvre** sont demeurés inchangés dans la zone OCDE au troisième trimestre, avec une croissance de la productivité du travail (0,4 %) dépassant à peine celle de la rémunération du travail (0,3 %).



Suzanne Plunkett/Reuters

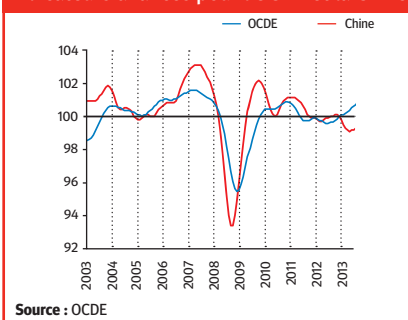
Le monde a dit adieu à Nelson Mandela en décembre. Mais ses idées traverseront les générations sur tous les continents, a souligné le Secrétaire général Angel Gurría dans un message de condoléances adressé, au nom de l'OCDE, au Président sud-africain Jacob Zuma. Voir également page 40.

matière fiscale, et d'intensifier ses efforts de transparence et de coopération internationale. La Hongrie a aussi confirmé sa volonté de combattre l'évasion fiscale à l'étranger en devenant, en novembre, le 61<sup>e</sup> pays signataire de la Convention.

La compétitivité de la **France** doit être améliorée, afin de susciter la croissance économique nécessaire pour créer des emplois et permettre aux citoyens et aux entreprises d'exploiter pleinement leur potentiel, selon un rapport. Il faut en priorité que le système d'enseignement et l'infrastructure de formation professionnelle apportent les qualifications voulues.

L'**Irlande** devrait consacrer davantage de ressources aux enquêtes et recherches sur la corruption transnationale, a souligné un rapport en décembre.

### Indicateurs avancés pour l'OCDE et la Chine



Source : OCDE

Voir [www.oecd.org/fr/statistiques](http://www.oecd.org/fr/statistiques) pour les mises à jour

## Déficit de confiance

La crise économique a ébranlé la confiance dans les administrations publiques : selon le *Panorama des administrations publiques*, quatre personnes sur dix seulement échappent au phénomène dans les pays de l'OCDE. Or, la confiance est déterminante pour la croissance et le bien-être. Ce nouveau rapport se réfère à 50 indicateurs, comme le temps d'attente dans les hôpitaux et les procédures de marchés publics. Pour rétablir la confiance, les administrations doivent être plus inclusives, transparentes, réceptives et efficaces, offrir des services de qualité et mettre de l'ordre dans les finances publiques. Voir [www.oecd.org/fr/gouvernance](http://www.oecd.org/fr/gouvernance)

## Le bien-être en question

Selon *Comment va la vie ?*, une étude mesurant le bien-être au-delà de la croissance, le bien-être s'est détérioré dans les pays les plus touchés par la crise. Entre 2007 et 2012, la satisfaction a baissé de plus de 20 % en Grèce, 12 % en Espagne et 10 % en Italie, et légèrement progressé en Allemagne, Israël, Russie, Mexique et Suède.

## Avancée pour les échanges

Un accord historique a été conclu par l'OMC à Bali le 7 décembre. Tendait à simplifier les formalités administratives et à accélérer le franchissement des frontières, il a plus particulièrement pris en compte les préoccupations des pays en développement. Voyant là une victoire pour l'économie mondiale et le multilatéralisme, le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría a encouragé toutes les parties à maintenir cet élan. [www.oecd.org/fr/echanges](http://www.oecd.org/fr/echanges)

## Best of

Il est indispensable que les pays industrialisés ouvrent davantage leurs marchés aux produits des nations moins développées. Il y a là un élément aussi important que l'apport de moyens financiers. Jusqu'ici, les mesures [en ce sens] n'ont été adoptées qu'avec lenteur.

Sherwood Fine,  
*L'Observateur de l'OCDE* n° 5,  
août 1963

 **L'Observateur**

# Nestlé

## et les défis nutritionnels mondiaux

Les problèmes de sous-nutrition et d'obésité affectent actuellement la santé, le bien-être et les moyens de subsistance de près de la moitié de la population mondiale, et leur présence simultanée est qualifiée de "double fardeau" de la malnutrition.

En tant que leader mondial de la Nutrition, de la Santé et du Bien-être, nous avons une opportunité unique de prévenir tout type de malnutrition auprès de nos consommateurs. Dans ce contexte, Nestlé a défini des actions pour traiter cinq défis nutritionnels clés:

- Faire progresser la science pour résoudre les problèmes nutritionnels mondiaux
- Aider les mères à donner à leurs enfants le meilleur départ possible dans la vie
- Aider les familles à satisfaire leurs besoins nutritionnels
- Contribuer à satisfaire les besoins nutritionnels des populations des pays émergents
- Contribuer à satisfaire les besoins des personnes âgées et de celles ayant des besoins nutritionnels spécifiques



Plus d'information dans notre dernier rapport Nestlé et la société: Création de valeur partagée et respect de nos engagements 2012

<http://www.nestle.com/csv>





# L'Irlande quitte le programme UE/FMI

Eamon Gilmore, Tánaiste (Vice-Premier ministre), ministre des Affaires étrangères et du Commerce, Irlande



**L'Irlande sort aujourd'hui du plan d'aide de trois ans de l'UE et du FMI. La croissance est là, les finances publiques sont stabilisées et le chômage recule. Notre stratégie fonctionne et les Irlandais retrouvent le chemin du travail.**

Nous sommes le premier pays de la zone euro à sortir d'un tel programme. C'est un moment historique, non seulement pour l'Irlande, mais également pour l'Europe. La crise a mis à l'épreuve les gouvernements nationaux, la solidarité européenne et le concept même d'Europe. Notre réussite actuelle montre que, si l'Europe doit encore convaincre ses détracteurs, ceux-ci ne peuvent pour autant ignorer les avancées réelles et considérables durablement acquises par ses citoyens.

Les progrès accomplis ont permis à l'Irlande de sortir du programme sans ouvrir de nouvelle ligne de crédit préventive. Nous avons regagné en compétitivité, puisque nos coûts et prix ont augmenté moins vite que chez nos partenaires commerciaux. Nous avons procédé à un ajustement budgétaire équivalent à 18 % de notre PIB, et mis en place d'importantes réformes structurelles. Nous avons reconquis la confiance des investisseurs internationaux. Nous disposons de fonds immédiatement disponibles à hauteur de l'ensemble de nos besoins pour 2014. Dès l'année prochaine, nous afficherons un excédent budgétaire primaire, ce qui signifie que nos recettes sont supérieures à la totalité de nos dépenses à l'exception des intérêts de la dette.

Mais c'est avant tout à l'aune de l'emploi que je mesure le chemin parcouru. Alors que nous perdions 1 600 emplois par semaine durant la crise, nous en créons maintenant 1 200. Bien que le niveau de chômage demeure inacceptable, il est en baisse constante depuis deux ans, passant de 15 % à 12,5 %.

Rien ne saurait autant remonter le moral des citoyens et témoigner de la reprise de notre économie réelle, et de la viabilité de notre avenir.

La création d'emplois est essentielle à notre plan d'action en Irlande, comme elle doit l'être en Europe. En début d'année, lors de notre présidence de l'UE, nous avons adopté, avec nos partenaires européens, des mesures importantes dans ce domaine. La mise en place d'une « garantie pour la jeunesse » est peut-être celle qui répond le mieux aux préoccupations d'une génération montante, qui risque de penser que l'avenir a moins à lui offrir qu'à la génération de ses parents. Cette mesure transmet le message que nous ne laisserons pas nos jeunes sombrer dans le chômage sans faire tout ce qui est possible pour leur permettre de réussir par leur travail.

La principale tâche des responsables politiques consiste bien sûr

à instaurer les conditions favorables à la création d'emplois, ce qui passe par des finances publiques stables et un investissement ciblé.

L'exemple de l'Irlande montre qu'il est possible, sinon facile, de parvenir à un équilibre. Avec l'application de plus de 270 mesures individuelles inscrites dans le plan UE/FMI, et grâce aux énormes sacrifices consentis par les ménages irlandais, nous maîtrisons à nouveau notre dette et le pays est redevenu une valeur sûre pour les prêteurs internationaux. Il a fallu trouver un juste équilibre et prendre des mesures importantes afin que les solutions complexes au règlement du problème de l'héritage de la dette bancaire soient conformes aux principes élémentaires de justice. De même, il a fallu garder à l'esprit que les sacrifices demandés à nos concitoyens, au nom de la responsabilité budgétaire, ne doivent pas être un frein trop sévère à une vraie et nécessaire croissance économique.

Si les emplois et la croissance ne s'obtiennent pas par l'austérité, la solvabilité ne saurait aller de pair avec la prodigalité. Lorsqu'il existe une véritable volonté de réformer les finances publiques au niveau national, elle doit s'accompagner d'une action collective européenne afin d'alléger le fardeau, en particulier pour briser le cercle vicieux de la dette bancaire et de la dette souveraine.

Je suis heureux de dire que, dans le cas de l'Irlande, la réponse européenne sur un certain nombre de dossiers importants a été prompte. Les principaux points du programme ont été renégociés, le taux d'intérêt a été réduit et la question des billets à ordre de la Anglo Irish Bank a été résolue.

Toutefois, il reste beaucoup à faire sur le plan européen. Nous devons finaliser le projet d'union bancaire, qui n'implique pas seulement une supervision commune, mais un cadre commun de résolution avec des dispositifs de soutien budgétaire et des systèmes de garantie de dépôts efficaces. Si une banque quelque part en Europe peut constituer une menace pour le système financier de tous les membres de l'UE, il est nécessaire d'établir un cadre pour faire face à ce risque. Nous avons choisi d'intégrer l'économie européenne pour la prospérité – et la sécurité – de nos citoyens. Nous souhaitons réaliser des bénéfices ensemble, et devons nous prémunir contre les risques ensemble.

Le peuple d'Irlande travaille depuis des années et devra poursuivre ses efforts encore de nombreuses années pour se délester du poids de la dette accumulée imprudemment par une poignée de banques, ainsi que des conséquences de l'éclatement de la bulle immobilière.

Par sa détermination, et avec la solidarité de nos partenaires européens, nous démontrons que cela est possible, et que l'Europe peut relever le défi que lui a lancé la crise financière mondiale.

Maintenant que nous commençons à obtenir des résultats, notre détermination ne faiblira pas, et l'Europe doit maintenir son engagement envers une action commune et résolue.

## Références

Voir le site Internet du ministère irlandais des Affaires étrangères : [www.dfa.ie](http://www.dfa.ie)

Voir également [www.gilmore.ie](http://www.gilmore.ie)

Noonan, Michael (2013), « Présidence irlandaise de l'UE : vers la stabilité, l'emploi et la croissance », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 295 T2 2013

# Un tournant pour la Grèce ?

Ania Thiemann, Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE



John Kolesidis

Ces dernières années, l'économie grecque a souvent fait la une des journaux, mais toujours pour de mauvaises raisons. La période d'essor économique qui a suivi l'organisation des Jeux olympiques de 2004 a été stoppée de façon spectaculaire en 2010, lorsque la Grèce, incapable de rembourser sa dette, a failli quitter la zone euro.

La Grèce a été sauvée *in extremis* grâce aux efforts concertés de l'UE, de la BCE et du FMI (la « Troïka »). Cependant, le premier programme d'austérité mis en œuvre n'a pas suffi à inverser la situation, et le pays connaît aujourd'hui la récession la plus longue et la plus profonde de l'histoire récente de l'Europe, avec un PIB réel en recul pour la sixième année consécutive en 2013 (-3,8 %), selon la dernière étude économique de l'OCDE. Cette récession a des conséquences terribles pour les Grecs : les salaires ont chuté de plus d'un quart en moyenne, tandis que les prix au détail n'ont cessé d'augmenter jusqu'au début de 2013 ; les retraites ont été amputées d'environ un tiers alors qu'une hausse des taxes a provoqué un bond des prix du fioul domestique ; le chômage touche aujourd'hui 26 % des actifs et plus de la moitié des moins de 25 ans. Rien d'étonnant, donc, à ce que les Grecs descendent régulièrement dans la rue pour protester.

L'austérité aggravant inévitablement la récession, les autorités grecques ont peiné à augmenter les recettes de

l'impôt sur le revenu et à rétablir leur contrôle sur les finances publiques. Les réformes structurelles ont toutefois été poursuivies afin de corriger les déséquilibres et de placer la Grèce sur les rails d'une croissance plus durable. Pour la première fois, les finances publiques pourraient afficher un excédent primaire en 2014, selon les estimations des autorités. Par ailleurs, plusieurs mesures concrètes ont été mises en œuvre, dont un projet de l'OCDE pour simplifier les formalités et réduire la charge administrative des entreprises. La Grèce et l'OCDE ont aussi signé, en novembre 2012, un accord au titre duquel l'Organisation devait passer au crible l'économie grecque pour y déceler les entraves à la concurrence. Les quatre secteurs étudiés (agroalimentaire, vente au détail, matériaux de construction et tourisme) représentaient 21 % du PIB et 26 % des emplois en 2011 (dernières données comparables disponibles). Ce projet a reçu le soutien de la Commission grecque de la concurrence.

En 11 mois, l'OCDE a repéré 555 dispositions à même d'entraîner des distorsions du marché et formulé 329 recommandations pour les amender ou les supprimer.

Ces réformes peuvent véritablement faire la différence : en renforçant le pouvoir d'achat des consommateurs et en améliorant le fonctionnement des entreprises, elles pourraient générer en Grèce un surplus de croissance que l'OCDE estime à environ

5,2 milliards d'euros, soit 2,5 % du PIB national. Les consommateurs se verraient offrir un choix plus large et diversifié de produits, et les entreprises seraient incitées à innover et à travailler plus efficacement. Les études de l'OCDE indiquent que, si elles étaient toutes appliquées, les mesures recommandées auraient, à terme, un effet encore plus vaste et profond sur la productivité et l'emploi.

Cet effet a notamment été observé par le passé en Australie, qui a procédé dans les années 1990 à une révision similaire et d'encore plus grande ampleur des lois et réglementations encadrant tous les secteurs d'activité. Les réformes qui ont suivi ont généré une amélioration à long terme du taux de croissance du PIB d'au moins 2,5 % par rapport au scénario de *statu quo*, voire de 5 % par an selon des estimations récentes.

Après les difficiles épreuves de ces dernières années, la Grèce pourrait finalement se trouver à un tournant. De nombreux observateurs économiques (dont l'OCDE) anticipent le retour d'une croissance positive, certes modeste, courant 2014 ou 2015. L'OCDE prévoit ainsi une consolidation de l'économie au second semestre 2014, suivie d'une croissance modérée de 1,8 % en 2015. Cet optimisme se ressent également dans le comportement des entreprises : l'indice prospectif des directeurs d'achat a atteint fin septembre son plus haut niveau en 51 mois. Toutefois, les ménages restent nerveux et, pour assurer la vigueur de l'activité, les autorités grecques doivent poursuivre leur programme de réforme et pérenniser les résultats déjà obtenus. Il leur faut donc résister aux pressions des groupes d'intérêt, plus soucieux de la préservation de leurs acquis que de l'intérêt général, et entreprendre les réformes essentielles au bien-être de tous, en particulier de ceux dont la situation est la plus grave, comme les jeunes et les chômeurs.

Il peut certes sembler difficile à un gouvernement pris dans la tourmente internationale depuis quelques temps déjà de mettre en œuvre simultanément 329 propositions de réforme, mais les recommandations formulées pour favoriser la concurrence constituent une solution sans

précédent. Chacune porte sur une disposition légale précise qui nuit à la concurrence et affecte non seulement les marchés, mais aussi le bien-être de la population. Certaines réglementations sont des vestiges du passé, comme les restrictions sur les variétés de poivre dont l'importation est autorisée, les prescriptions quant aux méthodes d'embouteillage du vinaigre de pomme ou l'obligation pour les boulangers de stocker d'importantes quantités d'avoine et de sel. D'autres, comme les restrictions légales sur la durée de conservation du lait (qui, hors de Grèce, est fixée par les fournisseurs de lait et non par l'État) rendent presque impossible l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs, grecs ou étrangers, car les coûts afférents à la livraison du lait aux supermarchés et à la reprise des invendus avant la date de péremption sont élevés. Le coût d'une licence de production d'asphalte est, lui aussi, prohibitif, en raison d'une réglementation sur la contenance des cuves de stockage

(2 000 mètres cubes) et du capital de départ minimal exigé (500 000 €). L'activité de construction, notamment d'infrastructures, s'en trouve logiquement pénalisée.

Des restrictions similaires touchent d'autres secteurs. Ainsi, les détaillants ne peuvent pas décider librement des remises qu'ils accordent, proposer des promotions plus de 10 jours tous les deux mois, ou faire de la publicité sur leurs ventes saisonnières. Un bateau de croisière grec ne peut poursuivre sa route après avoir déposé des personnes à quai, tous les passagers devant embarquer et débarquer du même port, ce qui constitue un désavantage concurrentiel par rapport aux autres croisiéristes. Et la liste est encore longue. En levant les incertitudes juridiques et en facilitant le fonctionnement de l'appareil économique et administratif, le débroussaillage législatif recommandé instaurera donc un climat plus propice aux investissements. L'amélioration de

la compétitivité des entreprises grecques bénéficiera non seulement aux entreprises, mais aussi aux consommateurs, en dopant l'efficacité, le chiffre d'affaires et la création d'emplois dans les années à venir. Mais, pour que ces retombées positives soient ressenties dans l'ensemble de l'économie grecque, les recommandations doivent être pleinement mises en œuvre. Des réformes partielles n'aboutiront qu'à des résultats partiels, transformant la quête olympique de la reprise par la Grèce en un long et douloureux marathon.

#### Références

OCDE (2014, à paraître), *OECD Competition Assessment Reviews: Greece*, Éditions OCDE  
 OCDE (2013), *Études économiques de l'OCDE : Grèce*, Éditions OCDE  
 OCDE (2006), « Performances grecques », dans *L'Observateur de l'OCDE* n° 255, mai, Éditions OCDE  
 Voir aussi [www.oecd.org/fr/grece](http://www.oecd.org/fr/grece)

## Perspectives mondiales contrastées

L'activité mondiale et les échanges internationaux devraient se renforcer progressivement en 2014 et 2015, mais la reprise restera probablement modérée, selon les dernières *Perspectives économiques de l'OCDE* de novembre.

Cette reprise s'explique par les retombées de l'amélioration antérieure des conditions financières, des politiques monétaires accommodantes et la réduction de l'effet de freinage exercé par l'assainissement budgétaire. Néanmoins, le chômage devrait demeurer obstinément élevé, et la croissance des grandes économies de marché émergentes devrait être ralentie, ce qui pèsera probablement sur l'activité dans la zone OCDE.

Le renforcement de la reprise aux États-Unis devrait progressivement réduire le chômage, tandis que l'inflation se rapprochera de l'objectif. Au Japon, l'inflation de base restera en deçà de l'objectif visé. Dans la zone euro, la reprise atone de l'activité n'entamera guère les taux élevés de chômage et l'important sous-emploi des ressources maintiendra l'inflation à un très bas niveau. La politique monétaire doit donc rester très accommodante. Les achats d'actifs devraient se poursuivre comme prévu au Japon, mais ralentir aux États-Unis, si, comme prévu, le chômage continue à refluer et l'inflation à se

renforcer. Si le ralentissement prévu de l'effort d'assainissement budgétaire aux États-Unis et dans la zone euro est justifié, compte tenu de l'état des finances publiques et des perspectives économiques, un durcissement marqué de l'orientation budgétaire au Japon est nécessaire pour ralentir l'accumulation de l'endettement public et, à terme, réduire cet endettement. Des réformes structurelles sont impératives pour sortir de la crise, améliorer les perspectives de croissance, affermir la dynamique de la dette et faciliter un rééquilibrage au niveau mondial et dans la zone euro.

Les perspectives contiennent d'importants risques de dégradation présents de longue date. Par exemple, si le plafond de la dette devenait contraignant aux

États-Unis au début de 2014, on pourrait s'attendre à d'amples conséquences négatives sur la stabilité et la croissance ; le plafond d'endettement nominal prévu par la loi devrait donc être supprimé. La réduction des achats d'actifs par la banque centrale américaine (*tapering*) devrait aussi provoquer des turbulences lorsqu'elle aura lieu, notamment dans les économies émergentes, avec également des effets négatifs sur les économies avancées. Dans la zone euro, la fragilité persistante des bilans bancaires, l'état précaire des finances publiques et la situation politique incertaine dans certains pays vulnérables pourraient déstabiliser les marchés de capitaux, ce qui souligne la nécessité d'une union bancaire à part entière.

### Résumé des projections, zone OCDE (en %)

	2013	2014	2015
<b>Croissance du PIB en termes réels</b>	1,2	2,3	2,7
<b>Inflation</b>	1,5	1,9	2,0
<b>Taux de chômage</b>	8,0	7,8	7,5
<b>Croissance du commerce mondial</b>	3,0	4,8	5,9

Source : Base de données des *Perspectives économique de l'OCDE* n° 94

# Secteur automobile : du vert au bout du tunnel

Caroline Klein et Isabell Koske, Département des affaires économiques de l'OCDE



Jackie Naegelen/Reuters

**L'automobile a été fort malmenée depuis le début de la récession en 2008. Même avant la crise, on percevait l'émergence de nouveaux modèles appelés à remodeler durablement tout le secteur.**

Le secteur automobile a beaucoup souffert de la crise économique. En 2008, la production s'est effondrée. En 2012 dans l'OCDE, elle était encore inférieure de 8 % à son niveau d'avant la crise. Le taux moyen d'utilisation des capacités de production était de 70 %, contre une moyenne historique de 80 % dans l'industrie. L'Europe est particulièrement touchée : plusieurs constructeurs ont dû fermer des chaînes de montage et sacrifier des emplois.

Actuellement, la faiblesse de la demande, couplée aux surcapacités accumulées,

font baisser les prix et profitent ainsi aux consommateurs, mais on peut s'inquiéter de la viabilité à long terme de l'industrie automobile dans les pays développés. Ceci ouvre la perspective d'une profonde restructuration du secteur automobile, avec de lourdes implications pour l'emploi, les tissus industriels locaux et l'économie tout entière.

Il est peu probable que la demande automobile dans l'OCDE s'améliore dans un avenir proche. Les ventes déclinent depuis une dizaine d'années et se situent actuellement 13 % en-dessous de leur niveau de 2000. En cause, notamment, la chute des revenus pendant la récession. Mais même avant la crise, la croissance n'était pas brillante. Les raisons de cette asthénie – marchés saturés, prix du carburant en hausse

et démographie atone – devraient continuer de prévaloir ces prochaines années, d'où une croissance des ventes qui restera faible dans la plupart des pays avancés.

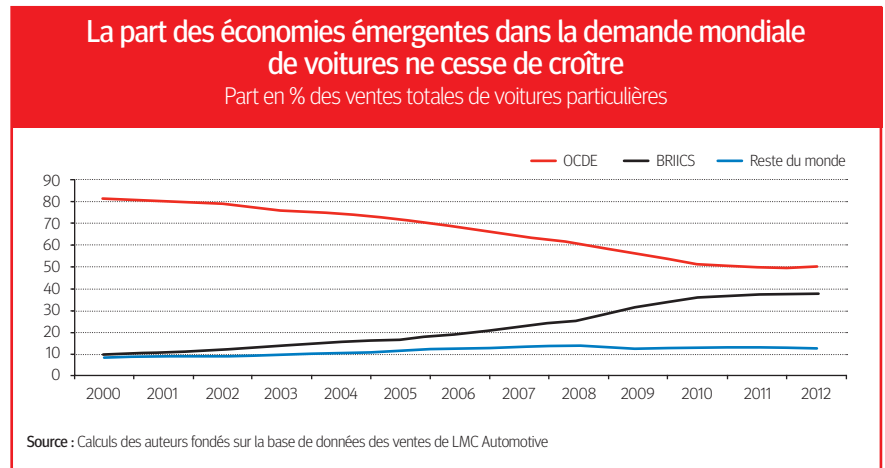
L'impératif de lutte contre la pollution et le changement climatique pourrait entraîner une hausse des taxes et des péages urbains, faisant ainsi augmenter les coûts de possession d'une voiture. Les avantages relatifs pourraient aussi diminuer, notamment du fait des restrictions de circulation en ville et d'un effort d'investissement dans les transports publics. L'autopartage et la location de voitures électriques offrent également des alternatives.

Hors de l'OCDE, les perspectives sont meilleures : dans les pays émergents, la

demande devrait continuer d'augmenter rapidement. Les pays de l'OCDE représentaient 80 % des ventes de voitures particulières en 2000, mais ce pourcentage a baissé à environ 50 % actuellement. La part des BRIICS\* a plus que triplé durant la même période, atteignant presque 40 %. Avec 24 % des ventes mondiales, la Chine est le plus gros marché de voitures particulières, nettement devant l'Union européenne (17 %) et les États-Unis (18 %). De plus, le taux de possession d'une voiture dans les pays émergents, encore faible par rapport au reste du monde, conserve une marge de progression : en 2010, il était de 50 voitures pour 1000 personnes dans les BRIICS, contre 410 dans la zone OCDE. Cela dit, la croissance devrait être freinée par le renchérissement du carburant et les restrictions imposées pour limiter le trafic et préserver l'environnement, même si les véhicules proposés sur le marché sont de plus en plus propres.

Ces tendances vont déterminer la géographie de la production. Comme le montage des véhicules se fait généralement dans la région de vente, la production (le montage) augmentera principalement dans les pays émergents et en développement. Certes, rien n'empêche d'exporter des voitures vers les marchés en croissance, mais avec les coûts de transport, les barrières douanières, les enjeux énergétiques et environnementaux, cela restera plus avantageux de délocaliser la production de la plupart des modèles de série. En 2011, seuls 11 % de la totalité des véhicules produits ont été échangés entre l'Amérique du Nord, l'Europe ou l'Asie du Sud-Est.

Ce sont surtout les voitures de sport et de luxe qui sont produites dans l'OCDE – question d'image : pour les consommateurs, une Audi haut de gamme se doit d'être *made in Germany* ! Certains constructeurs se sont mis à relocaliser une partie de leur production, mais il est difficile de prédire si cette tendance se confirmera et quelle sera son ampleur. Nos projections ne montrent pas de mouvement de relocalisation, mais indiquent que dans la plupart des pays (sauf dans certains pays d'Europe comme l'Italie et la France), la production va s'accroître et dépasser les capacités



actuelles. En conséquence, les usines de montage existantes continueront de tourner, peut-être même faudra-t-il en construire de nouvelles. Cependant, la compétitivité relative de certains pays dans la production de voitures pourrait s'avérer différente des niveaux retenus dans nos projections. Toutefois, les gains de compétitivité (de parts de marché) ne suffiront peut-être pas à absorber l'excédent de capacité dans certains pays d'Europe, et ceux-ci devront alors réduire leurs capacités.

Autre aspect à suivre : l'évolution de la demande. Le marché automobile ne s'est pas autant transformé que celui des télécommunications, mais on pourrait voir apparaître de nouveaux acteurs, avec la demande de voitures interconnectées « intelligentes » – communiquant entre elles et avec l'infrastructure routière via Internet et des réseaux locaux, permettant ainsi une conduite plus sûre, plus rationnelle et plus économe en énergie. Les coûts de développement élevés donnent toutefois l'avantage aux constructeurs en place. Même les automobiles construites en Chine sont actuellement le fruit de partenariats qui sont, de fait, sous contrôle étranger. Les constructeurs chinois sauront-ils se développer et se mondialiser en suivant l'exemple du Japon et de la Corée ? La question mérite d'être creusée.

Une chose est certaine : la demande privilégie toujours plus les voitures propres. Les mesures publiques actuelles (taxes et

redevances) s'intensifieront probablement, tandis que les prix des carburants et du carbone vont augmenter, ce qui stimulera la recherche en technologies alternatives et la production de brevets. Les objectifs d'efficacité énergétique et d'émissions, tels CAFE aux États-Unis, euro6 dans l'UE, JCO8 au Japon ou Bharat en Inde, continueront d'orienter la demande vers des véhicules à combustion plus économes, des véhicules hybrides ou électriques, ainsi que des modèles plus légers et plus sobres. Selon une enquête KPMG de 2013, les véhicules électriques et hybrides ne domineront pas le marché avant 2020 car les constructeurs continuent de concentrer leur R&D sur les moteurs à combustion interne et les voitures hybrides rechargeables. Mais, on a pu le constater avec d'autres technologies, la prédiction est un art difficile. Une invention majeure pourrait aussi changer la donne et rendre à l'industrie automobile le souffle qui lui manque.

\*Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Afrique du Sud

#### Références

OCDE (2013), « Industrie automobile : ajustements à moyen terme des capacités de production », *Notes de politique économique du Département des affaires économiques de l'OCDE n°21*, novembre 2013, Éditions OCDE ; disponible sur [www.oecd.org/fr/eco/industrie-automobile.pdf](http://www.oecd.org/fr/eco/industrie-automobile.pdf)

KPMG (2013), *KPMG Global Automotive Executive Survey 2013: Managing a multidimensional business model*, KPMG.

# De l'importance des négociations UE/États-Unis sur les échanges et l'investissement

Ken Ash, Directeur, Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE



Francois Lenoir/Reuters

**Depuis début 2013, l'UE et les États-Unis négocient pour approfondir la libéralisation des échanges et de l'investissement. Un accord en 2014 serait bénéfique pour les protagonistes, certes, mais pour d'autres aussi. Explication.**

Le cycle de négociation actuel entre l'UE et les États-Unis dans le cadre du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) est riche de promesses. S'il aboutit, ce partenariat serait le plus important accord de libre-échange jamais conclu, et porterait sur environ 50 % de la production, près de 30 % des échanges de biens (échanges intracommunautaires compris, mais hors échanges de services) et 20 % des investissements directs étrangers (IDE) de la planète.

L'UE et les États-Unis sont chacun le principal partenaire commercial et d'investissement de l'autre. En 2012, l'UE a accueilli 63 % des IDE américains et était à l'origine de 44 % des IDE reçus par les États-Unis. Les échanges de flux bilatéraux entre les deux acteurs ont généré un cinquième de l'ensemble des fusions et acquisitions. Les États-Unis représentent 20 % des exportations ainsi que des importations de l'UE (hors échanges intracommunautaires), tandis que l'Union

européenne représente 28 % des exportations et 24 % des importations américaines.

Mesurés en valeur ajoutée, ces échanges sont encore plus importants qu'en termes bruts (voir graphique). En valeur ajoutée, les États-Unis reçoivent ainsi 23 % de l'ensemble des exportations de l'UE et lui fournissent 21 % de ses importations. L'Union européenne, quant à elle, représente 29 % des exportations et 27 % des importations des États-Unis. En d'autres termes, ceux-ci sont de loin la principale destination de la valeur ajoutée de l'UE et les principaux pourvoyeurs de valeur ajoutée dans les importations de l'Union.

Les barrières commerciales transatlantiques étant déjà faibles, un accord éventuel permettrait avant tout d'aplanir les obstacles aux échanges et à l'investissement par-delà les frontières. Il y aurait, par exemple, des avantages notables à ouvrir les marchés publics aux États-Unis et dans l'Union européenne, à tous les niveaux d'administration.

Une étude de l'OCDE estime que le gain de prospérité pourrait atteindre 3 à 3,5 % du PIB annuel pour l'UE et les États-Unis, tandis que d'autres l'évaluent entre 0,5 % et 3,5 % du PIB. Un rapport entrevoit même un gain pouvant atteindre 13 % du PIB pour les États-Unis et

5 % pour l'UE. Alors que ces économies sont contraintes d'assainir leur budget sur le long terme et que le chômage reste élevé, ces bénéfices paraissent considérables, d'autant plus qu'ils n'appellent aucune dépense ou emprunt supplémentaires.

Ces estimations ne rendent pas compte du dynamisme que pourrait insuffler la libéralisation des échanges et de l'investissement, ni de l'élan qu'il donnerait à la productivité. Pourtant, aux yeux de nombreux commentateurs, ce sont là les principaux gains potentiels, bien qu'ils n'aient pas été analysés dans les études effectuées jusqu'à présent.

Entre les États-Unis et l'UE, les échanges sont en grande partie intrasectoriels et intragroupe. C'est donc probablement au sein des chaînes de valeur existantes que le TTIP fera évoluer la donne, en agissant par exemple sur le lieu de prestation de certains services de commercialisation, plutôt qu'en entraînant la délocalisation de secteurs entiers. Les marchés étant déjà étroitement intégrés, la bonne démarche consiste sans

**Selon un rapport, le gain de prospérité pourrait atteindre jusqu'à 13 % du PIB**

doute à chercher des solutions pour lever les freins inutiles et coûteux aux échanges et à l'investissement.

Cela entraînera une diminution des coûts qui profitera naturellement aux entreprises et stimulera la croissance et l'emploi chez les deux partenaires. En outre, de nouveaux dispositifs réglementaires aux États-Unis et dans l'UE, plus efficaces, sont par nature non-discriminatoires ; des partenaires commerciaux pourraient donc en bénéficier sans être directement impliqués dans un éventuel accord.

Ainsi, les bienfaits sont dans l'ensemble bien plus vastes que ce que les seules mesures bilatérales donneraient à penser.

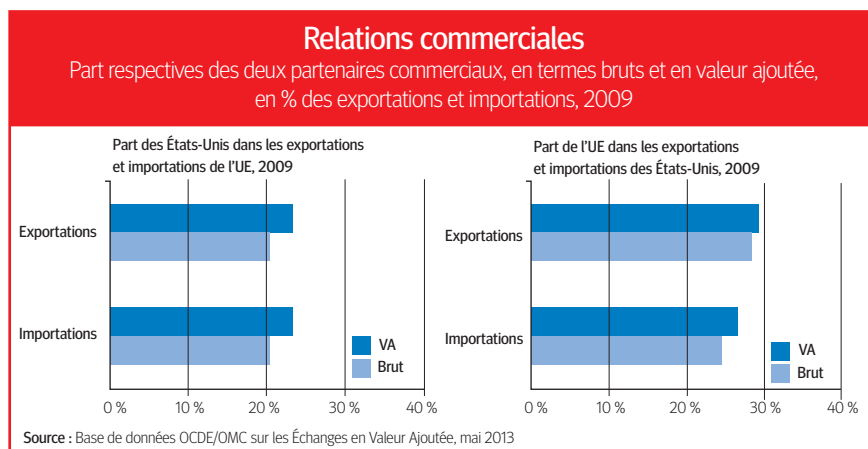
**Quid du système commercial multilatéral ?** Le TTPI n'en reste pas moins un processus bilatéral plutôt que multilatéral, ce qui lui vaut généralement d'être considéré comme

un optimum de second rang. Toutefois, les États-Unis et l'UE sont les principales sources et destinations d'exportation, d'importation et d'investissement de nombreux autres pays, lesquels pourraient donc aussi tirer parti d'un accord ambitieux. À vrai dire, ce dernier pourrait devenir une référence et ouvrir la voie à une intégration profonde et globale des échanges et de l'investissement dans le monde.

En résolvant un plus grand éventail de questions délicates et complexes jusqu'ici absentes des négociations de l'OMC, l'accord serait la pierre angulaire de futures initiatives multilatérales, conformément à la tendance actuelle à « multilatéraliser » des dispositions d'accords commerciaux régionaux allant au-delà de celles de l'OMC. Toutefois, si l'éventuel accord se contentait de libéraliser marginalement les échanges et l'investissement, aux frontières comme au-delà, le TTIP ne serait qu'un accord parmi les centaines d'arrangements bilatéraux et régionaux qui existent déjà.

En annonçant l'ouverture de négociations en vue du TTIP, les États-Unis et l'UE ont fait dûment preuve d'ambition : ils ont mis l'accent sur les obstacles qui continuent de peser sur les échanges et l'investissement aux frontières et au-delà, tout en reconnaissant explicitement les différences ancrées qui les séparent sur des sujets sensibles. Dans certains domaines, rien ne garantit que des solutions acceptables par tous se dessinent à court terme, mais les différences pourraient s'estomper avec le temps grâce à des initiatives innovantes des accords de reconnaissance mutuelle aux organes consultatifs mixtes destinées à améliorer la collaboration internationale en matière de réglementation.

La transparence jouera également un rôle primordial. En cas d'accord, les questions de réglementation devraient être centrales. Un processus transparent d'élaboration et de mise en œuvre des réglementations permettra donc à d'autres pays de décider s'ils souhaitent appliquer eux aussi ces mesures, et comment. Certaines, de ces réglementations notamment celles visant à améliorer les procédures aux frontières et l'efficacité des dispositions de lutte contre la



corruption, sont non discriminatoires par nature et ont des retombées favorables au-delà des frontières de l'UE et des États-Unis.

S'il aboutit, le TTIP pourrait aussi être ouvert à d'autres participants désireux et capables d'adhérer à ses dispositions. Dans le domaine de l'investissement, les États-Unis et l'UE sont déjà liés par la clause de la nation la plus favorisée (NPF) prévue par les Codes de libération de l'OCDE. Autrement dit, toute mesure de libéralisation découlant du TTIP devrait être étendue aux autres adhérents aux Codes de l'OCDE.

Il serait également envisageable d'étendre la reconnaissance mutuelle des normes aux autres pays avec lesquels les États-Unis ou l'UE ont déjà conclu un accord comparable.

Les progrès décisifs accomplis en décembre à Bali lors des négociations sur les échanges multilatéraux sont très utiles à l'OMC et au système commercial multilatéral, et apporteront des bienfaits substantiels, notamment aux pays en développement. Tout doit être mis en œuvre pour entretenir le progrès. Certes, les pays continueront inévitablement à explorer d'autres voies en parallèle. Heureusement, ces optimums de second rang peuvent étayer un système commercial multilatéral efficace s'ils sont ambitieux, innovants dans des domaines sensibles et aussi ouverts que possible à la participation, tout en se prêtant au multilatéralisme. Ajoutons-leur les avancées réalisées à Genève, et il sera plus

facile de parvenir à concilier régionalisme et multilatéralisme et à ce que ces deux mouvements se renforcent mutuellement.

Il est une autre dimension à prendre en compte, qui concerne les échanges en valeur ajoutée et les chaînes de valeur mondiales. Les travaux réalisés jusqu'ici par l'OCDE à ce sujet soulignent que l'ouverture des échanges et de l'investissement est une composante importante des réformes structurelles globales et favorables à une croissance solide, durable, équilibrée et inclusive. Pour autant, les conséquences de cette ouverture sur l'action publique des pays – quel que soit leur niveau de développement – et sur les secteurs et les entreprises aux caractéristiques, structures et tailles différentes, restent peu connues. Notre objectif est d'intégrer les échanges en valeur ajoutée au système statistique international, d'élargir l'éventail des pays, secteurs et indicateurs couverts, et d'étendre notre analyse à l'ensemble des domaines de l'action publique concernés. Il est prévu que ces travaux soient menés dans le cadre d'un réseau étendu de pays et d'institutions partenaires.

#### Références

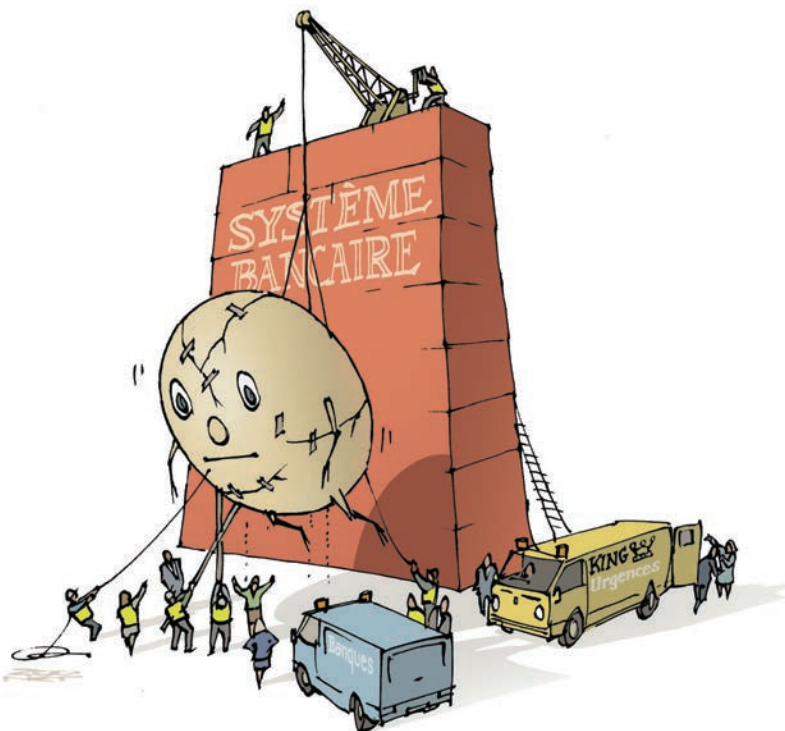
Ash, Ken (2012), « Échanges : les faits », *L'Observateur de l'OCDE* n° 293 T4 2012

Thompson, Lyndon (2013), « Bénéficiaire des échanges en valeur ajoutée », *L'Observateur de l'OCDE* n° 295 T2 2013

Voir la base de données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée sur [www.oecd.org/fr/echanges](http://www.oecd.org/fr/echanges)

# Réforme du secteur bancaire : une bonne résolution

Gert Wehinger, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE



Quand ils se sont rencontrés à Pittsburgh en septembre 2009 – il leur avait fallu une année entière pour réagir à l'effondrement de Lehman Brothers –, les régulateurs du G20 ont défini un programme ambitieux de réforme du secteur financier. Rien ne serait négligé, aucun aspect du système bancaire ne serait laissé dans l'ombre. Les mesures couvriraient tous les segments et acteurs des marchés de capitaux. Des leçons seraient tirées de la crise pour assurer que la débâcle de 2008 ne se reproduirait jamais. Une instance appelée Conseil de stabilité financière a été chargée de coordonner cette tâche titanesque et de dresser une liste précise des réformes dont les régulateurs internationaux et nationaux devaient ensuite s'inspirer.

À l'aube de 2014, ces réformes ont-elles progressé ? La liste de souhaits n'a-t-elle été qu'un vœu pieux, ou les citoyens peuvent-ils maintenant profiter de banques plus solides et plus saines ?

Pour le savoir, examinons d'abord l'ensemble de réformes appelé Bâle III, troisième

génération de règles internationales énoncées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en réaction à la crise financière mondiale actuelle (le premier Accord de Bâle sur les fonds propres de 1988 avait été conclu suite à la crise de la dette survenue en Amérique latine dans les années 1980). Ces règles contraindront les banques à renforcer leurs exigences de fonds propres et de liquidité d'ici 2019. Jusque-là, leur mise en œuvre semble bien progresser.

Les banques ont anticipé ce durcissement des exigences en consolidant leurs ratios de solvabilité, jugés trop faibles pour faire face à de futures crises. Cependant, il semble que nombre d'entre elles l'ont fait au détriment de leurs activités de prêt. Elles ont réduit la voilure à mauvais escient, diminuant la taille de leurs bilans au lieu de lever de nouveaux fonds propres.

Non qu'un relèvement des fonds propres réglementaires soit suffisant pour rendre le secteur financier plus solide ou résistant aux chocs. Les réformes ne s'attaquent pas aux vraies causes de la crise, notamment

au problème des banques trop importantes pour faire faillite et au problème de leur interdépendance, celle-ci étant notamment due à de leur exposition aux produits dérivés (assimilés par Warren Buffet à des « armes de destruction massive »).

Durant les périodes calmes, les banques n'ont pas besoin de beaucoup de fonds propres, mais n'en ont jamais assez en période de crise. Il n'existe aucune règle sensée qui puisse aider les grandes institutions financières systémiques à se préserver. La séparation entre activités risquées de banque d'affaires et activités de banque de dépôt pourrait résoudre ce problème. Ces entreprises opérant à l'échelle internationale, une approche unifiée et coordonnée contribuerait à éviter le genre d'arbitrage réglementaire qui a tant joué dans le déclenchement de la crise actuelle. Au sein de l'UE, les régulateurs examinent encore les réformes inspirées des propositions du rapport Liikanen. Adopteront-ils la bonne approche ?

Nous préconisons le recours à une structure de holding passive, aux activités cantonnées. Le seuil de scission des activités d'une banque doit être déterminé en fonction de la quantité de produits dérivés qu'elle détient par rapport à ses autres actifs.

Revenons à Bâle. Des normes de fonds propres fondées sur un simple ratio de levier, calculé par rapport au total de l'actif et non à un mécanisme complexe d'actifs pondérés en fonction du risque, pourraient considérablement améliorer l'assise financière des banques. Rappelons que Dexia, la banque belge qui a fait faillite, satisfaisait aux exigences de fonds propres avant de s'effondrer. Ces exigences étaient toutefois trop complexes, alors qu'un coup d'œil à un ratio de levier simple aurait permis de voir à quel point la banque était éloignée de la zone de sécurité. Les banques peuvent se plaindre que cela leur reviendrait cher et les conduirait à moins prêter, mais nous ferions alors valoir (et avons démontré empiriquement) que plus les banques sont sûres, meilleures sont leurs activités de prêt. Ce constat va dans le sens de l'approche adoptée par les régulateurs aux États-Unis en juillet 2013, soit une règle visant à relever



à 6 % le ratio de levier des plus importantes institutions bancaires du pays – allant au-delà des réformes actuellement proposées dans le cadre de Bâle III. Les régulateurs proposent en outre de durcir les règles de liquidité définies par l'Accord de Bâle.

Les autorités américaines ont également exercé un contrôle plus strict de leurs établissements bancaires au début de la crise, imposant des tests de résistance sans complaisance, suivis d'un assainissement

De nombreuses banques ont renforcé leurs ratios au détriment de leurs activités de prêt

décisif des bilans des banques, assorti si nécessaire d'une intervention des pouvoirs publics. Les régulateurs ont aussi rapidement réagi en élaborant la loi Dodd-Frank, adoptée en juillet 2010. Cependant, cette loi est excessivement longue et complexe, causant des retards et permettant à des groupes de pression d'émousser certaines législations complémentaires. Au 2 décembre 2013, seulement 165 des 398 réglementations requises au total avaient été finalisées, et 111 autres n'ont même pas encore été proposées.

Si la règle Volcker de séparation des activités bancaires – considérée par beaucoup comme la pièce maîtresse des réformes Dodd-Frank – a finalement été approuvée le 10 décembre 2013 (pour prendre effet en juillet 2015), il reste encore à savoir comment elle fonctionnera. Elle ne manquera certainement pas d'occuper nombre de juristes bancaires qui s'activeront à trouver des échappatoires, voire à assigner les régulateurs en justice.

Si l'OCDE souligne qu'en matière de réformes du secteur financier, il importe davantage de faire les choses bien que de les faire vite, le processus de réforme risque désormais de ralentir à mesure qu'une certaine lassitude, renforcée par l'activisme de groupes de pression, s'empare des instances de réglementation comme des instances réglementées.

#### L'union bancaire européenne

En Europe, la dynamique des réformes peut sembler similaire, mais la situation est structurellement différente. Les banques

financent les économies européennes à hauteur de 75 % environ, contre 25 % aux États-Unis. C'est pourquoi l'OCDE soutient également les efforts visant à promouvoir des solutions de financement non bancaires, en particulier en faveur des PME européennes. Les bilans des banques européennes sont aussi plus fragiles que ceux de leurs homologues américaines (voir graphique). Par ailleurs, les banques européennes tendent à être plus grandes et plus systémiques à l'échelon national et international. Elles sont de ce fait trop grandes pour faire faillite, mais également trop grandes pour être renflouées par un État ou une banque centrale unique.

Il faudra donc examiner avec une grande attention les résultats des contrôles de santé du secteur bancaire de la zone euro en 2014. Après tout, les banques de la zone possèdent encore une quantité considérable d'actifs douteux qui doivent être comptabilisés et sortis des bilans. L'évaluation de la qualité des actifs et les tests de résistance doivent être réalisés rigoureusement, et suivis d'une recapitalisation ou d'une restructuration bancaire si nécessaire. Il faut encore progresser pour mettre en place une union bancaire à part entière. L'accord conclu par les ministres des Finances de l'UE le 18 décembre 2013 pour instaurer un dispositif de soutien commun pour les banques défaillantes – aspect crucial du « mécanisme unique de résolution » – constitue une avancée importante. Même si une union bancaire européenne n'est pas la panacée

pour la crise actuelle, elle contribuera à renforcer le système bancaire et, à terme, à trancher les liens préjudiciables unissant les banques à la dette de leur État respectif.

En somme, alors que la crise sévit encore, les régulateurs seraient bien avisés de prendre comme bonne résolution pour 2014 de réformer adéquatement le secteur bancaire et de contribuer à restaurer la confiance dont nos économies ont si cruellement besoin.

#### Références

Blundell-Wignall, Adrian et al. (2013b), « Bank business models and the separation issue », *OECD Journal: Financial Market Trends* Vol. 2013/2 ; disponible sur [www.oecd.org/daf/fmt](http://www.oecd.org/daf/fmt)

CBCB (2011), *Bâle III : dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires*, version révisée, juin

Commission européenne (2013), *Un nouveau système financier pour l'Europe*, Marché intérieur et services ; disponible sur [http://ec.europa.eu/internal\\_market/publications/docs/financial-reform-for-growth\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/publications/docs/financial-reform-for-growth_fr.pdf)

ICB (2011), *Final Report: Recommendations* (« Rapport Vickers »), Londres

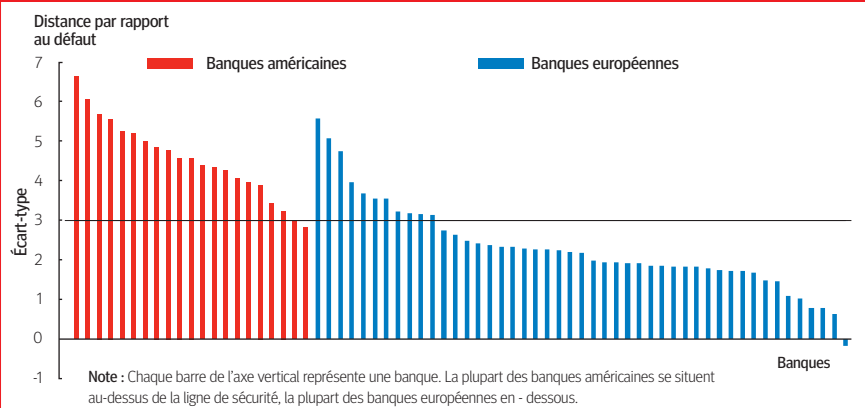
Liikanen, Erkki (2012), *Groupe d'experts de haut niveau sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'UE : Rapport final*, Bruxelles, disponible sur [http://ec.europa.eu/internal\\_market/bank/docs/high-level\\_expert\\_group/report\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/high-level_expert_group/report_fr.pdf)

Wehinger, Gert (2013), « Banque, éthique et principes de bonne gestion », *L'Observateur de l'OCDE* n° 294, T1

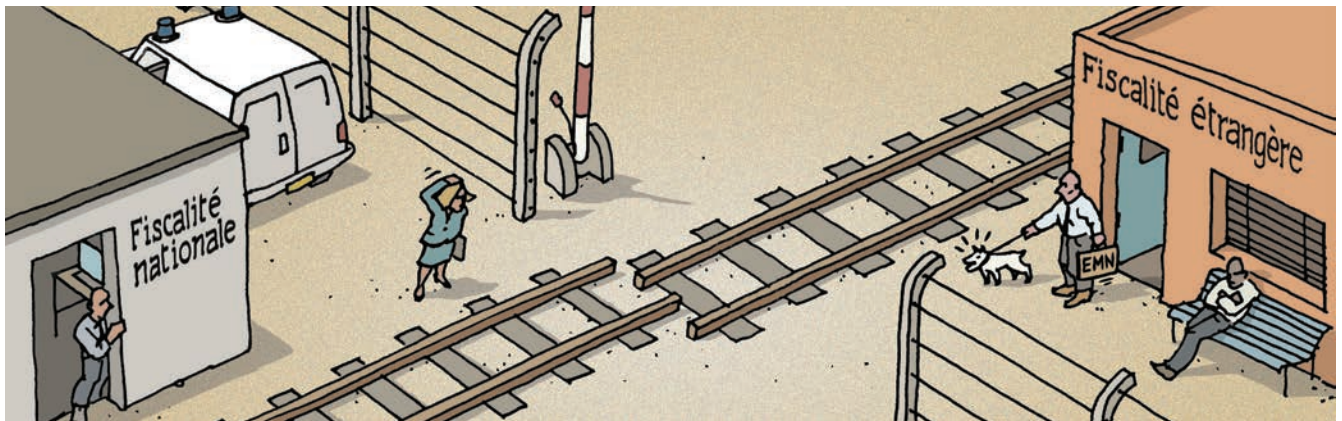
US Congress (2010), *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (H.R. 4173), disponible sur [www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=h111-4173](http://www.govtrack.us/congress/bill.xpd?bill=h111-4173)

## Les banques européennes sont toujours plus fragiles que leurs homologues américaines

Distance par rapport au défaut en 2012 : États-Unis/Europe



# Fiscalité : le problème des montages hybrides



David Rooney

La campagne mondiale pour améliorer les règles fiscales internationales, dont beaucoup ont été conçues il y a plus d'un siècle, et les adapter à l'ère de la mondialisation et des nouvelles technologies se poursuivra en 2014. En 2013, l'attention s'est portée sur le problème du transfert de bénéfices par les entreprises multinationales et sur ses répercussions négatives sur les bases d'imposition, avec l'élaboration par l'OCDE d'un Plan d'action en 15 points concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), qui a été soumis aux dirigeants du G20 en septembre et a été largement médiatisé. L'un des principaux domaines d'action du Plan concerne les montages hybrides internationaux, et l'OCDE devrait publier un rapport en 2014 visant à traiter ce problème. Comment fonctionnent ces montages ?

Les contribuables peuvent parfois prétendre à une déduction fiscale au titre d'un paiement qui échappe à l'impôt dans le pays de réception du paiement, ou pour lequel cette déduction a déjà été demandée dans une autre juridiction. Ces dispositifs hybrides sont des transactions structurées ayant pour objet d'alléger la charge fiscale pesant sur les investissements internationaux en exploitant différences de traitement fiscal existant entre plusieurs juridictions à propos d'instruments ou d'entités.

Un rapport de l'OCDE intitulé *Dispositifs hybrides*, publié en 2012, concluait que, même s'il peut être difficile de déterminer le pays qui subit effectivement une perte de recettes fiscales sous l'effet d'un montage hybride, ces instruments créent un risque collectif pour la base d'imposition de tous les pays en réduisant la charge fiscale globale des contribuables qui les utilisent. Outre les problèmes d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices, le rapport estimait que la capacité des investisseurs à recourir à des techniques sophistiquées et souvent opaques pour créer des montages hybrides en vue d'alléger leur dette fiscale nationale peut nuire à l'efficacité et à l'équité des systèmes fiscaux.

Le rapport de 2012 recommandait aux pays d'envisager d'adopter des règles visant à harmoniser le traitement fiscal des instruments et entités hybrides dans les deux pays afin de neutraliser leurs effets. Dans le cadre du plan d'action BEPS, les pays de l'OCDE et du G20 ont

franchi une étape supplémentaire en s'engageant à formuler une série de recommandations, de règles nationales et de dispositions conventionnelles destinées à supprimer les montages hybrides. De nouveaux progrès sont attendus en 2014. Le Comité des affaires fiscales de l'OCDE (CAF) a créé un nouveau groupe de travail chargé de lutter contre la planification fiscale agressive et de rédiger un rapport sur l'élimination des dispositifs hybrides d'ici septembre 2014. Ce rapport couvrira trois principaux aspects : premièrement, les instruments de financement hybrides, y compris les transferts hybrides sophistiqués ; deuxièmement, les dépenses induites par une entité hybride donnant lieu à une déduction fiscale en vertu des lois de deux pays ou plus (structures de double déduction) ; et enfin les structures hybrides permettant à un investisseur d'éviter l'impôt sur des paiements déductibles effectués par une contrepartie à l'accord (structures de déduction/absence d'inclusion).

L'OCDE et le G20 mènent ces travaux parallèlement à ceux de l'Union européenne sur les dispositifs hybrides au sein de l'UE. Ils ont néanmoins une portée plus large et associent un plus grand nombre de pays.

Pour John Peterson, qui dirige l'unité de lutte contre la planification fiscale agressive à l'OCDE, les travaux relatifs aux montages hybrides représentent un « projet intéressant et simulé, assorti d'un délai très serré ». Les pays se sont fixés pour tâche d'élaborer des règles d'harmonisation exhaustives, faciles à administrer pour les autorités fiscales, claires et transparentes dans leur fonctionnement, et qui minimisent les coûts de conformité pour les contribuables. Leur tâche est compliquée par la nécessité de faire en sorte que les règles ciblent l'asymétrie et ne perturbent pas d'autres résultats commerciaux, ni n'entraînent une double imposition involontaire des contribuables.

La première version du rapport devrait être diffusée pour consultation publique à la fin du premier trimestre 2014. « C'est un objectif ambitieux, reconnaît M. Peterson, mais qui traduit l'importance, pour les pays membres du G20 et de l'OCDE, de s'attaquer en urgence aux lacunes dans l'architecture de la fiscalité internationale actuellement exploitées par les montages hybrides ».

OCDE (2012) *Dispositifs hybrides : Questions de politique et de discipline fiscales*, Éditions OCDE. Disponible sur [www.oecd.org/fiscalite](http://www.oecd.org/fiscalite)

# Le nouveau visage du tourisme



Ammar Awad

Le secteur du tourisme a montré ces dernières années une remarquable résilience, en dépit de l'instabilité politique, des guerres, des catastrophes naturelles et de la crise financière mondiale. Le Japon en est un bon exemple : le nombre de touristes s'est effondré après le séisme et l'accident nucléaire de Fukushima en 2011. Mais en 2013, le pays a enregistré le chiffre record de plus de 9 millions de visiteurs.

Dans l'ensemble, les arrivées de touristes internationaux ont dépassé le milliard en 2012 et devraient atteindre 1,8 milliard d'ici à 2030. Les pays de l'OCDE en totalisent près de 60 %, mais l'évolution de l'économie mondiale devrait changer la donne, les ressortissants des pays émergents se mettant à voyager davantage. La Chine consacre aujourd'hui au tourisme huit fois plus qu'il y a 12 ans. Les touristes chinois ont déboursé 102 milliards USD en 2012, soit 37 % de plus que l'année précédente, et davantage que tout autre pays.

Les Russes deviennent eux aussi plus mobiles et occupent ainsi le cinquième rang pour les dépenses de tourisme émetteur. De même, le nombre de touristes venus d'Inde a doublé depuis 2006.

L'Organisation mondiale du tourisme prévoit globalement, d'ici à 2030, 17 millions de nouvelles arrivées par an en provenance de la région Asie-Pacifique, 16 millions d'Europe, 5 millions des Amériques et 5 millions d'Afrique et du Moyen-Orient confondus.

Les pays émergents attirent également davantage de touristes. Durant les 15 prochaines années, ils enregistreront une hausse annuelle de 4,4 % des arrivées, soit le double des économies avancées, l'Asie du

Sud se situant en tête. L'Amérique du Nord tombera en revanche au bas du classement.

Le tourisme représente directement 4,2 % du PIB, 5,9 % de l'emploi et 21 % des exportations de services des pays de l'OCDE, soit suffisamment pour que les gouvernements fragilisés par la crise financière le considèrent comme un catalyseur de la croissance. Plus dynamiques, ceux-ci instaurent de nouveaux modèles commerciaux et allègent les formalités administratives. Grâce aux demandes de visas en ligne et aux contrôles automatiques aux frontières, ils réduisent les délais d'attente. La Turquie, par exemple, a instauré les demandes de visas électroniques en 2013, diminuant ainsi les files d'attente à l'arrivée des touristes.

Les voyageurs d'aujourd'hui sont très différents de leurs prédécesseurs. Ils sont plus âgés – 23 % ont 55 ans ou plus – et plus économes, privilégiant les déplacements courts non loin de chez eux. Ils vivent dans des pays émergents plutôt que dans des pays développés. Ils font leurs réservations majoritairement en ligne plutôt qu'auprès d'agences de voyage. Ils sortent souvent des sentiers battus dans leurs choix et préfèrent les vacances à thème : aventure, culture et patrimoine, gastronomie et vins. De nouveaux créneaux ont vu le jour : les vacances pour la « diaspora » ou pour les homosexuels, le tourisme humanitaire en faveur de bonnes causes et le tourisme médical.

Deux autres tendances sont à noter : le développement d'un « tourisme noir » dangereux, de la randonnée en Afghanistan à la chasse aux pirates au large des côtes somaliennes, en passant par la photographie dans les zones de conflit en Syrie (notre photo). Il ne faut pas le confondre avec le « tourisme de mémoire », plus solennel, qui conduit sur des lieux marqués par de grandes tragédies, que ce soit Ground Zero à New York, Auschwitz en Pologne ou les cimetières militaires en Europe.

Le centenaire, en 2014, du début de la Première Guerre mondiale devrait susciter cette année un accroissement du « tourisme de mémoire », en particulier dans les Flandres belges et dans la Somme. Au Japon, un village touristique, avec des hôtels fortifiés pour éviter toute exposition à des radiations élevées, pourrait être créé près de la centrale de Fukushima, afin que les générations futures n'oublient pas la tragédie de 2011.

Ces voyages émotionnellement éprouvants permettent aux visiteurs de méditer sur la folie des hommes et la fragilité de la vie. Ils peuvent aussi créer des liens entre les peuples et les amener à coopérer pour prévenir les conflits. Plutôt qu'une fuite, ils sont la confirmation de ce que l'écrivain Samuel Johnson considérait comme la véritable raison des voyages : « réguler l'imagination par la réalité et voir les choses telles qu'elles sont au lieu d'imaginer comment elles pourraient être ». Lyndon Thompson

OCDE (2014, à paraître), *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2014*, Éditions OCDE.

Pour plus d'informations sur les travaux de l'OCDE sur le tourisme, voir [www.oecd.org/fr/cfe/tourisme](http://www.oecd.org/fr/cfe/tourisme)

## Vieillesse et bien-être



## L'université de Genève adresse un défi personnel et un enjeu mondial

Entre 1980 et maintenant, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus est passé de quelque 380 à plus de 760 millions. Et les projections des Nations-Unies nous prédisent un effectif de 2 milliards en 2050. De tels nombres sont souvent utilisés pour susciter la peur. En fait, comme l'ensemble de la population mondiale va continuer à s'accroître, au milieu du 21<sup>e</sup> siècle, les aînés devraient représenter 15 à 18 % des habitants de notre planète, avec des pics à 28/30 % dans les pays les plus touchés. Le vieillissement va donc clairement transformer nos sociétés sans pour autant nécessairement les bouleverser. Il exige un effort considérable d'adaptation au niveau des États, mais aussi des familles et des individus.

L'Université de Genève s'enorgueillit d'avoir accueilli en 1972 le premier hôpital de gériatrie du continent européen, fondé sous l'impulsion du Professeur Junod, pionnier d'une approche humaniste de la médecine des aînés, quelqu'un pour lequel il ne fallait pas seulement « ajouter des années à la vie, mais aussi de la vie aux années ». Depuis plus de 20 ans désormais, le Centre interfacultaire de Gérontologie et d'Etudes

des Vulnérabilités (CIGEV) a repris à son compte l'idée que tous les enjeux du vieillissement ne prennent sens qu'à l'aune du bien-être des aînés et de la densité du lien social. C'est d'ailleurs ce que l'Union européenne a validé en consacrant l'année 2012 au vieillissement actif et aux relations intergénérationnelles, en mettant l'accent sur la citoyenneté, sur la participation. Cette volonté de positiver est la bienvenue mais elle ne doit pas cacher que la vieillesse reste aussi la période la vie où les pertes excèdent les gains, où l'individu âgé subit des deuils, doit adapter son mode de vie et son identité pour s'accepter vieux et faire face à la menace de perdre son autonomie, de devenir dépendant.

C'est pour étudier ces processus complexes et éminemment humains que le CIGEV a développé une expertise internationalement reconnue dans les méthodes d'enquête pour donner la parole aux personnes âgées elles-mêmes, pour documenter objectivement leurs réalités de vie mais aussi pour capturer leur ressenti subjectif. Une telle ambition impose une démarche interdisciplinaire, un dialogue des sciences sociales, de la psychologie, de la médecine mais aussi du droit et de l'éthique. C'est grâce à cet ensemble de compétences que le CIGEV est devenu l'un des fondateurs du Pôle National de Recherche LIVES, qui allie plusieurs institutions universitaires suisses. LIVES étudie les vulnérabilités à travers le parcours de vie, et bien sûr les résistances et fragilités de la vieillesse y ont leur juste place.

Au-delà de la Suisse, un enjeu mondial comme le vieillissement appelle une science internationale qui est la marque d'excellence de l'Université de Genève. Parmi les pays dits développés, un réseau consacré aux études gérontologiques s'ancre dans le partenariat stratégique qui unit les Universités de Genève, Montréal et Bruxelles. Il associe aussi Western Ontario, le Conseil espagnol de la Recherche scientifique, l'Université de Umea en Suède et son programme « Ageing and Living Conditions », et bientôt des centres au France, au Japon et en Corée. Dans un deuxième temps, ce réseau devra impérativement s'ouvrir au Sud, aux groupes de recherche des pays en voie de développement et des géants émergents, dont la population va vieillir avant d'être sortie de la pauvreté ! Pour faire face à ce défi singulier, il sera crucial de procéder à des transferts intelligents de connaissances et d'expériences, du Nord vers le Sud mais aussi du Sud vers le Nord. L'Université de Genève entend bien être un acteur de premier plan de ce dialogue à venir.

Sponsorisé par



**UNIVERSITÉ  
DE GENÈVE**

# PISA et la France : accélérer les réformes

Entretien avec Vincent Peillon, Ministre de l'Éducation nationale de la France



AFP/Pascal Pavani

**Selon les résultats de l'enquête 2012 du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, qui évalue les compétences en maths, lecture et sciences des élèves de 15 ans dans 65 pays, la France « peut mieux faire ». En cette période de vifs débats autour des projets de réforme de l'école, quelles leçons le gouvernement tire-t-il de PISA 2012 ? Vincent Peillon répond à L'Observateur de l'OCDE.**

**Que vous inspire l'enquête PISA, et quelles sont les actions prioritaires de la France pour améliorer les performances des élèves ?**

Les constats dressés par PISA 2012 confirment les tendances dégagées depuis plusieurs années par d'autres évaluations nationales et internationales quant à l'état du système éducatif français : malgré l'ouverture massive de l'enseignement secondaire, nous ne sommes pas parvenus à porter l'ensemble de nos élèves à un niveau satisfaisant. Trop d'élèves sont en difficulté – leur part s'est même accrue ces dix dernières années – et notre école fait pire que reproduire les inégalités sociales : elle contribue à les accentuer.

Nous avons engagé depuis un an et demi la refondation de l'école, qui vise à réduire les inégalités et à favoriser la réussite de tous. PISA 2012 conforte notre diagnostic et souligne que nos réponses vont dans la bonne direction ; enfin, il nous incite à accélérer les réformes.

Pour remédier à la baisse du niveau moyen des élèves, il faut en priorité s'occuper de ceux qui rencontrent le plus de difficultés. Il est important de comprendre que l'attention portée aux élèves en difficulté ne nuit pas aux meilleurs – bien au contraire. Non

seulement les meilleurs n'ont pas besoin de l'échec des autres pour réussir, mais surtout les pédagogies développées pour accompagner ceux qui ont le plus de mal à apprendre bénéficient à tous. Les comparaisons de PISA le montrent : les systèmes les plus égalitaires, qui luttent le mieux contre les déterminismes sociaux et contre les écarts de niveau scolaire, sont souvent aussi les plus performants – je pense au Canada ou à la Finlande.

Nous avons donc décidé de concentrer les moyens nouveaux dont nous disposons sur la lutte contre la difficulté scolaire et les inégalités sociales. À cette fin, nous donnons la priorité à l'école primaire, car c'est là que se scellent trop souvent les échecs scolaires, quand les savoirs fondamentaux ne sont pas assimilés. Cette priorité se traduit par plusieurs milliers de créations de postes dans l'enseignement primaire, permettant la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques innovants et efficaces : par exemple, « plus de maîtres que de classes », pour un suivi au plus près des élèves ; ou le renforcement de la scolarisation des moins de trois ans, pour favoriser l'acquisition du langage et la préparation aux apprentissages fondamentaux des tout-petits, notamment dans les quartiers défavorisés.

**Quelles mesures spécifiques aux enseignants pourraient faire la différence ?**

L'OCDE le souligne dans tous ses rapports : la qualité de la formation des enseignants est la clé majeure de la réussite. Nous reconstruisons donc une formation professionnalisante, permettant aux nouveaux enseignants de rentrer progressivement dans leur métier. Pour obtenir des résultats plus rapides, nous engageons également un effort important sur la formation continue, notamment via le numérique. Par ailleurs, les programmes scolaires actuels ne permettaient pas aux enseignants de conduire tous leurs élèves à la maîtrise du socle commun. Ils seront désormais conçus par cycles, et leur refonte complète en fera des outils cohérents et efficaces au service des pratiques des enseignants, plutôt que des catalogues de connaissances et de compétences à acquérir. Et les discussions en cours sur le métier d'enseignant permettront de mieux reconnaître l'engagement des professeurs au sein de leur établissement, en faveur de la réussite des élèves.

**Quelles sont les principales vertus du système éducatif français et comment comptez-vous les valoriser ?**

Vous avez raison d'insister sur ce point, notre système a de grandes qualités qui méritent d'être reconnues et développées. Je pense notamment à notre école maternelle, qui doit être confortée dans ses missions. L'éducation prioritaire fait certes face à de nombreuses difficultés, mais elle constitue un espace d'innovation essentiel ; nous améliorerons les conditions de travail des enseignants qui y exercent. C'est le chantier que j'ouvrirai dès janvier prochain. Enfin, nous enregistrons cette année des résultats très encourageants en matière de lutte contre le décrochage scolaire, que nous devons prolonger l'an prochain.

Voir les résultats de la France dans l'enquête PISA 2012 : [www.oecd.org/pisa/keyfindings/PISA-2012-results-france.pdf](http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/PISA-2012-results-france.pdf)

Voir également [www.oecd.org/pisa](http://www.oecd.org/pisa) et [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr)

# Des progrès

Quel est le niveau scolaire des élèves à l'échelle internationale ? Sont-ils prêts à affronter le monde de demain ? Les données fournies par le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE, qui évalue les compétences des élèves de 15 ans dans le monde entier, sont encourageantes. Bien plus qu'un simple classement, le PISA aide les professionnels de l'éducation, les décideurs et les parents à identifier clairement les facteurs sociaux, économiques et culturels qui influent sur les résultats scolaires.

Selon les résultats du test PISA réalisé par l'OCDE en 2012, le niveau des élèves de 15 ans a légèrement augmenté par rapport à la première évaluation effectuée en 2000. Sur les 64 pays et économies pour lesquels des données comparables sont disponibles, 40 ont amélioré leur score moyen dans un domaine au moins.

Les élèves d'Asie se distinguent par des performances exceptionnelles. Shanghai (Chine), Hong Kong (Chine) et Singapour se situent en tête du classement dans les trois épreuves (mathématiques, compréhension de l'écrit et sciences). La Corée, classée deuxième en 2009, reste bien placée malgré un léger recul, tandis que le Japon se démarque des autres pays de l'OCDE en compréhension de l'écrit. Quel est le secret de ces bons résultats ? Pour Andreas Schleicher, un engagement résolu en faveur de moyens pédagogiques modernes et l'investissement dans la formation des enseignants jouent un rôle clé (voir page 22).

Comment expliquer les résultats de la Finlande, classée dans les cinq premiers en 2009 et qui a reculé à la 12<sup>e</sup> place pour les mathématiques en 2012 ? Il semble que la qualité des cohortes soit également un facteur à prendre en compte. En Europe, la Suisse et l'Estonie affichent aussi de bons résultats, alors que des économies plus importantes comme la France et le Royaume-Uni peinent à se maintenir dans la moyenne. Les États-Unis ne brillent pas non plus par leurs résultats.

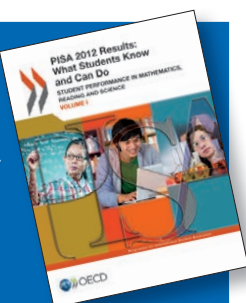
Dans les grands pays développés, le creusement de l'écart entre les meilleurs élèves et les moins bons est frappant. Cette situation peut refléter des questions sociales complexes, comme les migrations. Néanmoins, alors qu'ils s'efforcent d'adapter leurs systèmes éducatifs, ces pays pourraient s'inspirer des Pays-Bas, bien classés dans tous les domaines.

Pour plus d'informations sur l'enquête PISA 2012, notamment des données par pays et des vidéos, voir [www.oecd.org/pisa](http://www.oecd.org/pisa)

## Commandez dès maintenant ! Préparer l'avenir

Les résultats de l'enquête PISA 2012 sont présentés dans une série comprenant six volumes. Les prochains volumes seront centrés sur l'équité, l'implication des élèves, les écoles et le système éducatif, les compétences tout au long de la vie et les compétences financières.

Consultez l'ouvrage et commandez-le sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



## Bulletin scolaire du PISA

PISA OCDE 2012, sélection de pays classés suivant leur performance en mathématiques (classement en italique)

	Maths	Lecture	Sciences
Shanghai-Chine	613	570	580
Singapour	573	542	551
Hong Kong-Chine	561	545	555
Taipei chinois	560	523	523
Corée	554	536	538
Japon	536	538	547
Suisse	531	509	515
Pays-Bas	523	511	522
Estonie	521	516	541
Finlande	519	524	545
Canada	518	523	525
Pologne	518	518	526
Belgique	515	509	505
Allemagne	514	508	524
Autriche	506	490	506
Australie	504	512	521
Irlande	501	523	522
Slovénie	501	481	514
Danemark	500	496	498
Nouvelle-Zélande	500	512	516
République tchèque	499	493	508
France	495	505	499
Royaume-Uni	494	499	514
<b>Moyenne OCDE</b>	<b>494</b>	<b>496</b>	<b>501</b>
Islande	493	483	478
Lettonie	491	489	502
Luxembourg	490	488	491
Norvège	489	504	495
Portugal	487	488	489
Italie	485	490	494
Espagne	484	488	496
Fédération de Russie	482	475	486
République slovaque	482	463	471
États-Unis	481	498	497
Lituanie	479	477	496
Suède	478	483	485
Hongrie	477	488	494
Israël	466	486	470
Grèce	453	477	467
Turquie	448	475	463
Émirats arabes unis	434	442	448
Chili	423	441	445
Malaisie	421	398	420
Mexique	413	424	415
Monténégro	410	422	410
Costa Rica	407	441	429
Brésil	391	410	405
Colombie	376	403	399
Indonésie	375	396	382

Note : Les pays et économies sont classés par ordre décroissant de leur score moyen en mathématiques dans le PISA 2012. Les chiffres en italique indiquent le classement du pays en lecture et en sciences.

## Instantanés par pays

### Shanghai s'illustre en maths



Les élèves de Shanghai (Chine) sont premiers du classement PISA 2012 en mathématiques, confirmant ainsi les bons résultats

de 2009. Ils sont également très bien classés en lecture et en sciences parmi les pays et les économies membres ou non de l'OCDE. En mathématiques, les élèves de Shanghai ont près de trois années d'avance sur la moyenne de l'OCDE.

### Le Japon, solide à l'écrit



Le Japon obtient le meilleur score des pays de l'OCDE en compréhension de l'écrit, suivi de près par la Corée. En Europe,

la Finlande, l'Irlande et la Pologne enregistrent les meilleurs résultats en compréhension de l'écrit, tout comme le Canada pour le continent américain. Le Japon est aussi n°1 en sciences pour la zone OCDE.

#### Performance globale en maths

- Supérieure à la moyenne OCDE
- Dans la moyenne OCDE
- Inférieure à la moyenne OCDE
- Tendence en hausse
- Tendence stable
- Tendence en baisse

### France : les écarts se creusent



Les résultats des élèves français en mathématiques se sont dégradés par rapport à 2003, pour s'inscrire désormais dans la moyenne. Les

résultats des élèves les moins performants ont reculé. Il est préoccupant de constater que les élèves issus de milieux favorisés ont progressé par rapport à 2003, contrairement aux élèves issus de familles plus modestes, dont les résultats ont baissé. Selon le ministre français de l'Éducation, M. Vincent Peillon, accompagner les élèves les plus en difficulté constitue l'un des principaux défis de la réforme de l'éducation.

### Allemagne : des progrès



Pour la première fois, les élèves allemands ont des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE dans tous les domaines. Avec le

Mexique et la Turquie, l'Allemagne est le seul pays qui a réussi à améliorer ses résultats en mathématiques et à réduire les écarts depuis 2003, grâce aux progrès accomplis par les élèves les moins performants. Aujourd'hui, les élèves qui ne maîtrisent pas les savoirs les plus fondamentaux sont bien moins nombreux.

### Pologne : les moins bons élèves s'améliorent



En Pologne, la proportion d'élèves peu performants en mathématiques a diminué de 8 points pour atteindre 14 % environ en 2012,

contre 20 % en moyenne dans la zone OCDE. Les élèves qui n'ont pas acquis les savoirs fondamentaux rencontrent généralement des difficultés tout au long de leur vie, et les économies nationales souffrent également lorsqu'une forte proportion de travailleurs manque des compétences de base.

### Le Brésil en hausse



Le Brésil fait partie des rares pays où les résultats des élèves ont sensiblement progressé. Son score moyen en mathématiques a

augmenté de 35 points entre les enquêtes PISA 2003 et 2012, ce qui équivaut presque à une année d'études (41 points). Parmi les autres pays qui ont participé aux enquêtes 2003 et 2012, 25 ont amélioré leurs scores en mathématiques, 25 sont restés stables et 14 ont reculé.

Comparez les performances de chaque pays au moyen de la carte interactive : [www.compareyourcountry.org/chart?project=pisa](http://www.compareyourcountry.org/chart?project=pisa)

## Tendances globales

### Les garçons sont meilleurs en maths, les filles en lecture

En général, les garçons surpassent les filles en mathématiques, l'écart le plus prononcé étant enregistré en Colombie. En revanche, les filles surpassent les garçons en compréhension de l'écrit, tandis que leurs résultats sont comparables en sciences. Néanmoins, dans 28 des pays ayant participé à l'enquête PISA 2012, les filles ont fait au moins aussi bien que les garçons en mathématiques.

### Les résultats reflètent les inégalités sociales...

Dans les pays de l'OCDE, les élèves issus de familles aisées ont près d'une année d'avance sur leurs camarades d'origine plus modeste. Mais certains pays de l'OCDE, comme l'Australie, parviennent à réduire cet écart tout en ayant de bons résultats d'ensemble.

### ... mais les obstacles socioéconomiques peuvent être surmontés

Près de 6,5 % des élèves de l'OCDE sont « résilients »,

c'est-à-dire qu'ils réussissent à surmonter leur handicap socioéconomique pour surpasser les attentes. À Hong Kong (Chine) et dans plusieurs autres économies d'Asie de l'Est, la proportion d'élèves résilients est encore plus élevée (50 % au moins des élèves défavorisés).

### Les systèmes scolaires stratifiés sont moins efficaces

On observe une corrélation négative entre la stratification des systèmes scolaires, qui résulte de mesures comme le redoublement ou l'orientation précoce dans différentes filières ou types d'établissements, et l'équité. Par ailleurs, dans les systèmes très stratifiés, les élèves sont souvent moins motivés.

### Le retard des élèves migrants diminue

Entre 2003 et 2012, la proportion d'élèves issus de l'immigration dans les pays de l'OCDE a augmenté de 3 points, à 12 %. Parallèlement, l'écart entre leurs

résultats et ceux des élèves autochtones a diminué. Le Canada, qui compte une importante population immigrée, affiche des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE.

### L'attitude des élèves est cruciale

Le Mexique est le pays de l'OCDE qui compte la plus forte proportion d'élèves déclarant se sentir bien à l'école. Dans tous les pays, la plupart des élèves déclarent se sentir chez eux à l'école, même si la proportion est plus élevée (85 %) parmi les élèves issus de milieux favorisés que chez les élèves d'origine modeste (78 %).

OCDE (2013), *Résultats du PISA 2012 : Savoirs et savoir-faire des élèves*, Éditions de l'OCDE.

Les résultats et principales conclusions de l'enquête PISA de l'OCDE sont disponibles sur le site [www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results.htm](http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results.htm)

# PISA : les résultats

Andreas Schleicher, Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation et Directeur adjoint, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE



Aly Song/Reuters

Dans une économie mondialisée, la réussite scolaire ne se mesure plus seulement à l'aune des progrès accomplis sur une échelle nationale, mais par rapport aux systèmes scolaires les plus performants au niveau international. Les résultats de la dernière enquête PISA, référence mondiale en matière d'évaluation des acquis scolaires, font apparaître des mutations spectaculaires dans le vivier mondial de compétences.

Shanghai (Chine), système éducatif le plus performant en 2009 déjà, a renforcé son avance par rapport à son principal concurrent, Singapour, qui a pourtant enregistré des progrès rapides. Les élèves de Shanghai ont désormais un an d'avance en mathématiques sur leurs homologues de Singapour. D'autres pays d'Asie de l'Est, notamment le Taïpei chinois et le Japon, ont vu leurs résultats progresser, de même que l'Europe (Allemagne et Pologne) et l'Amérique latine (Brésil et Mexique). L'enquête PISA a été menée en 2012, alors que de nombreux pays parmi les 65 participants souffraient encore des conséquences de la crise économique. Celle-ci a mis en évidence l'urgence d'améliorer les compétences afin que chacun soit mieux armé pour collaborer, affronter la concurrence et interagir de manière à favoriser le progrès économique.

Selon certains, les bons scores de Shanghai au PISA ne reflètent que de l'apprentissage par cœur et un intense bachotage. Or, les élèves n'obtiennent pas leurs résultats les plus impressionnants aux exercices qui requièrent simplement de réciter ce qu'ils ont appris, mais bien à ceux exigeant d'appliquer leurs connaissances à des situations inédites, de manière créative. Seulement 2 % des élèves américains sont capables de conceptualiser, généraliser et utiliser des raisonnements mathématiques ardues de manière créative, ce qui est

indispensable pour atteindre le haut du classement PISA. Cette proportion est supérieure à 30 % à Shanghai, où les pouvoirs publics ont compris que l'excellence sera de plus en plus recherchée dans une économie mondiale qui ne récompense plus les individus simplement pour leurs connaissances – Google est là pour ça – mais pour leur aptitude à les mettre en pratique.

Évidemment, chaque système scolaire est particulier et ne peut être copié tel quel. Mais l'enquête PISA révèle un nombre surprenant de caractéristiques communes aux systèmes scolaires les plus performants, et dont les autres pays pourraient s'inspirer.

Par exemple, les élèves des pays les mieux classés déclarent systématiquement que la réussite est le fruit d'un travail acharné plutôt que d'une intelligence innée, ce qui suggère que l'éducation et son contexte social peuvent inculquer des valeurs propices à la réussite scolaire. Les pays les mieux classés sont ceux qui prônent la diversité, tant au niveau des élèves que des pratiques d'enseignement, et où les enseignants définissent des objectifs ambitieux pour chaque élève et savent reconnaître les talents. Et la qualité des enseignants reste toujours primordiale. Les pays bien classés accordent une grande attention à la manière dont ils sont recrutés et formés et, en matière d'investissement, la priorité est donnée à la qualité de l'enseignement plutôt qu'à la taille des classes.

Ces pays offrent notamment des possibilités de carrière épanouissantes aux enseignants, et ont abandonné les mécanismes bureaucratiques de suivi et de responsabilisation au profit d'une organisation professionnelle du travail. Ils encouragent les enseignants à adopter des méthodes pédagogiques innovantes, à améliorer leurs performances et celles de leurs collègues, et à se perfectionner de

## PISA révèle un nombre surprenant de caractéristiques communes aux systèmes scolaires les plus performants

manière à optimiser les pratiques d'enseignement. Alors que les pouvoirs publics se concentrent souvent sur l'offre en matière d'enseignement, les pays les mieux classés donnent la priorité aux résultats, ce qui suppose de se détourner de la hiérarchie bureaucratique et de s'ouvrir vers l'extérieur pour étudier les pratiques d'autres enseignants ou établissements, et constituer des réseaux d'innovation. Enfin, et c'est peut-être leur réalisation la plus importante, les systèmes scolaires les plus performants garantissent un enseignement de qualité à tous les élèves. Les politiques et les pratiques sont harmonisées à tous les échelons du système, elles sont constantes dans le temps et mises en œuvre de manière homogène et cohérente.

### Références

Schleicher, A. (2013), « L'éducation pour tous », *L'Annuel de l'OCDE 2013*, Éditions OCDE, disponible sur [www.oecd.org/fr/forum/education-pour-tous.htm](http://www.oecd.org/fr/forum/education-pour-tous.htm)

Voir [www.oecd.org/pisa/](http://www.oecd.org/pisa/)

Note : PISA est le Programme international pour le suivi des acquis des élèves



# Esprits créatifs

Richard Venturi, Professeur d'économie, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, et journaliste indépendant



## La classe peut-elle être un lieu d'apprentissage, non seulement des savoirs fondamentaux, mais aussi de la créativité ?

À bien des égards, Gabriel Saada est un lycéen parisien type. À ce détail près qu'il fréquente l'un des lycées prestigieux de la capitale, qui ont formé une grande partie de l'élite de la nation, d'Honoré de Balzac à l'ancien Premier ministre Lionel Jospin.

Quand je l'interroge sur sa scolarité, il me raconte que ses professeurs et son conseiller d'orientation soulignent tous l'importance d'intégrer une grande école, et pour cela d'être très bon en classe. À l'écouter me raconter ses cours, je suis frappé par l'importance extrême de ce que l'on appelle l'intelligence cognitive, ou les compétences de raisonnement et d'analyse – « intelligence de mémorisation » ou « intelligence analytique », selon les termes de l'Américain Robert Sternberg, psychologue et universitaire renommé.

Au vu des résultats de la dernière enquête mondiale PISA sur les compétences des jeunes de 15 ans, il n'apparaît pas infondé de remettre en question cette primauté du

cognitif : l'éducation du XXI<sup>e</sup> siècle ne devrait-elle pas faire une plus grande place à la créativité ? Assurément, les compétences et les connaissances qu'évalue l'enquête PISA forment un socle solide sur lequel les jeunes esprits peuvent se construire, et qui leur sera utile pour se réaliser personnellement et professionnellement.

Mais pour que les générations montantes soient bien armées face aux sérieux problèmes économiques, sociaux et environnementaux que nous leur laisserons sans nul doute en héritage, une qualité entre toutes leur sera indispensable : la capacité à innover et à créer.

« Innovation », le mot est sur toutes les lèvres. De quoi s'agit-il en fait ? On peut la définir comme une combinaison de savoirs ou de concepts existants permettant d'ouvrir de nouvelles voies. Elle repose sur la capacité de l'individu à trouver de nouvelles idées originales pour résoudre des problèmes. Aux yeux du Britannique Ken Robinson, éminent spécialiste de l'éducation, c'est là l'essence même de la créativité.

L'école est un espace d'acquisition de connaissances, de mémorisation et

d'interaction, mais sait-elle former le genre de créativité dont le monde aura besoin ? Comment peut-on développer la créativité, à tous les niveaux, dans les salles de classe ? Il s'agit indéniablement d'un enjeu majeur. Selon une enquête réalisée par Adobe en 2012, 80 % des adultes actifs en France, en Allemagne, au Japon, au Royaume-Uni et aux États-Unis estiment que la créativité est la clé de la croissance économique. Pourtant, pour plus de la moitié d'entre eux, les systèmes éducatifs inhibent cette créativité.

Dans les années 1980, Sternberg a formulé une théorie novatrice distinguant trois dimensions de l'intelligence sur lesquelles repose la créativité : les dimensions synthétique (créative), analytique et pragmatique. La première suppose de savoir s'accommoder de situations nouvelles et trouver des solutions originales. Pour l'éprouver, on peut par exemple demander aux élèves d'écrire une nouvelle ou de concevoir une publicité. L'intelligence analytique est la capacité à résoudre des problèmes scolaires pour lesquels il n'existe souvent qu'une seule bonne réponse. En découle enfin l'intelligence pragmatique : la capacité à résoudre des problèmes réels à

l'aide des connaissances et des compétences acquises.

Deux modes d'apprentissage permettent de mettre en pratique ces idées dans le cadre scolaire : l'apprentissage par problèmes (APP) et le travail en groupe.

L'APP consiste à soumettre à des équipes d'élèves des problèmes mal définis pour lesquels ils n'ont pas toutes les informations. Créée pour des étudiants en médecine à l'Université canadienne McMaster dans les années 1960, cette méthode est mise à profit à tous les niveaux d'enseignement dans différents pays.

Sa particularité est de reproduire des situations de la vie réelle et d'inciter les démarches collaboratives et de stimulation réciproque. Comme le souligne Sternberg, pour être opérante dans le monde réel,

En appliquant les savoirs acquis en classe à des problèmes réels, les élèves apprennent mieux

l'intelligence doit savoir s'atteler à des problèmes mal formulés. Dans l'enseignement traditionnel, on pose des problèmes bien structurés qui ont, en principe, des solutions bien définies. Dans leur ouvrage *Powerful Learning*, Linda Darling-Hammond et Brigid Barron, de l'Université Stanford, notent que de nombreuses études démontrent que l'apprentissage est plus efficace lorsque les élèves doivent appliquer les connaissances acquises en classe à des problèmes du monde réel.

Elles citent une étude de 1995 réalisée par l'Université du Wisconsin auprès de 2 000 élèves dans 23 écoles, qui montrait que ceux-ci réussissaient mieux des tâches difficiles lorsque l'enseignement dispensé reposait sur l'investigation.

Le Lycée de Sammamish dans l'État de Washington est un exemple d'établissement pratiquant l'APP. Il transforme actuellement son cursus afin de le baser exclusivement sur cette méthode. Le principal de l'établissement explique que les cours ne seront désormais plus centrés sur l'enseignant, mais que celui-ci jouera un

## Quelle voiture choisir ? Un test de l'enquête PISA 2012

Carla vient d'obtenir son permis de conduire et elle veut acheter sa première voiture. Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques de quatre voitures qu'elle a repérées chez un concessionnaire automobile de son quartier.

Modèle	Alma	Bolt	Castella	Diva
Année	2003	2000	2001	1999
Prix de vente annoncé	4 800	4 450	4 250	3 990
Kilométrage (en kilomètres)	105 000	115 000	128 000	109 000
Cylindrée (en litres)	1,79	1,796	1,82	1,783

### Question 1

Carla veut une voiture qui remplit toutes les conditions suivantes :

- Le kilométrage ne doit pas dépasser 120 000 kilomètres.
- Elle doit avoir été construite en 2000 ou l'une des années suivantes.
- Le prix de vente annoncé ne doit pas dépasser 4 500 zeds.

Quelle voiture remplit les conditions de Carla ?

A. L'Alma B. La Bolt C. La Castella D. La Diva

### Question 2

Quelle voiture a la plus petite cylindrée ?

A. L'Alma B. La Bolt C. La Castella D. La Diva

### Question 3

Carla devra payer une taxe supplémentaire de 2,5 % du prix de vente annoncé de la voiture.

À combien s'élève la taxe supplémentaire pour l'Alma ?

Taxe supplémentaire en zeds : .....

Réponses page 56

rôle de facilitateur et engagera les élèves à résoudre des problèmes réels.

On ne s'étonnera pas que l'APP rencontre un certain succès en Asie du Sud-Est. Singapour et Hong Kong (Chine) l'utilisent dans l'enseignement supérieur depuis le début des années 2000. En 2010, l'Institut national d'éducation de Singapour a supervisé l'application de l'APP dans huit établissements du secondaire. Les élèves des différentes écoles travaillent en collaboration sur des projets à l'aide d'une plate-forme web.

Enseignant moi-même, j'ai pu le constater avec mes élèves : passifs, voire inattentifs pendant mon cours magistral, ils s'animent et s'enthousiasment dès qu'ils s'attèlent à un travail en groupe.

Quand je demande à mes élèves francophones de s'exprimer en anglais, le principal obstacle à surmonter n'est souvent pas leur connaissance insuffisante de la langue, mais leur peur de la faute. Cela s'explique en grande partie par le système d'enseignement français, qui privilégie trop la mémorisation et le savoir analytique, et

condamne comme inacceptables les réponses fausses. Pourtant, tous les innovateurs vous le diront, les erreurs sont un aspect essentiel de tout processus de création. C'est aussi un élément central de l'APP.

Il ne s'agit pas d'éradiquer la mémorisation et la démarche scolaire de résolution des problèmes. Au contraire, elles représentent une part importante de l'apprentissage. Mais pour favoriser la créativité, il faut faire toute leur place aux autres formes d'intelligence.

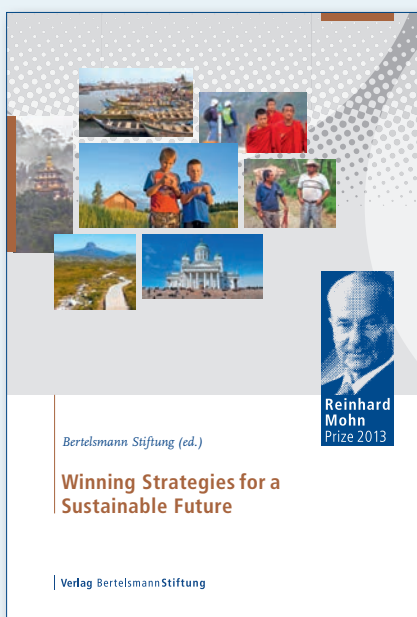
### Références

Sternberg, Robert J. (2010), « Teach Creativity, Not Memorization », *The Chronicle of Higher Education*, 10 octobre 2010, <http://chronicle.com/article/Teach-Creativity-Not/124879/>

Darling-Hammond, Linda, Barron, Brigid, et al. (2008), *Powerful Learning: What We Know About Teaching for Understanding*, Jossey-Bass and the George Lucas Educational Foundation.

Voir aussi [www.oecd.org/fr/education](http://www.oecd.org/fr/education)

# Winning Strategies for a Sustainable Future



*Bertelsmann Stiftung (ed.)*

## Winning Strategies for a Sustainable Future

Reinhard Mohn Prize 2013

2013, 200 pp., paperback  
EUR 20.00 / USD 26.00  
ISBN 978-3-86793-491-6



available as e-book

Since the first Earth Summit held in Rio de Janeiro in 1992, many states have been looking for a new concept of economic and social progress. The environmental crises of the last years, as well as the global economic and financial crisis, require an even more profound shift in thinking – away from traditional concepts of growth and prosperity toward a policy committed to sustainability and intergenerational equity. But how can this goal be achieved? The publication for the Reinhard Mohn Prize 2013, “Winning Strategies for a Sustainable Future,” presents pioneering approaches from different continents. Bhutan, Costa Rica, Finland, Ghana and Tasmania are examples that show sustainability is feasible. These principles also open up new perspectives for Germany.

[www.bertelsmann-stiftung.de/rmp2013\\_eng](http://www.bertelsmann-stiftung.de/rmp2013_eng)



*Bertelsmann Stiftung (ed.)*

## Transformation Index BTI 2014

Political Management in International Comparison

January 2014, 136 pp., paperback  
EUR 20.00 / USD 26.00  
ISBN 978-3-86793-520-3



available as e-book

Based on comprehensive country reports and in collaboration with about 250 internationally recognized experts, the “Transformation Index BTI 2014” for the sixth time gives a detailed picture of the impact of reform strategies on democracy under the rule of law, a market economy anchored in principles of social justice and governance. The BTI provides significant impetus and information for the work of foreign and development policy stakeholders, academia and media, as well as for local democrats and reformers. Including descriptive graphics and overviews, the present volume summarizes the most important global and regional developments between 2011 and 2013.

[www.bti-project.org](http://www.bti-project.org)

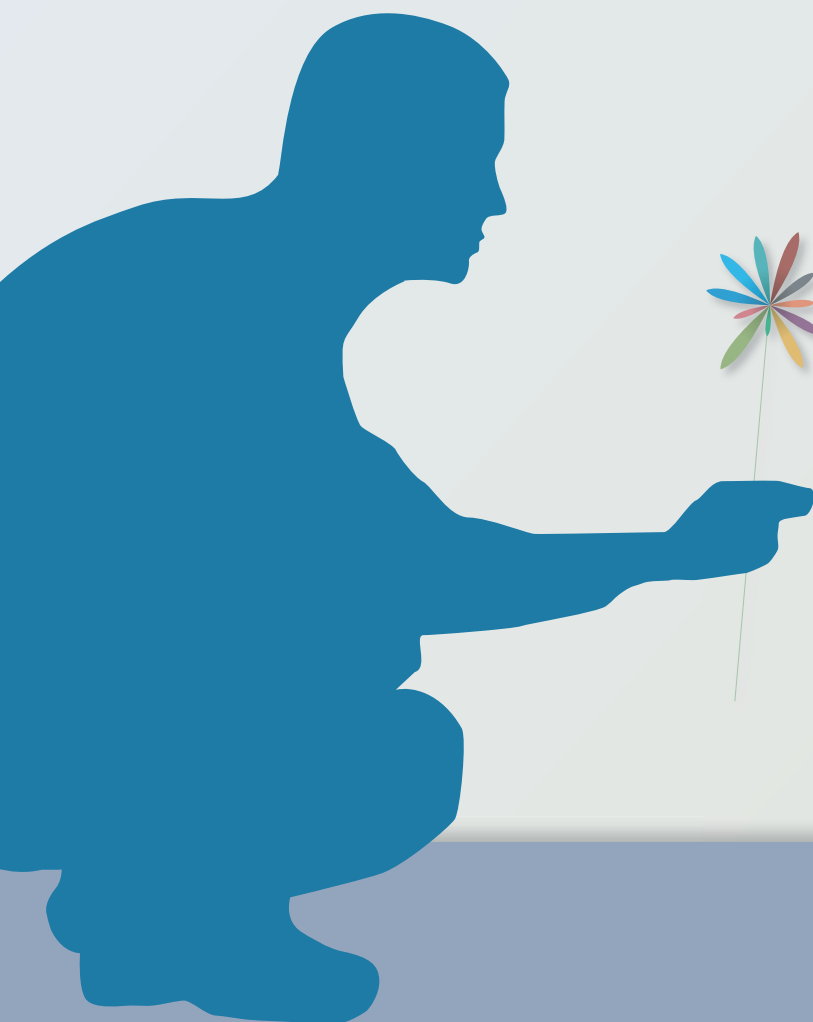
# Votre indicateur du vivre mieux

Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Votre indicateur du vivre mieux vous permet de comparer le bien-être dans différents pays, sur la base de 11 thèmes considérés comme essentiels. Chaque pays est représenté par une fleur dont les 11 pétales correspondent à chacun des thèmes. La longueur de chaque pétale indique la performance du pays pour le thème correspondant. La hauteur des fleurs permet d'évaluer les performances globales des pays.

Votre indicateur du vivre mieux vous permet de classer les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux 11 différents critères du bien-être. Il vous permet aussi de comparer vos priorités avec celles des autres utilisateurs en fonction de critères géographique, d'âge et de genre, et de partager vos résultats.

Créez votre indicateur du vivre mieux sur :

[www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)





Comparez votre qualité de vie avec d'autres pays



Pour en savoir plus sur la qualité de vie des différents pays de l'OCDE, commandez *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*. Disponible sur la librairie en ligne de l'OCDE : [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)

# Faire mieux avec moins

## L'innovation dans les économies émergentes



Dave Amit/Reuters

### Pourquoi les idées simples peuvent sauver des vies.

Les crises cardiaques sont la première cause de mortalité en Inde. De nombreux décès pourraient être évités si les individus à risque passaient des électrocardiogrammes. Mais les électrocardiographes sont chers (environ 10 000 USD) et volumineux, et donc souvent réservés aux hôpitaux, alors même que 70 % des Indiens vivent en zones rurales où les hôpitaux sont rares. General Electric a résolu ce problème avec un électrocardiographe portable et plus abordable que les appareils traditionnels, car il utilise le même papier que celui employé pour les tickets de bus.

Les innovateurs indiens qualifient cette pratique de *jugaad*, un terme traditionnel qui signifie « faire avec les moyens du bord », et qui désigne une innovation « sous

contraintes », « frugale » ou « inversée ». Au lieu d'investir dans une R&D de haute technologie, les innovateurs s'inspirent des facteurs mêmes qui entravent la recherche, et trouvent des solutions dans l'environnement immédiat. L'innovation « sous contrainte » est née, de manière prévisible, dans les économies émergentes. Elle illustre parfaitement la façon dont ces économies révolutionnent le concept même d'innovation.

Le nombre des marques déposées est un indicateur de l'innovation d'un pays. Si ce type d'innovations n'annonce généralement pas une révolution, il apporte des améliorations progressives aux technologies ou aux méthodes de commercialisation en vigueur. L'édition 2013 de *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE*, qui contient de nombreux indicateurs de

l'innovation, révèle que si le nombre des marques déposées a globalement augmenté, la proportion des pays de l'OCDE a chuté, en particulier dans le secteur des services, alors que celle des marchés émergents,

En 2011, la Chine est devenue le numéro deux mondial de la R&D derrière les États-Unis

particulièrement la Chine, a augmenté. Selon l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), le nombre des marques déposées par les économies émergentes a pratiquement triplé ces trente dernières années.

Si les pays émergents aspirent à installer leurs marques sur les marchés américain et européen, ils se concentrent presque tous, à l'exception de la Chine, sur les marchés

intérieurs, ce qui stimule en soi l'innovation. De nombreuses économies émergentes (Chine, Inde, Indonésie ou Bangladesh), sont dotées d'une population nombreuse et majoritairement pauvre. En concevant une voiture à 2 500 USD, le constructeur automobile indien Tata Motors a décidé de toucher un plus grand nombre de consommateurs indiens – au lieu de viser les consommateurs plus aisés – et de miser sur un marketing minimaliste.

L'innovation sous contrainte n'est pas le seul facteur à l'origine de l'essor des économies émergentes. Celles-ci collaborent également davantage, à l'échelon national et international. En 2011, la Chine est devenue le numéro deux mondial de la R&D, derrière les États-Unis. Elle a également collaboré à 74 000 projets scientifiques, contre 9 000 en 1998. Sur la même période, le nombre des publications scientifiques chinoises rédigées en collaboration avec des établissements américains est passé de 2 000 à 22 000.

À l'échelon national, les innovateurs des économies émergentes recherchent davantage les possibilités de collaboration à tous les échelons et avec des institutions diverses. Bien que les dépenses de santé y soient moins élevées que dans la plupart des pays voisins, le Bangladesh affiche l'espérance de vie la plus élevée, les taux de fécondité les plus faibles et le taux de mortalité infantile des enfants de moins de cinq ans le plus bas de tous les pays d'Asie du Sud. Ces performances sont attribuées à la mobilisation des communautés locales, à l'autonomisation des femmes et à la collaboration avec les ONG et le secteur privé. Lorsque les autorités nationales ont dépêché des agents de santé locaux pour traiter les cas de tuberculose, le taux de guérison est passé à 90 %. L'Afrique du Sud a adopté ce modèle pour la prise en charge des malades atteints de tuberculose et du VIH.

La collaboration internationale a ouvert les frontières aux chercheurs. De nombreux chercheurs et étudiants des pays émergents viennent étudier dans les pays de l'OCDE. Mais les chercheurs qui commencent par publier aux États-Unis s'orientent aujourd'hui ensuite vers la Chine ou la Corée, ce qui

s'avère être un avantage : l'OCDE a constaté que les scientifiques qui changent de pays d'affiliation ont un impact sur la recherche supérieur de 20 % à celui de leurs collègues. Si les pôles d'excellence universitaires (où la majorité des activités de R&D sont menées) restent concentrés dans les pays de l'OCDE, deux universités – du Taipei chinois – se sont pour la première fois classées parmi les 50 premières au monde. On accuse souvent les pays de l'OCDE d'asseoir la prédominance de leur R&D sur la fuite des cerveaux des pays émergents et en développement, mais la mobilité croissante des chercheurs et des étudiants transforme aujourd'hui cette « fuite » en « circulation ».

Le lieu de l'innovation est toutefois important. Les secteurs à forte intensité de savoir, tels que les TIC, les biotechnologies et les nanotechnologies, sont concentrés dans quelques pays, notamment les États-Unis et le Japon. Les pays émergents sont cependant de plus en plus nombreux à rallier les économies à revenu intermédiaire. Ces dix dernières années, le nombre des dépôts de brevets dans les TI a été multiplié par 90 dans la région du Guangdong, en Chine. En se développant, les économies émergentes aspirent également à s'élever dans la chaîne de production.

On ne peut sous-estimer l'importance des technologies mobiles alors que 75 % de la population mondiale utilise un téléphone portable. En 2000, environ un milliard d'individus avaient accès à un téléphone portable ; ils sont aujourd'hui 6 milliards, dont 5 milliards dans les pays en développement. Les téléphones portables sont devenus indispensables dans les pays émergents et en développement, notamment dans ceux qui comptent une importante population rurale. L'accès mobile à Internet est amené à se développer, alors que de nouvelles applications intelligentes deviennent disponibles. Encore en Inde, Anurag Gupta a facilité la vie des usagers bancaires ruraux en concevant un *smartphone* équipé d'un scanner à empreintes digitales et un guichet de banque portable.

Les technologies mobiles et la commercialisation d'Internet ont entraîné des innovations telles que la recherche ouverte, le *crowdsourcing* et les plateformes

Internet sur lesquelles des entreprises lancent des défis, souvent assortis d'une récompense financière, aux acteurs de l'innovation. Le rythme de cette évolution met toutefois le réseau à rude épreuve. Le trafic IP mondial s'est envolé, et le protocole

On ne peut sous-estimer l'importance des technologies mobiles alors que 75 % de la population mondiale utilise un téléphone portable

IPv4 a épuisé sa réserve d'adresses en 2011. Le nouveau système IPv6 devait équilibrer la charge, mais son adoption est lente. Moins de 1 % des utilisateurs connectés à Internet ont déployé cette technologie, et seuls la France, le Luxembourg, le Japon et les États-Unis affichent un pourcentage supérieur. Si la situation ne s'améliore pas, la technologie obsolète IPv4 pourrait être un frein à l'innovation.

En bref, si les pays de l'OCDE restent les principaux acteurs de l'innovation, le paysage de l'innovation dans les pays émergents est en train de se modifier.

La diminution des coûts est un facteur d'attraction important. La World Heart Foundation, dont le siège est à Genève, suit attentivement les travaux de Devi Shetty, un cardiologue indien qui a appliqué les économies d'échelles à la chirurgie en se concentrant sur l'essentiel. Il a supprimé la climatisation et les examens préopératoires inutiles, et remplacé les gants chirurgicaux jetables vendus par des entreprises européennes par un modèle 60 % moins cher fabriqué par de jeunes entrepreneurs de Bangalore. En réduisant les coûts de manière spectaculaire, sans porter atteinte à la qualité, le docteur Shetty est parvenu à faire baisser le coût d'un pontage coronarien à 1 583 USD, soit la moitié de ce qu'il était il y a dix ans. Aux États-Unis, à la Cleveland Clinic dans l'Ohio, la même opération coûte 106 385 USD.

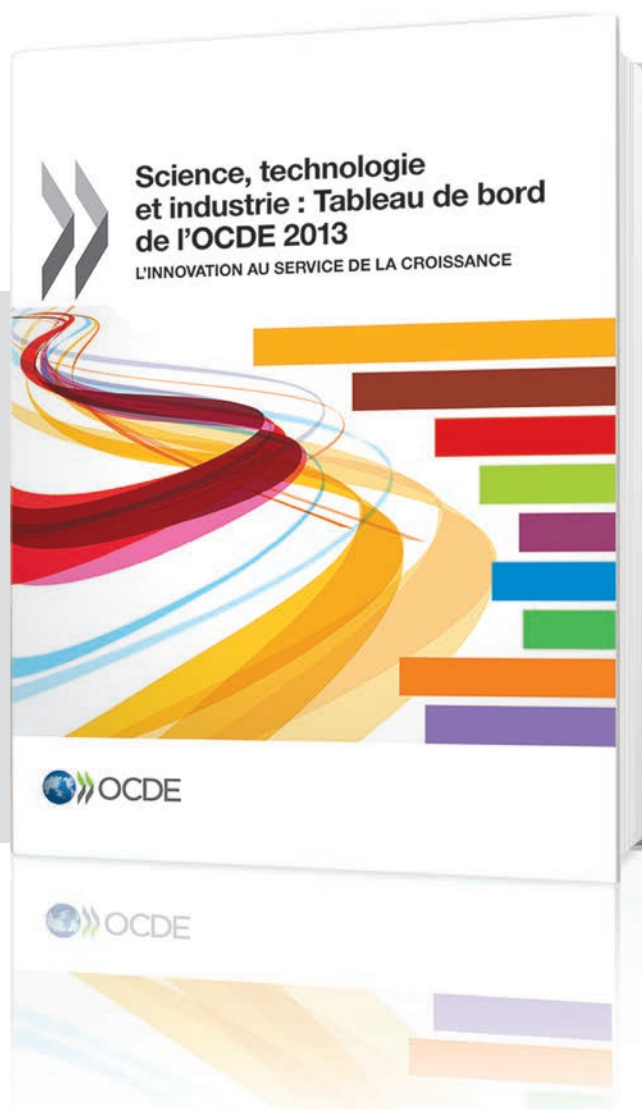
Lyndon Thompson

#### Référence

OCDE (2013), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2013 – L'innovation au service de la croissance*, Éditions OCDE.

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

# L'INNOVATION AU SERVICE DE LA CROISSANCE



Consultez l'ouvrage et commandez-le sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)





# Le gaz, carburant de la compétitivité

Fatih Birol, Économiste en chef, Agence internationale de l'énergie

**Toujours sensible, la question stratégique de l'énergie deviendrait-elle brûlante ? Les écarts de prix importants et persistants observés entre les régions, auxquels il faut ajouter le maintien du prix du baril à son plus haut niveau – une tendance inédite sur les marchés – ne sont pas pour rassurer les pouvoirs publics.**

La révolution du gaz de schiste a fait chuter les prix du gaz naturel aux États-Unis, stimulant la compétitivité industrielle et économique du pays et ravivant ses espoirs de reprise économique durable sur l'assise du secteur manufacturier. Inversement, la hausse des prix de l'énergie en Europe et dans certaines parties d'Asie, notamment au Japon, fait figure d'alarme, et les hommes politiques appellent à des actions urgentes pour empêcher la mort de leurs industries historiques. Ces espérances et ces craintes sont-elles justifiées ?

Les conclusions d'une nouvelle analyse de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), parue dans l'édition 2013 du *World Energy Outlook* (WEO), suggèrent que les évolutions de la compétitivité énergétique pourraient en effet radicalement modifier les tendances en matière d'investissement, de production, d'emploi et d'échanges. Dans la plupart des secteurs et des pays, l'énergie joue un rôle secondaire dans la compétitivité. Mais pour certaines industries énergivores – chimie, raffinage, sidérurgie, papier, ciment, verre, aluminium –, son coût peut être déterminant : les différences tarifaires entre régions peuvent se répercuter sur les marges d'exploitation et sur les retours sur investissement potentiels, en particulier lorsque la production s'écoule facilement sur le marché international. Si des facteurs comme les coûts de main-d'œuvre, du capital et des matières premières restent importants, les industries énergivores tendent cependant à migrer là où l'énergie est la moins chère.

Depuis quelques années, les écarts de prix du gaz naturel entre les différentes régions ne cessent de gonfler, sous l'effet combiné de la baisse des prix en Amérique du Nord,

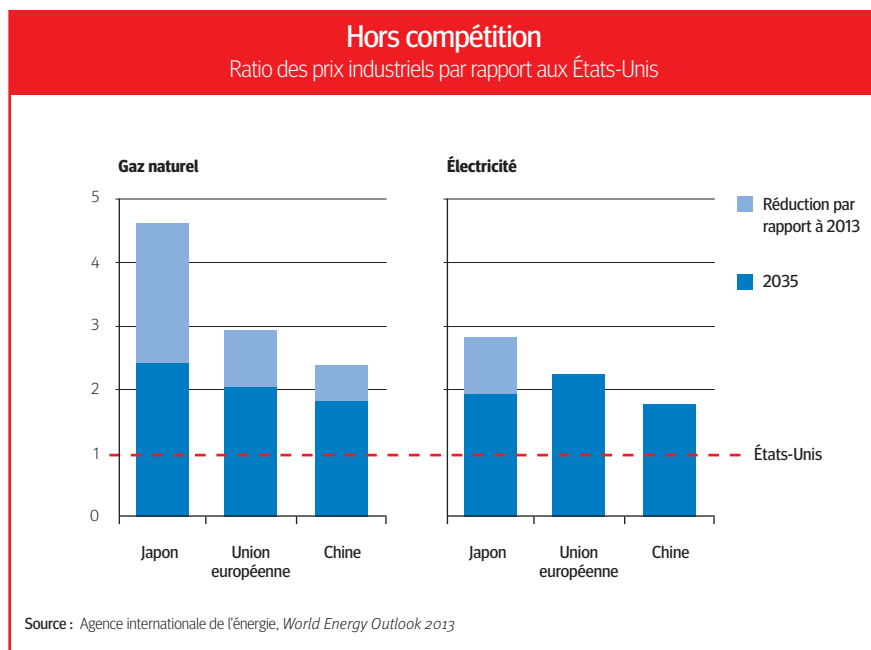
favorisée par l'essor de la production de gaz de schiste, et de la tendance inverse en Europe et en Asie, où les prix du gaz restent largement indexés sur ceux, très élevés, du pétrole. À la mi-2012, l'Europe payait son gaz importé cinq fois plus cher que les États-Unis, et le Japon devait même déboursier huit fois plus. Si, depuis, les prix américains sont repartis à la hausse, ils demeurent trois fois plus bas qu'en Europe et près

Les évolutions de la compétitivité énergétique pourraient radicalement modifier les tendances en matière d'investissement, de production, d'emploi et d'échanges

de cinq fois plus bas qu'au Japon. Comme la plupart des centrales sont alimentées au gaz, ces différences se retrouvent au niveau des prix régionaux de l'électricité, environ deux fois plus élevés au Japon, en Europe et en Chine qu'aux États-Unis. Dans le scénario central du WEO, l'AIE prévoit une relative convergence des prix du gaz dans les années à venir, même si les écarts devraient rester substantiels

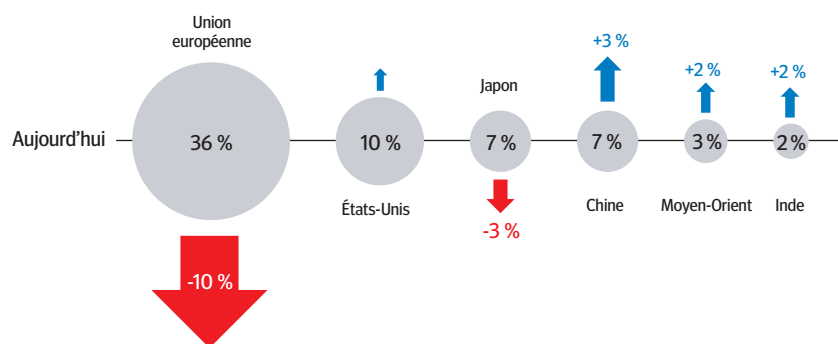
jusqu'en 2035, les différences de prix de l'électricité restant stables. Le problème actuel est donc structurel et non ponctuel.

Ces divergences de prix semblent déjà influencer sur les investissements dans les capacités (notamment dans le secteur pétrochimique), une tendance qui, selon notre analyse, devrait se poursuivre au cours des 20 prochaines années. Sous l'impulsion d'une croissance forte de la demande intérieure de biens énergivores, la production, et donc les exportations, de beaucoup d'économies émergentes asiatiques devraient exploser. Mais les coûts relatifs de l'énergie auront un effet plus marquant ailleurs, par exemple aux États-Unis, où la part des exportations mondiales de biens énergivores devrait augmenter, – illustration claire du lien entre bas prix de l'énergie et perspectives industrielles. *Contrario*, la part des exportations de l'Union européenne et du Japon devrait s'amenuiser – jusqu'à perdre au total un tiers de sa valeur actuelle. De telles modifications de la compétitivité industrielle peuvent avoir des répercussions notables sur le reste de l'économie. Si les coûts industriels sont



## Compétitivité variable

Part de marché des exportations mondiales de produits énergivores



Source : Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook 2013*

réduits, les prix des intrants sont plus bas dans d'autres secteurs d'activité, donc les échanges et les recettes augmentent.

### Un regain d'énergie pour l'économie

Heureusement, les moyens d'action ne manquent pas pour renforcer la compétitivité énergétique, qu'il s'agisse de pousser les prix à la baisse ou de limiter les effets de leur hausse. Le défi est d'identifier des solutions qui augmentent la compétitivité énergétique, ou du moins atténuent l'impact des disparités tarifaires, sans infléchir le cap en matière de sécurité énergétique et d'environnement. Améliorer l'efficacité énergétique demeure la priorité absolue. En agissant en ce sens, on réduit non seulement les coûts supportés par l'industrie, mais aussi l'impact des prix de l'énergie sur les budgets des ménages (la part de l'énergie y est particulièrement élevée dans l'UE) et sur les dépenses d'importation (au Japon, la part des importations d'énergie dans le PIB a spectaculairement augmenté). Toutefois, pour que ces gains d'efficacité s'étendent à toute l'économie, il faut lever les obstacles aux investissements dans l'efficacité énergétique, à commencer par les subventions à la consommation d'énergies fossiles, dont l'AIE estime qu'elles ont atteint 544 milliards USD dans le monde en 2012.

La compétitivité énergétique peut aussi venir

du développement de sources d'énergie nationales, à même de satisfaire la demande intérieure à des coûts inférieurs. Dans plusieurs régions, notamment certaines parties de l'Europe, la Chine et l'Amérique latine, des pays pourraient s'inspirer, du moins en partie, du succès américain grâce à leurs ressources gazières et pétrolières non conventionnelles. Cependant, on sait encore peu de choses sur la qualité de ces ressources et le coût de leur exploitation. En outre, les États ne peuvent compter sur une production à grande échelle avant d'aplanir certains obstacles techniques et réglementaires. Le récent rapport spécial du WEO intitulé « Des règles d'or pour un âge d'or du gaz » présente les mesures qu'ils pourraient appliquer pour atteindre cet objectif tout en apaisant les inquiétudes légitimes du public au sujet des impacts environnementaux potentiels.

D'autres sources à faible intensité de carbone, comme le nucléaire et les énergies renouvelables, peuvent aussi soutenir la compétitivité énergétique en même temps que les objectifs liés au changement climatique. L'édition 2014 du WEO, à paraître en novembre, comprendra une analyse approfondie des perspectives de l'énergie nucléaire. Les gouvernements doivent être vigilants lorsqu'ils conçoivent des programmes de subvention aux énergies

renouvelables (ces subventions ont dépassé 100 milliards USD en 2012). Plus ces énergies deviennent intrinsèquement compétitives, plus il convient d'adapter les programmes pour récolter tous les bénéfices de ces énergies sans imposer de charge excessive à ceux qui supportent les surcoûts.

Enfin, réduire au minimum les coûts de l'énergie suppose des marchés efficaces et concurrentiels. Dans beaucoup de pays, les réformes de libéralisation visant à favoriser la concurrence sur les marchés de gros et de détail du gaz et de l'électricité sont

Ces divergences de prix semblent déjà influencer sur les investissements dans les capacités

loin d'être terminées – d'où une allocation inefficace des ressources et des prix plus élevés pour les utilisateurs finaux. Sur ce terrain, l'Europe, et surtout l'Asie, pourraient doper leur compétitivité énergétique en renégociant les modalités de tarification des contrats existants et à venir d'importation de gaz naturel.

On retiendra de ce panorama que les choix de politique énergétique, qui peuvent tout autant stimuler la croissance économique que la freiner, continueront d'être aussi déterminants dans les pays développés que sur les marchés émergents. En faisant les bons choix, les gouvernements s'assureront que des prix de l'énergie relativement élevés n'entraînent pas nécessairement des coûts énergétiques importants pour les consommateurs ou les économies nationales. Pour favoriser la compétitivité internationale de leurs entreprises tout en garantissant des services énergétiques abordables aux foyers, ils doivent soutenir l'investissement dans l'efficacité énergétique, promouvoir la diversification des sources au profit des moins coûteuses et développer des marchés de l'énergie transparents, libres et ouverts.

### Références

AIE (2013), *World Economic Outlook*, Éditions OCDE  
OCDE (2012), « L'efficacité énergétique, une vraie alternative », *L'Observateur de l'OCDE* n° 293, T4

# Le pétrole brésilien en profondeur

**Le Brésil est en passe de devenir l'un des premiers producteurs mondiaux de pétrole. Toutefois, l'enthousiasme suscité par la découverte de deux immenses champs pétroliers est tempéré par des difficultés d'accès et un coût d'extraction élevé. Pourtant, grâce à ces découvertes, le Brésil est désormais en bonne place dans la course mondiale à l'énergie.**

Le Brésil regorge de ressources naturelles qu'il gère avec prudence. Décidément favorisé par la nature, il détient aujourd'hui la plus grande réserve de pétrole découverte en plus de dix ans, qui pourrait le placer parmi les premiers producteurs mondiaux de pétrole.

Son problème : l'accès à ses réserves pétrolières. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), plus de 90 % de ces réserves se trouvent en mer, et la plupart sont classées en « offshore profond ». Elles se distinguent non seulement par leur étendue, mais aussi par leur profondeur : enfouies à 7 km sous la surface de l'océan, elles nécessitent de forer 5 km de roche ainsi qu'une couche de 2 km de sel datant du Crétacé. Les champs « antésalifères » de Lula et de Libra ont été découverts en 2007 dans le bassin de Santos, au sud-est du Brésil. Le plus petit, Lula, renfermerait 6,5 milliards de barils de pétrole ; Libra, d'une superficie de 1 548 kilomètres carrés, en contiendrait 12 milliards. Leur exploitation, d'une difficulté extrême, exigera de lourds investissements et le déploiement des technologies avancées de forage en offshore profond. À plein régime, Libra ajoutera 1,4 million de barils supplémentaires à la production actuelle du Brésil (2 millions de barils par jour).

Le Brésil est, et restera, l'un des plus gros consommateurs d'énergies renouvelables puisque ces dernières représenteront normalement 43 % du mix énergétique en 2035. L'AIE observe que l'éthanol de canne à sucre brésilienne sert à produire 15 % environ des carburants depuis les années 1990. Mais la demande d'énergie fossile augmente rapidement.

Selon l'Agence, la demande d'énergie primaire devrait augmenter de 80 %, principalement dans l'industrie (80 %) et les transports (77 %). Elle est largement satisfaite grâce aux quelque 90 milliards USD investis chaque année, dont les deux tiers vont au secteur pétrolier. Les champs de Lula et de Libra auront besoin de davantage, car leur développement devrait coûter 186 milliards USD.

En mai, le Brésil a mis aux enchères les droits d'exploitation du champ de Lula. L'appel d'offres, qui portait sur le pétrole et le gaz, est le premier que le pays ait organisé en cinq ans. Un deuxième a eu lieu en octobre pour le champ de Libra. Outre Petrobras, les compagnies Royal Dutch Shell, Total, China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et China National Petroleum Corporation (CNPC) ont répondu. D'autres compagnies, notamment de Colombie, d'Inde, du Japon et de Malaisie, y ont également participé.

Bien que Libra soit encore plus prometteur que Lula, les enchères d'octobre ont déçu. Selon l'agence brésilienne du pétrole et du gaz (ANP), une dizaine de compagnies seulement y ont participé. On en attendait 40. À cela, plusieurs raisons : non seulement les entreprises se méfient du fameux *custo brasil* – lourdeurs administratives

et chausse-trappes du système fiscal, infrastructures et logistique insuffisantes – mais Libra, malgré son potentiel, est un pari risqué. Sa production, et donc sa rentabilité, sont loin d'être assurées.

Les compagnies étrangères ont beau récriminer contre la décision du gouvernement de privilégier l'entreprise publique Petrobras lors de l'attribution des droits, les gisements sont tout simplement trop grands pour être ignorés. Les pays en quête de matières premières ne sont assurément pas près de se détourner du Brésil. Entre 2005 et 2013, par exemple, la Chine a investi 18,2 milliards USD dans le secteur énergétique brésilien, soit 70 % de ses investissements locaux, afin d'acquérir les technologies et le savoir-faire en offshore profond qui font défaut aux entreprises publiques chinoises. La Chine préfère d'ordinaire investir dans la production, quitte à payer un peu plus cher pour éviter les risques liés à l'exploration et au forage. Au Brésil, elle se montre plus audacieuse en s'aventurant dans les premières phases d'exploitation. Et pour cause : Libra renferme suffisamment de pétrole pour satisfaire sa consommation pendant trois ans.

Ses relations commerciales avec le Brésil avantagent la Chine. L'AIE rappelle que, de 2000 à 2011, leurs échanges ont été multipliés par 33, atteignant 77 milliards USD. Aujourd'hui, la Chine est le premier partenaire commercial du Brésil. Cette relation a renversé l'équilibre des exportations brésiliennes, faisant reculer la part des biens manufacturés au profit des produits primaires, exportés pour moitié vers la Chine. Cette évolution suscite des inquiétudes : une baisse de l'activité industrielle pourrait rendre le Brésil vulnérable aux variations des cours internationaux des matières premières.

Le gouvernement, pressé de développer le gisement de Libra, pourrait toutefois prendre des risques excessifs. Petrobras s'est engagé à verser 40 % des 100 milliards USD exigés, malgré la forte hausse de son endettement. L'abandon nécessaire des puits secs ou non rentables, ainsi que des coûts d'exploration phénoménaux, menacent sa situation financière. La décision d'accorder des concessions à des compagnies étrangères a suscité la protestation des syndicats brésiliens, qui redoutent que le Brésil ne cède ses actifs nationaux. En réalité, Petrobras a remporté plus que prévu, soit 40 %, estime l'AIE. La Chine, cependant, a créé la surprise. Si Shell et Total ont chacune une participation de 20 %, CNOOC et CNPC doivent respectivement se contenter de 10 %.

Conformément à une nouvelle loi adoptée cette année, les redevances financeront l'éducation. Si sa bonne étoile ne l'abandonne pas d'ici 2035, le Brésil pourrait devenir le sixième producteur mondial de pétrole. *Lyndon Thompson*

## Références

Agence internationale de l'énergie (2013), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE  
Mourougane, Annabelle (2011), « Gérer le boom des ressources naturelles », *L'Observateur de l'OCDE* n° 287, T4. Voir [http://issuu.com/oced.publishing/docs/observeurocde\\_287\\_t4\\_2011](http://issuu.com/oced.publishing/docs/observeurocde_287_t4_2011)

De Oliveira Neto, Claire (2013), « Chinese oil firms, Europe's giants win Brazil auction », 21 octobre, Agence France-Presse

# Les bienfaits actifs de l'habitat passif

Brian McGarry, chargé de cours en économie, Université La Salle-Ramon Llull, Barcelone, Espagne



Rory Clarke

**Imaginez une maison qui se chauffe toute seule l'hiver. Pensez aux économies en termes de facture énergétique et d'émissions de carbone. De telles maisons existent déjà. Le concept de constructions à haute efficacité énergétique, dites « maisons passives », est né dans les années 1990, pour s'affirmer ensuite comme concept de niche dans l'architecture des années 2000. La maison passive a-t-elle aujourd'hui trouvé sa place comme solution de construction durable ? Brian McGarry, chargé de cours en économie qui a bâti cette année dans les Pyrénées une maison de famille sur ce modèle, a en tout cas été conquis. Alors qu'il s'apprête à y passer son premier hiver, nous lui avons demandé de nous tenir au courant. Les maisons passives fonctionnent-elles vraiment ?**

En février 2012, lorsque j'ai acheté un terrain dans un village des Pyrénées situé à 1 200 m d'altitude à la frontière franco-espagnole, je n'avais jamais entendu parler de maison passive et je m'apprêtais,

sans grand enthousiasme, à construire ma maison moi-même. Je savais ce que je voulais : une maison confortable, agréable à l'œil et économiquement raisonnable, dans un bel environnement. Je savais en outre que je ne voulais pas d'un projet coûteux susceptible de tourner au cauchemar pour un bâtisseur novice.

Ce que je ne savais pas, c'est que je me laisserais persuader de construire une maison sur mesure en blocs préfabriqués, répondant aux normes d'efficacité énergétique d'une construction passive. Certaines économies européennes exigent déjà des performances énergétiques proches de ces niveaux, mais la simplicité et la logique du projet se sont révélées évidentes : cette maison s'annonçait plus facile et plus rapide à construire, moins coûteuse et plus agréable à vivre. L'objectif n'était pas de répondre à des critères tels que ceux du Passivhaus Institut en Allemagne, mais d'inclure les concepts fondamentaux d'une gestion énergétique passive dans mon projet : une enveloppe étanche et extrêmement isolante, de larges fenêtres double ou triple

vitrage (si possible remplies de gaz argon) orientées au sud, qui exploitent passivement l'énergie solaire, un système de ventilation avec récupération de chaleur, et un système de chauffage simple et bon marché composé d'un poêle à bois moderne, d'un chauffe-salle de bain et d'un radiateur d'appoint portable pour les journées froides et sans soleil. La maison présentait peu de contraintes architecturales, un faible risque de dépassement budgétaire, puisque j'optais pour une structure préfabriquée répondant à des spécifications strictes, et d'excellentes références écologiques. De plus, son coût n'excédait pas celui d'une construction classique.

Certaines objections pouvaient bien entendu m'être opposées, notamment concernant le prix de revente des maisons innovantes sur un marché conservateur, et le risque d'essayer les plâtres en adoptant des technologies relativement nouvelles en Espagne et en France.

Un architecte allemand m'a recommandé un jeune collègue catalan, Josep Bunyesc.

En 2009, Bunyesc a dessiné la première maison répondant aux critères d'habitat passif en Espagne, construite en collaboration avec un industriel pionnier des structures en bois, Fustes Sebastia. J'ai été très impressionné par les maisons que j'ai visitées, et séduit par leur fonctionnalité, leur confort et l'ampleur

La simplicité et la logique de la maison passive se sont révélées évidentes, au prix d'une construction classique

de leurs volumes, ainsi que par l'efficacité, la qualité et le coût de la méthode de construction. J'ai ensuite dessiné les plans avec mon architecte, ce qui a été la phase la plus longue du projet.

Le reste a été étonnamment vite : les plans ont été transmis sur clé USB à une usine automatisée de découpe de bois et

d'assemblage en Espagne : 22 éléments de parois et de toiture isolés ont été fabriqués et la plupart des fenêtres ont été posées en trois semaines, et le tout a été transporté par camion sur mon terrain de l'autre côté de la frontière française. La maison a été ensuite assemblée sur place par une entreprise locale spécialisée, Ecobois.eu, qui en une semaine a terminé la structure en dépit des intempéries de février 2013.

#### Quelles sont jusqu'ici les principales performances de cette maison ?

Après six mois de fonctionnement, notre maison se révèle à la fois peu coûteuse et remarquablement confortable : il n'a pas été difficile de conserver la fraîcheur durant les mois chauds en maintenant les volets ou les rideaux fermés. Le mois de décembre est arrivé avec les rigueurs du climat d'altitude, et nous n'avons eu aucun mal jusqu'ici à rester au chaud. La température demeure homogène dans toutes les pièces,

aucune n'est plus froide ou plus chaude, et grâce à la dynamique du système de chauffage passif, la maison reste tiède même si elle est vide lorsque le soleil brille régulièrement. Y arriver par une nuit froide après une absence prolongée n'a, jusqu'ici, posé aucun problème.

Cette année, l'hiver a débarqué en force au mois de novembre dans les Pyrénées, avec d'abondantes chutes de neige et des températures tombant jusqu'à -8°C. La maison a réagi sans effort à ce froid précoce, et le radiateur d'appoint n'a pas encore servi. Au-delà de ses mérites économiques et écologiques, ce type de construction a également amélioré notre qualité de vie.

Brian McGarry rendra compte tous les mois de son premier hiver dans sa maison passive des Pyrénées sur le site [www.oecdoobserver.org](http://www.oecdoobserver.org). Que pensez-vous de l'habitat passif ? Faites-nous part de vos commentaires en ligne ou écrivez-nous sur [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org). Inscrivez-vous à nos alertes électroniques sur le site Internet.

51% of people think they are going to have to work beyond their normal retirement age to fund their retirement.\*

For more research and statistics visit [www.aviva.com/research-and-discussion](http://www.aviva.com/research-and-discussion)

Contact details | Gordon Mead  
Senior Public Policy Manager,  
Europe and International  
Telephone: +44 (0)20 7662 0462  
Email: [gordon.mead@aviva.com](mailto:gordon.mead@aviva.com)

# Le vrai prix du carbone



Mazzur. Licence accordée à Shutterstock.com

**Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) est un gaz à longue durée de vie. Près de la moitié du CO<sub>2</sub> émis en 2013 sera encore présent dans l'atmosphère dans un siècle, de sorte que sa concentration – donc son potentiel de réchauffement – augmentera au fil du temps. Sauf si l'on parvient à stopper son accumulation. L'OCDE invite tous les pays à atteindre cet objectif : ramener à zéro les émissions d'ici le milieu du siècle. Pour y parvenir, ils devront rapprocher davantage le prix explicite des émissions de CO<sub>2</sub> de leur coût réel, tout en privilégiant les solutions les plus économiques.**

Aujourd'hui, le prix explicite du carbone est bien trop bas, et les incitations à la réduction des émissions sont donc insuffisantes. Dans la plupart des pays, les faibles taxes sur l'essence et le gazole ne rendent pas pleinement compte des coûts sanitaires et environnementaux de l'utilisation d'un véhicule. Lors des tentatives pour attribuer un prix explicite aux émissions de carbone, celui-ci a souvent été faussé par des mesures contradictoires. Par exemple, certains gouvernements s'emploient à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), tout en accordant des subventions aux consommateurs et aux producteurs de combustibles fossiles, subventions estimées à plus de 500 milliards USD par an dans le monde. Que peuvent faire les gouvernements pour corriger cette situation ?

Tout d'abord, ils doivent adopter des mesures pour affecter un prix explicite au carbone. Ceci peut se faire par des taxes sur les émissions de carbone ou sur les combustibles fossiles, ou par des systèmes d'échange de droits d'émission, c'est-à-dire par l'échange d'un volume plafonné de quotas d'émission sur un marché ouvert, comparable à un marché boursier.

Bien que généralement beaucoup plus économiques que les autres instruments de limitation des émissions de GES, ces mesures peuvent susciter une opposition politique. L'expérience montre cependant que l'on peut atténuer cette résistance en annonçant l'adoption de ces instruments suffisamment tôt pour que l'industrie s'y prépare, et en compensant d'éventuelles retombées négatives sur la compétitivité par des mesures d'accompagnement telles que la redistribution de recettes fiscales vers l'industrie. À cet égard, une bonne stratégie de communication est essentielle, non seulement pour sensibiliser le public aux risques des changements climatiques en l'absence d'une réduction forte des émissions, mais aussi pour l'informer quant à l'utilisation des recettes fiscales. Au Canada, la province de Colombie-Britannique a ainsi pu appliquer son projet de taxe carbone : initialement hostile, l'opinion publique est devenue majoritairement favorable à cette taxe peu après sa mise en place (voir la section Livres, page 45).

Les gouvernements doivent être bien conscients de ce qu'une panoplie optimale de mesures doit recouvrir. Les mesures non tarifaires pouvant aussi, comme les taxes et les systèmes d'échange, contribuer à attacher un prix au carbone, les gouvernements doivent dresser un inventaire précis des mécanismes qui agissent implicitement sur la tarification du carbone, sans quoi le coût de réduction des émissions pourrait devenir prohibitif. Dans le secteur de l'électricité, par exemple, les subventions d'équipement représentent un coût moyen de 176 € par tonne d'émissions de CO<sub>2</sub> évitées ; ce coût est de 169 € dans le cas des tarifs d'achat (contrats à long terme avec des producteurs d'énergie, normalement basés sur le coût de la production d'énergie renouvelable), mais de seulement 10 € dans celui des systèmes d'échange. Les subventions d'équipement et les tarifs d'achat sont toutefois bien plus répandus, malgré leur coût plus élevé. En outre, les gouvernements doivent réexaminer l'ensemble de leur politique budgétaire pour s'assurer de sa cohérence avec leur politique climatique. Ils doivent ainsi veiller à ce que les transferts budgétaires et les dépenses fiscales n'encouragent pas, directement ou indirectement, l'utilisation ou la production de combustibles fossiles. Dans les pays de l'OCDE, ce sont surtout les exonérations de taxes sur l'énergie qui sont en cause, plutôt que les subventions directes.

Consommateurs, producteurs et investisseurs doivent comprendre que les actions visant à établir un prix explicite des émissions de carbone s'inscrivent dans le cadre d'un objectif plus large : la lutte contre le changement climatique et ses effets néfastes. Elles sont donc profitables à tous. Face à ce défi, les gouvernements ne doivent pas relâcher leurs efforts, malgré le contexte économique difficile : il en va de la crédibilité des politiques climatiques.

Voir [www.oecd.org/fr/environnement/cc](http://www.oecd.org/fr/environnement/cc)

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

# OECD*iLibrary*

## La bibliothèque en ligne de l'OCDE



[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)

# Le défi de l'Amérique latine

Christian Daude, Centre de développement de l'OCDE



**Après une décennie euphorique, des réformes s'imposent pour consolider les acquis récents et affronter les défis à venir.**

Un revirement de fortune pour l'Amérique latine ? Durant la décennie écoulée, les responsables politiques et le grand public se sont habitués aux bonnes nouvelles en provenance de ce continent dynamique. L'Amérique latine nageait dans l'optimisme, avec une forte croissance et des revenus en hausse. L'euphorie était telle que certains se demandaient si le continent n'était pas en train de « larguer les amarres » avec l'économie mondiale et les États-Unis en particulier. De fait, la plupart des économies de la région ont plutôt bien résisté à la crise financière mondiale. Même si, avec l'effondrement de la demande extérieure et des prix des produits de base, le PIB de l'Amérique latine s'est contracté de 1,5 % en 2009, il a rebondi de 5,7 % en 2010 et de 4,4 % en 2011.

La région doit d'abord sa réussite à elle-même, grâce à sa prudence budgétaire, à des banques bien capitalisées et à des politiques crédibles en matière d'inflation. Une vigoureuse croissance dans les autres économies émergentes, en Chine surtout, y a aussi contribué, de même que le niveau

extrêmement bas des coûts de financement sur les marchés mondiaux. La proportion de la population en situation de pauvreté absolue est tombée de 33 % en 2002 à environ 22 % en 2010, selon les chiffres de la CEPAL. L'inégalité recule régulièrement dans la région, alors qu'elle s'accroît dans la zone OCDE, même si les niveaux d'inégalité ne sont pas encore aussi bas que les moyennes des pays de l'OCDE.

Le progrès économique pourra-t-il continuer à ce rythme dans les années à venir ? Ce ne sera pas facile car, comme l'indiquent les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2014*, il faut s'attendre à des vents contraires. Le rééquilibrage de la Chine atténué la pression à la hausse sur les prix des produits de base, ce qui affectera les recettes d'exportation de l'Amérique latine, tandis que la demande extérieure des pays de l'OCDE reste atone. Les flux de capitaux et les taux de change dans la région commencent à devenir plus volatiles, les investisseurs internationaux se préparant à la fin de l'assouplissement quantitatif aux États-Unis.

En 2013, l'affaiblissement de l'activité mondiale a freiné la croissance latino-américaine, qui s'est établie en moyenne à environ 2,6 % sur l'année, avec un léger redressement à 2,9 % attendu en 2014.

Un retour à une croissance et à des politiques plus normales aux États-Unis pourrait aider l'Amérique latine puisque environ 35 % de ses exportations totales vont encore vers ce pays. Cependant, le resserrement de la politique monétaire qui finira par se produire pourrait créer des obstacles. Les gouvernements de la région auront fort à faire pour gérer des positions budgétaires et extérieures plus faibles, et éviter le risque d'un arrêt brutal des entrées de capitaux.

Cependant, les principaux risques pour les perspectives de l'Amérique latine résident dans ses faiblesses structurelles, que les difficultés économiques actuelles pourraient révéler. La plupart des pays d'Amérique du Sud exportent surtout des ressources naturelles et n'ont que peu de liens avec le reste de l'économie. Les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes s'efforcent

d'accroître la compétitivité de leurs entreprises et de conserver une part plus importante de valeur ajoutée dans les chaînes de valeur. Finalement, l'Amérique latine devrait chercher à rehausser son potentiel de croissance, de 3-4 % actuellement, à 5-6 %, afin d'améliorer sa résilience et de réduire plus vite la pauvreté et l'inégalité. Autrement dit, il faudrait renforcer la productivité et rendre la croissance économique plus inclusive.

Les priorités de réforme varient d'un pays à l'autre, mais elles présentent des similitudes. La plupart des pays doivent améliorer leur infrastructure et leur logistique afin de rehausser leur compétitivité sur les marchés internationaux et dans les chaînes de valeur mondiales. Comme le montrent les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2014*, les coûts logistiques de la région sont près de neuf fois plus élevés que les droits de douane, et bien supérieurs à ceux de la zone OCDE. Il faut aussi modifier les réglementations afin de permettre une utilisation plus efficace de l'infrastructure. Des guichets uniques pour le commerce extérieur, par exemple, pourraient réduire les délais et les coûts logistiques. Une concurrence accrue entre les entreprises de transport pourrait aussi réduire les coûts : entre 2000 et 2006, une entente entre une quarantaine de compagnies aériennes a augmenté les coûts des exportations chiliennes. Finalement, plus de 1 800 entreprises ont dû être dédommagées de 113 millions USD par ces compagnies aériennes.

Les pays d'Amérique latine doivent profiter de leur récente croissance pour développer les secteurs à plus haute intensité de savoir, en investissant dans la R&D, en aidant les entreprises nouvelles et en développant les compétences requises pour exploiter les possibilités mondiales. En même temps, il faut assurer à une classe moyenne émergente des biens et des services publics plus nombreux et de meilleure qualité.

Le secteur public pourra-t-il suivre ? À l'évidence, il faudra davantage de recettes budgétaires : en 2010, les recettes fiscales n'ont représenté en moyenne que 19 %



## Résumé des perspectives économiques

	2013	2014	2015
<b>Croissance du PIB (%)</b>			
Brésil	2,5	2,2	2,5
Chili	4,2	4,5	4,9
Mexique	1,2	3,8	4,2
Amérique centrale – Caraïbes	2,7	3,1	3,5
<b>Indice des prix à la consommation (%)</b>			
Brésil	5,9	5,0	5,1
Chili	2,0	2,9	3,0
Mexique	3,8	3,0	3,1
Amérique centrale – Caraïbes	6,7	6,5	6,0
<b>Balances des opérations courantes (% du PIB)</b>			
Brésil	-3,6	-3,3	-3,2
Chili	-3,3	-3,8	-3,6
Mexique	-1,8	-1,1	-0,7
Amérique centrale – Caraïbes	-2,4	-2,4	-2,5

Source : Pour le Brésil, le Chili et le Mexique : *Perspectives économiques de l'OCDE*, novembre 2013. Pour l'Amérique centrale et les Caraïbes : *Perspectives de l'économie mondiale du FMI*, octobre 2013.

du PIB, contre près de 34 % dans la zone OCDE, selon *Revenue Statistics in Latin America* (2010). La formation des fonctionnaires, le renforcement des capacités et la lutte

Environ 35 % des exportations d'Amérique latine vont aux États-Unis

contre la corruption requièrent des réformes énergiques pour rétablir la confiance dans les gouvernements et les administrations publiques, faible dans la région.

De nombreux défis attendent les pays d'Amérique latine, mais ses dirigeants ont les pieds sur terre. Dans bon nombre de pays, le débat politique est devenu très pragmatique, tandis que les discussions enflammées du passé sur des questions telles que les échanges et l'investissement direct étranger sont aujourd'hui plus calmes et plus techniques. Plusieurs pays, comme le Mexique, mettent en œuvre des réformes difficiles pour résoudre leurs problèmes structurels dans des domaines tels que

les télécommunications, la main-d'œuvre, l'énergie et la politique budgétaire.

Le Mexique, comme le Chili, est évidemment membre de l'OCDE. La Colombie s'apprête à adhérer à l'Organisation tandis que d'autres, comme le Costa Rica, s'en rapprochent aussi. Cela témoigne non seulement de la détermination des dirigeants de la région à ouvrir leurs économies sur l'extérieur, à apprendre et à améliorer leurs politiques, mais aussi d'un optimisme inébranlable quant à l'avenir de l'Amérique latine.

### Références

OCDE/CEPAL/SAD (2013), *Latin American Economic Outlook 2014: Logistics and Competitiveness for Development*, Éditions OCDE

OCDE (2013), *Start-up Latin America: Promoting Innovation in the Region*, Éditions OCDE

OCDE/CEPAL/Centre interaméricain d'administrations fiscales (2012), *Revenue Statistics in Latin America*, Éditions OCDE

Études économiques du Mexique, du Chili, du Brésil et de la Colombie (2013).

## Commandez dès maintenant !

Soyez toujours au-devant des grands enjeux de notre temps. Depuis 1962.

S'abonner à L'Observateur de l'OCDE, c'est aussi recevoir chaque année une édition spéciale Forum de l'OCDE.

Envoyez-nous le bon de commande page 51, abonnez-vous sur [www.observateurocde.org/abonnement.html](http://www.observateurocde.org/abonnement.html) ou écrivez-nous à [observer@oecd.org](mailto:observer@oecd.org)



# Le Président Nelson Mandela

## Quelques réflexions personnelles

Ian Goldin, Professeur enseignant la mondialisation et le développement et Directeur, Oxford Martin School, Université d'Oxford\*



Suzanne Plunkett/Reuters

Le Président Nelson Mandela repose au panthéon des dirigeants politiques. Il était doué d'une aisance, d'une intelligence et d'une mémoire extraordinaires, mais c'est sa force de caractère qui lui valait d'être largement au-dessus des autres dirigeants. La modestie, la patience et un intérêt sincère pour les gens ordinaires, hérités de ses 27 années de prison, l'ont rendu unique, tout comme son indéfectible honnêteté et son attachement sans faille aux droits de l'homme. Ce sont ces idéaux qui l'ont conduit en prison, après son refus de se soumettre à l'apartheid.

Ayant rencontré Nelson Mandela peu après sa libération, lors de sa première visite à Paris, alors que je travaillais à l'OCDE entre 1988 et 1992, mon rêve est devenu réalité lorsque j'ai été invité à rejoindre son administration en tant que président de la Banque publique de développement de l'Afrique australe, devenue la première source de financement des communes et des infrastructures de cette région.

Le Président Mandela était une personnalité remarquable dotée d'un esprit noble, qui a trop souffert

J'ai eu le privilège d'être intimement associé aux discussions sur la politique économique et d'accompagner le Président lors de nombreuses visites officielles, notamment en France et au Royaume-Uni. En son nom, j'ai par exemple été chargé de piloter l'aspect financier de la candidature de l'Afrique du Sud à l'organisation des Jeux olympiques. Le pays n'a pas accueilli les Jeux, mais comme pour les décisions de solliciter l'organisation des Coupes du monde de rugby et de football, Nelson Mandela avait compris qu'au-delà des retombées économiques, vitales, l'amour commun du sport pourrait guérir les blessures d'une nation racialement divisée qui cherchait à surmonter l'héritage de l'apartheid.

Le Président Mandela avait une qualité d'écoute extraordinaire, avec l'esprit aiguisé d'un avocat de haut niveau explorant un dossier dans

le moindre détail jusqu'à le maîtriser parfaitement. Il était ainsi capable de retenir les faits et les propos de façon remarquable. Je me souviens par exemple d'une conversation où il avait souhaité approfondir avec moi la problématique de l'épargne et des taux d'intérêt, et l'avoir entendu répondre des années plus tard à une question des médias en reprenant toute l'argumentation développée alors. Sous la présidence de M. Mandela, le Congrès national africain, parti au pouvoir, a modifié sa politique économique pour permettre l'intégration totale de l'Afrique du Sud dans l'économie mondiale et l'instauration d'une politique macroéconomique durable. Le pays a réduit le protectionnisme qui avait été amplifié par les sanctions contre l'apartheid et par l'ampleur des obstacles tarifaires, pour devenir le moteur de la croissance économique de l'Afrique australe, ainsi que l'un des principaux acteurs de la stratégie de revitalisation de la croissance africaine, et un pilier du groupe des BRICS.

Possédant un sens aigu de la politique et un savoir encyclopédique, Nelson Mandela n'en était pas moins très simple : il mettait un point d'honneur à appeler par leur prénom tous les présidents (et même les monarques), et déstabilisait systématiquement les services de sécurité en se rendant dans les cuisines pour féliciter le chef ou dans les bureaux pour remercier les secrétaires. Son charisme et son aisance naturelle donnaient à tous, y compris la Reine Elizabeth et les Présidents Bill Clinton et Jacques Chirac, un sentiment d'humilité en sa présence.

Le Président Mandela était une personnalité remarquable dotée d'un esprit noble, qui a trop souffert. Le monde a cruellement besoin de grands leaders. La disparition de Nelson Mandela souligne combien sont rares les personnalités alliant, comme lui, le courage, l'engagement, le charisme, l'intelligence, l'abnégation et, qualité la plus exceptionnelle, la sagesse.

Nelson Mandela, Président de l'Afrique du Sud de 1994 à 1999, est né à Mvezo, en Afrique du Sud, le 18 juillet 1918. Il est mort à Johannesburg le 5 décembre 2013.

\*Ian Goldin a travaillé à l'OCDE de 1988 à 1992.



# OCDE FORUM 2014

## UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE POUR UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE

Rejoignez-nous et  
prenez part au débat !

**Semaine de l'OCDE 2014**

5-7 mai, Paris

[www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

Contactez-nous : [oecd.forum@oecd.org](mailto:oecd.forum@oecd.org)

# Le Président Kennedy et l'OCDE



Le Président Kennedy en visite en Caroline du Nord, 12 octobre 1961

Il y a 50 ans, le 22 novembre 1963, le Président des États-Unis John F. Kennedy était assassiné à Dallas, Texas. L'onde de choc de cette tragédie s'est propagée à travers le monde et résonne encore aujourd'hui. L'émotion provoquée par sa mort fut aussi vivement ressentie dans les couloirs de l'OCDE, organisation internationale dont le Président Kennedy avait personnellement et fermement soutenu la création en septembre 1961.

Le Président avait fièrement évoqué le projet de créer l'OCDE dans son premier discours sur l'état de l'Union, le 30 janvier 1961, et avait exposé sa vision pour l'Organisation dans son discours de ratification deux mois plus tard. Dans ce discours prononcé le 23 mars, le Président Kennedy eut ces mots :

« Au nom des États-Unis, j'ai ratifié la convention portant création de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Je l'ai fait avec beaucoup de satisfaction, et avec l'espoir qu'elle devienne l'une des principales institutions qui nous permettent de servir l'objectif ambitieux de renforcer la Communauté atlantique. Comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture, "unis, il n'y a guère d'actions qui nous soient impossibles. Divisés, il n'y a guère d'actions que nous puissions entreprendre, car nous n'oserons pas affronter les grands défis en ordre dispersé".

En donnant son avis et son accord sur cette loi de ratification, le Sénat des États-Unis a confirmé l'intention de notre pays d'entrer

dans une ère nouvelle de coopération avec nos partenaires de l'Atlantique. Nous sommes confrontés à un large éventail de problèmes économiques communs.

Et l'OCDE devrait faire la preuve de son utilité comme cadre de rencontre où les États membres peuvent réfléchir et agir ensemble sur un certain nombre de questions vitales. »

Le premier Secrétaire général de l'OCDE, Thorkil Kristensen, qui devait rencontrer pour la dernière fois le Président Kennedy en octobre 1963, un mois avant son assassinat, était pleinement conscient du rôle fondamental joué par ce dernier dans la création de l'OCDE.

« Un Chef d'État n'est, en général, pas appelé à jouer un rôle dans une organisation internationale, avait affirmé Thorkil Kristensen dans sa nécrologie publiée dans *L'Observateur de l'OCDE*. Cependant, il est certain que le Président John F. Kennedy a communiqué beaucoup de son dynamisme à l'OCDE au moment où celle-ci établissait son plan d'action. »

Kennedy comprenait « l'interdépendance des continents », soulignait Kristensen, ce lui donnait une vision véritablement mondiale de l'Organisation. Ainsi, il tenait particulièrement, depuis le début, à ce que le Japon devienne un pays membre. Il ne vit malheureusement pas ce projet se matérialiser, le Japon ayant rejoint l'organisation en 1964 (bien que l'accord d'adhésion ait été signé en 1963). De même,

la vision de Kennedy n'était pas limitée au monde développé. Il voyait au contraire l'Organisation comme une plateforme de savoir et d'expérience, destinée à rayonner et à « aider les pays peu développés dans leur quête de croissance ». Cette vision inspira au Président Kennedy de proposer la création du Centre de développement de l'OCDE en mai 1961.

Le Président Kennedy, Jack comme l'appelaient les Américains, était un homme d'une énergie et d'une intelligence remarquables. Son sens du leadership et son charisme lui valurent l'admiration et le respect des gens de tous milieux sociaux, partout dans le monde. Il symbolisait un nouvel optimisme porteur d'espoir et d'unité, et contribua à ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire qui continue de s'écrire aujourd'hui. Décédé il y a tout juste 50 ans, John F. Kennedy reste une icône de notre époque. L'OCDE est l'un des hommages vivants rendus à son héritage. John F. Kennedy aurait 96 ans aujourd'hui. La conclusion de l'hommage écrit par le Secrétaire général Thorkil Kristensen sonne toujours juste : « Il nous est difficile d'accepter qu'il n'est plus parmi nous. » Rory Clarke



Le Président Kennedy et le Secrétaire général de l'OCDE Thorkil Kristensen

## Références

Discours du Président Kennedy sur la ratification de la Convention créant l'OCDE, 23 mars 1963, avec l'aimable autorisation de John T. Woolley et Gerhard Peters, de l'American Presidency Project, [www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8546](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=8546)

Discours du Président Kennedy sur l'état de l'Union au Congrès, 30 janvier 1961, [www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=8045](http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=8045)

Déclaration du Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, pour marquer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort prématurée du Président américain John F. Kennedy, 22 novembre 2013, voir [www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/](http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/)

Clarke, Rory et Lyndon Thompson (2011), « L'OCDE, chronique d'une naissance mouvementée », dans *L'Annuel de l'OCDE 2011*

# Discours récents d'Angel Gurría



Osman Orsal/Reuters

Pour la liste complète des discours et allocutions en français, anglais et autres langues, voir [www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecretairegeneral](http://www.oecd.org/fr/presse/discoursdusecretairegeneral)

## Lancement de l'Étude économique de la Grèce 2013

27 novembre 2013

Remarques prononcées à Athènes, Grèce.

## Publication du Rapport d'évaluation d'impact de la concurrence en Grèce

27 novembre 2013

Remarques prononcées à Athènes, Grèce.

## Reforming for the future: Building a stronger, fairer Greek economy

27 novembre 2013

Remarques prononcées à l'Institut pour la démocratie Konstantinos Karamanlis, Athènes, Grèce.

## Update: Administrative Burden Reduction project

27 novembre 2013

Remarques prononcées à Athènes, Grèce.

## Keeping the momentum of the structural reform agenda in Europe

26 novembre 2013

Remarques prononcées devant la Commission des Affaires économiques et monétaires du Parlement européen, Bruxelles, Belgique.

## Le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría salue l'accord sur le nucléaire iranien

24 novembre 2013

Remarques prononcées à Paris, France.

## Perspectives économiques mondiales de l'OCDE, novembre 2013

19 novembre 2013

Remarques prononcées à Paris, France.

## Foro Internacional: Políticas Públicas de Empleo y Protección Social, novembre 2013

15 novembre 2013

Remarques prononcées à Mexico, Mexique.

## Presentación de dos estudios sobre Contratación Pública (ISSSTE)

14 novembre 2013

Remarques prononcées à Mexico, Mexique.

## Soutenir la compétitivité et la cohésion sociale de la France

13 novembre 2013

Remarques prononcées lors de la présentation du rapport *France : Redresser la compétitivité* à Paris, France.

## Le Secrétaire de l'OCDE Angel Gurría accueille le Premier ministre de la Lettonie Valdis Dombrovkis

12 novembre 2013

Remarques inaugurales prononcées devant le Conseil à Paris, France.

## Le Secrétaire de l'OCDE Angel Gurría accueille la Présidente de Lituanie Dalia Grybauskaitė

12 novembre 2013

Remarques inaugurales prononcées devant le Conseil à Paris, France.

## Le Secrétaire de l'OCDE Angel Gurría accueille la Présidente du Costa Rica Laura Chinchilla

5 novembre 2013

Remarques inaugurales prononcées à Paris, France.

## Réunion 2013 du Comité des politiques d'environnement (EPOC)

29 octobre 2013

Remarques inaugurales prononcées à Paris, France.

## Publication de trois Études de l'OCDE dans le contexte de la procédure d'adhésion de la Colombie

25 octobre 2013

Remarques prononcées à Bogota, Colombie.

## Lancement de la procédure d'adhésion à l'OCDE de la Colombie

25 octobre 2013

Remarques prononcées à Bogota, Colombie.

## Chili : signature de la Convention multilatérale en matière fiscale

24 octobre 2013

Remarques prononcées à Santiago, Chili.

## Reforms for inclusive growth in Latin America

24 octobre 2013

Remarques prononcées lors de la cérémonie des Rectoral Medal Award, Université du Chili, Chili.

## Lancement de l'Étude économique du Brésil 2013

22 octobre 2013

Remarques prononcées à Brasilia, Brésil.

## Lanzamiento del informe perspectivas económicas de América Latina 2014

18 octobre 2013

Remarques prononcées dans la ville de Panama, Panama.

## Commentaires du Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría sur l'accord sur la dette américaine

17 octobre 2013

Remarques prononcées à Paris, France.

## Nouveaux ambassadeurs

Novembre 2013 : Marie-Claire Swärd Capra a pris ses fonctions en tant que nouvelle chargée d'affaires a.i. pour la Suède, jusqu'au remplacement de l'ambassadeur Anders Anhlid.

12 novembre 2013 : Mithat Rende a pris ses fonctions en tant que nouvel ambassadeur de Turquie. Il succède à Kadri Evcet Tezcan.

# Programme des conférences

Veillez noter que la plupart des réunions ne sont pas ouvertes au public ni aux médias mais sont mentionnées pour information. Sauf indication contraire, toutes les réunions se tiennent à Paris. Une liste plus complète et mise à jour chaque semaine est disponible sur [www.oecd.org/fr/presse/calendrierdesevenements](http://www.oecd.org/fr/presse/calendrierdesevenements)

DÉCEMBRE		2014		FÉVRIER	
2	Lancement de <b>Fiscal Federalism 2014</b> .	5-6	<b>Régions et villes</b> : les politiques à la rencontre des citoyens, réunion ministérielle du comité des politiques du développement de l'OCDE. Lancements de rapports sur la gouvernance régionale et municipale. Marseille, France.	5-7	<b>Journées parlementaires de l'OCDE</b> . Paris, France.
2	<b>Forum des femmes entrepreneurs OCDE-MENA</b> . Rabat, Maroc.	5-6	<b>Forum sur la croissance verte et le développement durable</b> .	27-28	<b>Forum mondial sur la concurrence</b> . Paris, France.
3	Lancement de <b>PISA 2012</b> , centré sur les connaissances mathématiques. PISA : Programme international de suivi des acquis des élèves de l'OCDE.	9	<b>Conférence conjointe Transparency International – OCDE</b> : « Crise et intégrité : Comment regagner la confiance des jeunes ? ».	<b>MARS</b>	
3	Lancement des <b>Examens environnementaux de l'OCDE</b> : Afrique du Sud 2013.	9-10	Atelier/Séminaire web : « <b>Développer l'enseignement de qualité dans les institutions d'éducation supérieure</b> ». Université Kadir Has, Turquie.	1-4	<b>Science of Learning: How Can It Make a Difference?</b> Shanghai, République populaire de Chine.
3-5	<b>Conférence mondiale International Tax Dialogue (ITD)</b> : Fiscalité et relations intergouvernementales. Marrakech, Maroc.	11	Table ronde sur <b>l'impact de la Convention anti-corruption de l'OCDE, 15 ans après son entrée en vigueur</b> .	17-21	<b>Semaine de l'intégrité de l'OCDE 2014</b> .
3-6	<b>Neuvième conférence interministérielle de l'OMC</b> . Bali, Indonésie.	18-19	<b>Réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE</b> . Francfort, Allemagne.	17-18	Dans le cadre de la Semaine de l'intégrité de l'OCDE : <b>Congrès européen Éthique et Gouvernance</b> . En coopération avec la Chaire Droit et Éthique des affaires : Paris, France.
4-5	<b>Des villes meilleures pour améliorer la vie</b> : rapprocher les politiques nationales et locales pour la croissance et le bien-être. Cinquième table ronde de l'OCDE des maires et des ministres, organisée en partenariat avec la Ville de Marseille et le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec l'appui du gouvernement français. Marseille, France.	<b>JANVIER</b>		22-24	<b>China Development Forum</b> : « Further Deepening China's Reform In a Comprehensive way ». Beijing, République populaire de Chine.
5	Lancement de <b>Investir ensemble</b> : Vers une gouvernance multi-niveaux plus efficace.	15-18	Forum Gaïdar : « <b>La Russie et le monde : le développement durable</b> ». Moscou, Fédération de Russie.	24-25	<b>Forum politique de haut niveau</b> sur l'éducation pour le progrès social. Sao Paulo, Brésil.
5	Conférence : « <b>Can we really end poverty? A Debate on the Future of Development</b> ». Londres, Royaume-Uni.	22-25	<b>Forum économique mondial 2014</b> . Davos, Suisse.	28-29	<b>Quatrième Sommet international sur la profession d'enseignant</b> . Wellington, Nouvelle-Zélande.
5	Conférence : « <b>Évaluation et qualité de la législation : quel rôle pour les parlements ?</b> ». Organisée en partenariat avec la Commission sénatoriale pour le contrôle de l'application des lois. Paris, France.	28	Séminaire web : <b>Études de l'OCDE sur l'éducation et la formation professionnelles (EFP) de niveau postsecondaire : principales conclusions</b> .	<b>AVRIL</b>	
		31	Lancement de <b>Vieillesse et politiques de l'emploi</b> : France.	2-4	<b>Forum mondial sur la gouvernance publique</b> : « Le leadership des femmes dans la vie publique : Favoriser la diversité pour une croissance inclusive ».
				<b>MAI</b>	
				5-6	<b>Forum de l'OCDE 2014</b> .
				6-7	<b>Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres 2014</b> .
				21-23	<b>Forum international des transports 2014</b> . Leipzig, Allemagne.



Cette bande dessinée a précédemment été publiée dans le n° 258/259, décembre 2006

# Soigner le cancer



D'après un rapport intitulé *Cancer Care: Assuring Quality to Improve Survival*, les pays pourraient mieux faire dans la lutte contre le cancer. Cette maladie reste l'un des principaux enjeux de santé

dans tous les pays de l'OCDE, où plus de 5 millions de nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année. Elle est responsable de plus d'un quart de la totalité des décès et, en années de vie potentielles perdues, fait plus de victimes que les infarctus et les AVC, chez les hommes comme chez les femmes.

Pourtant, selon les estimations, un tiers des malades pourraient être guéris s'ils étaient dépistés à temps et correctement soignés, et un tiers des cas pourraient même être évités grâce à des mesures de santé

publique plus ambitieuses. Les cancers absorbent actuellement environ 5 % des dépenses totales de santé. Étant donné leur incidence croissante, la prolongation de la survie et le coût élevé des nouveaux médicaments et technologies, les dépenses qu'ils entraînent devraient continuer d'augmenter. Mais les finances publiques ne sont pas les seules à en pâtir. Les malades du cancer et leurs proches doivent aussi faire face à des coûts financiers et sociaux non négligeables, qui hissent le coût économique global des décès prématurés et des incapacités dus au cancer à environ 900 milliards USD, davantage que pour les maladies du cœur.

Les caractéristiques d'une bonne prise en charge clinique du cancer sont connues : dépistage précoce, qualité du diagnostic et des traitements, suivi, soins palliatifs. Mais les stratégies préventives sont également vitales. Soutien psychologique et communication efficace entre équipes

soignantes, patients et aidants, font partie de l'approche globale indispensable.

Comment concevoir le système de prise en charge du cancer afin que tous les patients bénéficient de soins de qualité ? Comment faire en sorte que la qualité des soins s'améliore sans cesse ?

Certains pays sont en pointe dans la lutte contre le cancer. En témoignent les taux de survie et de mortalité. *Cancer Care: Assuring Quality to Improve Survival* vise à recenser les pratiques optimales, encourager la réforme des soins de santé et améliorer la performance dans la prise en charge du cancer.

ISBN : 9789264181052

# Taxation du carbone en Colombie britannique



AsStock RF. Licence accordée à Shutterstock.com

En juillet 2008, la province canadienne de Colombie britannique a créé, pour la première fois en Amérique du Nord, une taxe sur le carbone sans incidence sur les recettes. « The

Political Economy of British Columbia's Carbon Tax », document de travail de l'OCDE sur l'environnement rédigé par Kathryn Harrison, est consacré à cette taxe, de ses origines à ses perspectives d'évolution en passant par le rejet dont elle a un temps fait l'objet.

La création d'une taxe carbone en Colombie britannique a coïncidé avec des conditions politiques favorables : l'existence d'un potentiel hydroélectrique inexploité, une forte montée des craintes suscitées par

le changement climatique et la volonté d'un gouvernement bénéficiant de la confiance des entreprises.

Applicable à toutes les formes de combustion d'énergie fossile, la taxe a d'abord été fixée à 10 CAD par tonne de CO<sub>2</sub>, puis majorée de 5 CAD chaque année jusqu'à atteindre 30 CAD par tonne en 2012. Les recettes ont été intégralement recyclées, moyennant des réductions progressives des impôts sur le revenu et sur les sociétés.

Les entreprises, entre autres, se sont opposées à cette taxe, tandis que d'autres collectivités d'Amérique du Nord renonçaient à faire payer le carbone malgré les engagements pris. Mais après un démarrage tumultueux, les turbulences se sont peu à peu atténuées. Cinq ans plus tard, il ressort de l'expérience de la Colombie britannique que les caractéristiques politico-économiques d'une taxe carbone évoluent beaucoup au fil du temps. La taxe a retrouvé les faveurs

de l'opinion publique, et ses partisans sont désormais presque deux fois plus nombreux que ses adversaires dans l'électorat.

Selon des études universitaires récentes, la taxe se traduit par une réduction des émissions de gaz à effet de serre sans que l'économie en pâtisse sensiblement. De plus, ses recettes sont une source importante de revenus pour la Colombie britannique, dans une période de croissance économique limitée. Toutefois, la province étant quelque peu isolée dans le combat pour la tarification du carbone, il reste à savoir comment ses dirigeants peuvent contrer l'incidence de la taxe sur sa compétitivité.

Harrison, K. (2013), « The Political Economy of British Columbia's Carbon Tax », Document de travail sur l'environnement n° 63, Éditions OCDE.

<http://dx.doi.org/10.1787/5k3z04gkhhkg-en>

# Meilleures ventes

Tous les ouvrages sont disponibles sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)  
et [www.oecd-iLibrary.org](http://www.oecd-iLibrary.org)



**Résultats du PISA 2012 : Savoirs et savoir-faire des élèves (Volume I). Performance des élèves en mathématiques,**

**en compréhension de l'écrit et en sciences**

Ce premier volume des *Résultats du PISA 2012* résume la performance des élèves en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences. Voir les autres ouvrages dans la rubrique « Éducation ».

ISBN 978-92-64-20449-2, janvier 2014, 580 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900



**Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2013 Numéro 2**

Les *Perspectives économiques de l'OCDE*, publication semestrielle, présentent une analyse des grandes

tendances économiques qui marqueront les deux années à venir.

ISBN 978-92-64-20098-2, décembre 2013, 320 pages  
€102 \$147 £91 ¥12 200

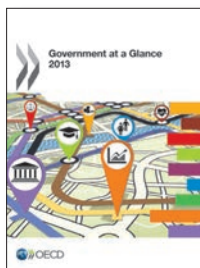


**Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2013. L'innovation au service de la croissance**

Avec plus de 250

indicateurs, ce livre met en lumière les résultats affichés par les pays de l'OCDE et les grandes économies non membres dans un large éventail de domaines.

ISBN 978-92-64-20327-3, janvier 2014, 276 pages  
€65 \$91 £58 ¥8 400



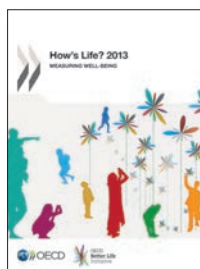
**Panorama des administrations publiques 2013**

Le *Panorama des administrations publiques 2013* fournit aux lecteurs un tableau de bord d'indicateurs clés qui concourent

à l'analyse de la performance du secteur public.

ISBN 978-92-64-20109-5, 290 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800

*Édition française à paraître*



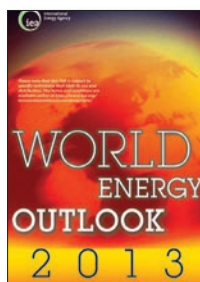
**Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être**

La deuxième édition du rapport *Comment va la vie ?* examine les aspects les plus importants qui façonnent le bien-être et

la vie des gens : le revenu, l'emploi, le logement, la santé, le travail et l'équilibre vie professionnelle-vie privée, l'éducation, les liens sociaux, l'engagement civique et la gouvernance, l'environnement, la sécurité personnelle et le bien-être subjectif.

ISBN 978-92-64-20325-9, 260 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

*Édition française à paraître*



**World Energy Outlook 2013**

Présente une mise à jour complète des projections dans le domaine de l'énergie d'ici à 2035.

ISBN 978-92-64-20130-9,

décembre 2013, 700 pages  
€150 \$210 £135 ¥19 500

*Disponible en anglais uniquement*



**Coopération pour le développement 2013 : Mettre fin à la pauvreté**

Le rapport *Coopération pour le développement* de l'OCDE est le document clé annuel de référence

pour les statistiques et les analyses sur les tendances de l'aide internationale.

ISBN 978-92-64-20353-2, décembre 2013, 332 pages  
€100 \$133 £80 ¥13 000



**Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2014: Beyond the Middle-Income Trap**

Cet ouvrage présente des perspectives

économiques à moyen terme (cinq ans) pour l'Asie du Sud-Est, la Chine et l'Inde.

ISBN 978-92-64-20399-0 09, décembre 2013, 280 pages  
€70 \$98 £63 ¥9 100

*Disponible en anglais uniquement*



**Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE**

Cette édition présente les données comparables les plus récentes sur la performance des

systems de santé dans les pays de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-20423-2, novembre 2013, 212 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500



# Nouvelles publications

Tous les ouvrages sont disponibles sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie) et [www.oecd-iLibrary](http://www.oecd-iLibrary)

## ÉCONOMIE

### Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2013 Numéro 2

ISBN 978-92-64-20098-2, décembre 2013, 320 pages  
€102 \$147 £91 ¥12 200

### Études économiques de l'OCDE : Grèce 2013

Thèmes spéciaux : restaurer la croissance, partager équitablement les conséquences sociales de la crise.

ISBN 978-92-64-2064-10, décembre 2013, 150 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800



### Études économiques de l'OCDE : Israël 2013

Thèmes spéciaux : soins de santé, prélèvements et transferts

ISBN 978-92-64-18357-5, 120 pages

€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

### Études économiques de l'OCDE : Fédération de Russie 2013

ISBN 978-92-64-20761-5, 140 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800

Édition française à paraître

### Études économiques de l'OCDE : Suisse 2013

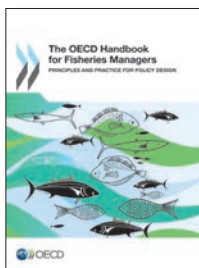
ISBN 978-92-64-18354-4, décembre 2013, 156 pages  
€45 \$63 £40 ¥5 800

## AGRICULTURE & PÊCHERIES

### Études de l'OCDE sur la croissance verte Moyens d'action au service de la croissance verte en agriculture

Ce rapport fait la synthèse des expériences des pays de l'OCDE en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, des programmes et des initiatives en rapport avec la croissance verte dans le secteur agricole.

ISBN 978-92-64-20413-3, octobre 2013, 164 pages  
€36 \$50 £32 ¥4 600



### The OECD Handbook for Fisheries Managers: Principles and Practice for Policy Design

ISBN 978-92-64-18083-3, novembre 2013, 104 pages

€26 \$36 £23 ¥3 300

Disponible uniquement en anglais

### Examen de l'OCDE des pêcheries 2013 : Politique et statistiques de base

ISBN 978-92-64-20342-6, 480 pages  
€70 \$98 £63 ¥9 100

Édition française à paraître

## DÉVELOPPEMENT



### Coopération pour le développement 2013 : Mettre fin à la pauvreté

Le rapport Coopération pour le développement de l'OCDE est le document clé annuel de référence

pour les statistiques et les analyses sur les tendances de l'aide internationale.

ISBN, 978-92-64-20353-2, décembre 2013, 332 pages  
€100 \$133 £80 ¥13 000

### Études du Centre de développement Latin American Economic Outlook 2014: Logistics and Competitiveness for Development

ISBN 978-92-64-20363-1, novembre 2013, 160 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais et en espagnol uniquement

### Études du Centre de développement Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2014: Beyond the Middle-Income Trap

Cet ouvrage présente des perspectives économiques à moyen terme (cinq ans) pour l'Asie du Sud-Est, la Chine et l'Inde.

ISBN 978-92-64-20399-0, décembre 2013, 280 pages  
€70 \$98 £63 ¥9 100

Disponible en anglais uniquement

## DÉVELOPPEMENT URBAIN, RURAL ET RÉGIONAL



### Panorama des régions de l'OCDE 2013

Cette cinquième édition du *Panorama des régions de l'OCDE* présente la contribution des régions et des villes à la croissance

nationale et au bien-être des sociétés, en s'appuyant sur les données comparables les plus récentes et sur les tendances passées.

ISBN 978-92-64-20432-4, janvier 2014, 240 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800

### OECD Reviews of Regional Innovation Regions and Innovation: Collaborating across Borders

ISBN 978-92-64-20529-1, novembre 2013, 232 pages

€68 \$95 £61 ¥8 800

Disponible en anglais uniquement

## ÉDUCATION

### Résultats du PISA 2012 : Savoirs et savoir-faire des élèves (Volume I). Performance des élèves en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences

ISBN 978-92-64-20449-2, février 2014, 580 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900

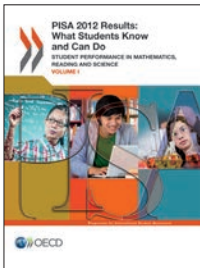
### Résultats du PISA 2012 : L'équité au service de la réussite (Volume II). Donner des chances identiques à tous les élèves

ISBN 978-92-64-20531-4, février 2014, 450 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500

### Résultats du PISA 2012 : Comment l'engagement des élèves, leur motivation et leur assurance peuvent les aider à apprendre (Volume III)

ISBN 978-92-64-20533-8, février 2014, 450 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500

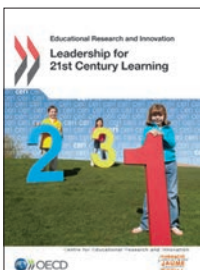
**Résultats du PISA 2012 : Les clés de la réussite des établissements d'enseignement (Volume IV). Ressources, politiques et pratiques**  
ISBN 978-92-64-20535-2, février 2014, 450 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500



**Lessons from PISA 2012 for the United States: Strong Performers and Successful Reformers in Education**  
ISBN 978-92-64-20757-8, janvier 2014, 120 pages

€36 \$50 £32 ¥4 600  
*Disponible en anglais uniquement*

**Time for the U.S. to Reskill?: What the Survey of Adult Skills Says**  
ISBN 978-92-64-20489-8, novembre 2013, 108 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900  
*Disponible en anglais uniquement*



**Leadership for 21st Century Learning**  
ISBN 978-92-64-18576-0, décembre 2013, 200 pages  
€40 \$56 £36 ¥5 200  
*Disponible en anglais uniquement*

**Reviews of National Policies for Education: Secondary Education in Kazakhstan**  
ISBN 978-92-64-20521-5, décembre 2013, 243 pages  
€73 \$102 £65 ¥9 400  
*Disponible en anglais uniquement*

**Teacher Evaluation in Chile 2013**  
ISBN 978-92-64-17257-9, novembre 2013, 204 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900  
*Disponible en anglais uniquement*

**OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education: Northern Ireland, United Kingdom**  
ISBN 978-92-64-20769-1, janvier 2014, 140 pages  
€42 \$58 £37 ¥5 400  
*Disponible en anglais uniquement*

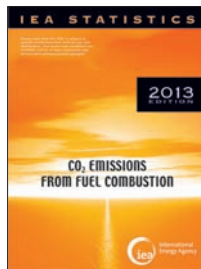
## ÉNERGIE



**Energy Efficiency: Market Trends and Medium-Term Prospects**  
ISBN 978-92-64-19122-8, novembre 2013, 278 pages  
€100 \$140 £90 ¥13 000

*Disponible en anglais uniquement*

**Energy Policies beyond IEA Countries: Morocco 2013**  
ISBN 978-92-64-19082-5, décembre 2013  
€75 \$105 £54 ¥10 400  
*Disponible en anglais uniquement*



**CO<sub>2</sub> Emissions from Fuel Combustion 2013**  
ISBN 978-92-64-20316-7, novembre 2013, 556 pages  
€165 \$231 £148 ¥21 400  
*Disponible en anglais uniquement*

## ENVIRONNEMENT



**Panorama de l'environnement 2013 : Les indicateurs de l'OCDE**  
Fournit des indicateurs environnementaux clés qui mesurent les progrès

accomplis depuis le début des années 90.  
ISBN 978-92-64-18578-4, 120 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100  
*Édition française à paraître*

**Green Growth Indicators 2013**  
ISBN 978-92-64-20202-3, mars 2014, 145 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500  
*Disponible en anglais uniquement*

**World Social Science Report 2013: Changing Global Environments**  
ISBN 978-92-64-20340-2, décembre 2013, 612 pages  
€80 \$112 £72 ¥10 400  
*Disponible en anglais uniquement*



**Examens environnementaux de l'OCDE : Afrique du Sud 2013**  
ISBN 978-92-64-20289-4, 230 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800  
*Édition française à paraître*

**Examens environnementaux de l'OCDE : Autriche 2013**  
ISBN 978-92-64-20293-1, avril 2014, 180 pages  
€50 \$70 £45 ¥6 500

## FINANCE ET INVESTISSEMENT



**OECD Investment Policy Reviews: Jordan 2013**  
ISBN 978-92-64-20226-9, décembre 2013, 225 pages  
€55 \$77 £49 ¥7 100  
*Disponible en anglais uniquement*

**OECD Investment Policy Reviews: Mozambique 2013**  
ISBN 978-92-64-20330-3, décembre 2013, 156 pages  
€34 \$47 £30 ¥4 400  
*Disponible en anglais uniquement*

**OECD Investment Policy Reviews: Tanzania 2013**  
ISBN 978-92-64-20433-1, janvier 2014, 225 pages  
€60 \$84 £54 ¥7 800  
*Disponible en anglais uniquement*

**OECD Institutional Investors Statistics 2013**  
ISBN 978-92-64-1889-5, décembre 2013, 222 pages  
€66 \$92 £59 ¥8 500  
*Disponible en anglais uniquement*

Suivez les publications de l'OCDE sur Facebook : [www.facebook.com/OECDPublications](http://www.facebook.com/OECDPublications) 

## African Central Government Debt 2013: Statistical Yearbook

ISBN 978-92-64-20161-3, décembre 2013, 252 pages

€55 \$77 £49 ¥7 100

Disponible en anglais uniquement

## FISCALITÉ

### Manuel de sensibilisation au paiement de pots-de-vin et à la corruption à l'intention des vérificateurs fiscaux

Ce manuel a pour but de sensibiliser les vérificateurs fiscaux aux problématiques liées aux pots-de-vin et autres formes de corruption. Il donne des clés pour identifier les indicateurs de pots-de-vin.

ISBN 978-92-64-20602-1, décembre 2013, 72 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100



### Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales

Le prix de l'exemplaire :  
€36 \$50 £32 ¥4 600

- Australia
- Canada
- China
- Denmark
- Finland
- Germany
- Greece
- Iceland
- Ireland
- Isle of Man
- Italy
- Japan
- Jersey
- Republic of Korea
- Mauritius
- The Netherlands
- New Zealand
- Norway
- South Africa
- Spain
- Sweden
- Turkey
- United Kingdom
- United States
- Estonia
- Hong Kong, China
- Jamaica
- Macao, China
- The Seychelles
- Turks and Caicos Islands
- The Philippines

Ces rapports sont disponibles en français :

- Belgique
- France
- Luxembourg
- Monaco

Ces rapports sont disponibles en anglais  
uniquement :

- Cayman Islands
- Guernsey
- Singapore
- Austria
- Bermuda
- Brazil
- Virgin Islands
- India
- Malta
- Qatar
- San Marino
- The Bahamas
- Monaco
- Kenya
- Nigeria
- Bahrain
- Cyprus
- Argentina

## GOUVERNANCE



### Investir ensemble : Vers une gouvernance multi-niveaux plus efficace

Ce rapport s'appuie sur des travaux menés sous l'égide du Comité des politiques

de développement territorial de l'OCDE, dans le but d'articuler un ensemble de principes cohérents, flexibles et efficaces pour la gouvernance multi-niveaux des investissements publics.

ISBN 978-92-64-18377-3, décembre 2013, 184 pages

€50 \$70 £45 ¥6 500

### State-Owned Enterprises in the Middle East and North Africa: Engines of Development and Competitiveness?

ISBN 978-92-64-20296-2, décembre 2013, 122 pages

€27 \$37 £24 ¥3 500

Disponible en anglais et en arabe uniquement

### Supervision and Enforcement in Corporate Governance

ISBN 978-92-64-20332-7, décembre 2013, 116 pages

€33 \$46 £29 ¥4 200

Disponible en anglais uniquement

Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique

### La mise en œuvre des Principes de l'OCDE pour l'intégrité dans les marchés publics : Progrès depuis 2008

Démontre que suite aux mesures d'austérité, les gouvernements ont développé un environnement plus efficace pour les marchés publics.

ISBN 978-92-64-20427-0, 136 pages

€24 \$33 £21 ¥3 100

Édition française à paraître

### Fiscal Federalism 2014: Making Decentralisation Work

ISBN 978-92-64-20456-0, décembre 2013,

200 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Disponible en anglais uniquement

## INDUSTRIE ET SERVICES

### OECD Compendium of Productivity Indicators 2013

ISBN 978-92-64-20485-0, décembre 2013, 96 pages

€33 \$46 £29 ¥4 200

Disponible en anglais uniquement

### Pallier la pénurie d'entrepreneurs : Politiques d'entrepreneuriat inclusif en Europe

Collecte et synthétise des informations et données sur les activités des entrepreneurs en Europe en se concentrant plus spécifiquement sur les personnes qui connaissent le plus grand risque d'exclusion sociale.

ISBN 978-92-64-18820-4, 320 pages

€60 \$84 £54 ¥7 800

Édition française à paraître

## Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales 2013 : La conduite responsable des entreprises en action

Ce rapport annuel décrit ce que les gouvernements qui ont adhéré à ces lignes directrices ont fait pour les promouvoir pendant un an jusqu'en juin 2013.

ISBN 978-92-64-20472-0, février 2014, 90 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

## QUESTIONS SOCIALES – MIGRATIONS – SANTÉ



### Panorama de la santé 2013 : Les indicateurs de l'OCDE

Fournit les dernières données comparables sur les différents aspects de la performance des systèmes de

santé dans les pays de l'OCDE.

ISBN 978-92-64-20423-2, décembre 2013, 212 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

### OECD Reviews of Health Care Quality: Turkey 2013: Raising Standards

ISBN 978-92-64-20204-7 31, décembre 2013, 160 pages  
€36 \$50 £32 ¥4 600

*Disponible en anglais uniquement*

### OECD Reviews of Health Care Quality: Sweden 2013

ISBN 978-92-64-20478-2, décembre 2013, 160 pages  
€36 \$50 £32 ¥4 600

*Disponible en anglais uniquement*

### Mental Health and Work: Switzerland

ISBN 978-92-64-20496-6, janvier 2014, 167 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

*Disponible en anglais uniquement*

### Pensions at a Glance Asia/Pacific 2013

ISBN 978-92-64-20373-0, novembre 2013, 108 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100

*Disponible en anglais uniquement*



### Panorama des pensions 2013 : Les indicateurs de l'OCDE et du G20

Cette cinquième édition examine les dernières tendances en matière de retraite et d'emploi des seniors,

d'évolution de la durée de vie, de conception des systèmes de retraite, des droits de pension et des pensions privées, ainsi qu'une série de profils par pays.

ISBN 978-92-64-20405-8, janvier 2014, 432 pages  
€40 \$56 £36 ¥5 200

### Coping with Emigration in Baltic and East European Countries

ISBN 978-92-64-20491-1, janvier 2014, 141 pages  
€35 \$49 £31 ¥4 500

*Disponible en anglais uniquement*

## SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION



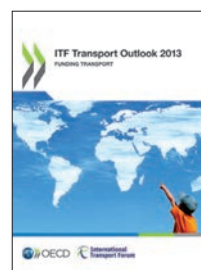
### Commercialising Public Research: New Trends and Strategies

ISBN 978-92-64-19331-4, janvier 2014, 130 pages  
€24 \$33 £21 ¥3 100  
*Disponible en anglais uniquement*

### National Intellectual Property Systems, Innovation and Economic Development with perspectives on Colombia and Indonesia

ISBN 978-92-64-20447-8, décembre 2013, 180 pages  
€54 \$75 £48 ¥7 000  
*Disponible en anglais uniquement*

## TRANSPORT



### Perspectives de transport FIT 2013 : Financer le transport

Présente des scénarios mondiaux concernant le développement en volume des transports jusqu'en 2050.

ISBN 978-92-82-10600-6, 170 pages  
€30 \$42 £27 ¥3 900  
*Édition française à paraître*

Toutes les publications présentées sur ces pages sont disponibles sur :  
**[www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie) et [www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)**

La liste des distributeurs des publications de l'OCDE est disponible sur :  
**[www.oecd.org/about/publishing/ordering-oecd-publications.htm](http://www.oecd.org/about/publishing/ordering-oecd-publications.htm)**

La liste des établissements abonnés à OECD iLibrary est disponible sur :  
**[www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers](http://www.oecd.org/publishing/oecdilibrarysubscribers)**

# Croissance verte dans l'agriculture



Les décideurs, chefs d'entreprise et autres acteurs font souvent l'éloge de la croissance verte, mais les actions concrètes restent rares. On peut d'ailleurs s'étonner que, même dans l'agriculture, la

plupart des pays de l'OCDE n'aient pas encore de stratégie sérieuse. Cependant, d'après l'ouvrage *Moyens d'action au service de la croissance verte en agriculture*, l'infiniment petit pourrait venir à la rescousse.

Les nanotechnologies, qui emploient des matériaux à l'échelle nanométrique (environ un milliardième de mètre), sont porteuses d'innovations potentiellement révolutionnaires dans différents secteurs, dont l'agriculture et l'alimentation.

En l'occurrence, les avancées promettent de

favoriser une croissance verte en aidant à accroître la productivité, à mieux utiliser les ressources, à réduire les pertes après récolte, à améliorer la qualité des produits et à renforcer la compétitivité des agriculteurs. Les nanotechnologies sont susceptibles de bénéficier à l'agroalimentaire dans plusieurs domaines, notamment la production durable, la santé des végétaux et des animaux, la transformation et l'emballage des aliments, et la réduction des incidences des activités agricoles sur l'environnement.

Les investissements augmentent dans plusieurs pays (Australie, Canada, Chili, Corée, États-Unis, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Suisse et membres de l'Union européenne), et un large éventail d'applications des nanotechnologies est en cours de développement et de commercialisation.

Cette évolution a néanmoins d'éventuels inconvénients. Les nanotechnologies pourraient constituer une source de

pollution particulière, peut-être plus difficile à traiter que les pollutions habituelles. Une étude sur les nanopesticides utilisés pour traiter les poires a ainsi montré qu'ils pénétraient plus facilement dans les fruits que les pesticides ordinaires. Nous devons approfondir nos connaissances sur les effets des nanomatériaux sur la santé et l'environnement pour que la réglementation ne soit pas dépassée par les avancées rapides des nanotechnologies. Du point de vue de la croissance verte, ces inconvénients montrent qu'il importe d'évaluer les incidences des nanotechnologies en prenant en considération toute la gamme des implications économiques, environnementales et sociales, aujourd'hui et demain, à l'échelle des cycles de vie.

ISBN : 9789264203518

## ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume l'édition spéciale Forum de l'OCDE.

€ 73  
 US\$ 101  
 £ 60  
 ¥ 9 900

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et 2 éditions spéciales Forum de l'OCDE, réalisant ainsi 30% d'économies !

€ 107  
 US\$ 146  
 £ 86  
 ¥ 14 300

Commandez vos publications en ligne : [www.oecd-ilibrary.org/fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

### Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA  
 Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : [ocedna@turpin-distribution.com](mailto:ocedna@turpin-distribution.com)

### Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK  
 Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : [ocedrow@turpin-distribution.com](mailto:ocedrow@turpin-distribution.com)

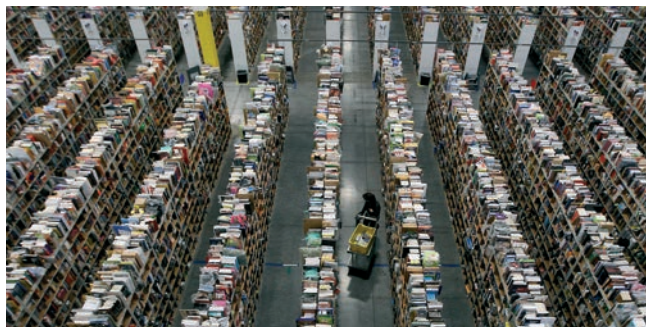
### Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)  
 Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration

# Le papier fait de la résistance

Chandi Perera, PDG, Typéfi\*



Ralph Fresno/Reuters

Dès 1984, le film *Ghostbusters* annonçait la fin du livre papier avec cette réplique culte : « Gutenberg est mort, vous savez ? ». Mais 30 ans plus tard, les livres imprimés se portent bien : ils représentent encore en moyenne 80 % du chiffre d'affaires et près de 100 % des bénéfices des éditeurs d'ouvrages grand public. Ils sont en revanche en perte de vitesse dans l'édition d'ouvrages de référence et l'édition scientifique, technique et médicale (STM), qui ont pris le virage numérique plus vite et plus franchement.

Dans les années 1980, les grands éditeurs d'ouvrages de référence commercialisent les premiers produits numériques, et l'édition STM accorde sa préférence au format PDF dans les années 1990. Depuis 2000, les publications exclusivement numériques sont bien accueillies, et rien n'a détrôné le PDF. Pour autant, si la production et la diffusion numériques ont résolu bien des problèmes, le papier conserve certains avantages.

Certes, les informations faisant l'objet de publications régulières (revues, journaux) ou de mises à jour régulières (encyclopédies) doivent être diffusées le plus rapidement possible, et il est évidemment plus long de produire et diffuser une version papier qu'une version numérique. Mais le contenu de romans tels que les *Harry Potter* ou le *Da Vinci Code*, n'est soumis à aucune de ces contraintes. Pour ces ouvrages, le papier reste adapté.

Quid des coûts de production et de diffusion physiques ? Sans eux, les éditeurs d'ouvrages de référence ou STM pourraient économiser des dizaines, voire des centaines de dollars par unité. Pour les hebdomadaires, cela représenterait 50 à 100 USD par abonné. Le jeu en vaut particulièrement la chandelle pour les publications dont le contenu n'est valable que pour une durée limitée. Les grands noms de l'édition grand public sont moins concernés : grâce à leurs processus optimisés, produire et diffuser une fiction leur coûte moins de 2 USD.

En termes de formats, les éditeurs STM utilisent souvent le même fichier PDF pour la diffusion papier et numérique. Les canaux de diffusion de contenus numériques n'utilisent généralement pas de fichiers PDF. Les éditeurs doivent donc créer un livre électronique (*e-book*) en plus de la version papier. Pour compliquer encore les choses, le marché mondial de l'édition compte plus de 30 types de tablettes, applications ou formats couramment utilisés. Pour un bon niveau de fidélité lors de la conversion à d'autres formats, les éditeurs peuvent

utiliser le format EPUB. Mais s'ils veulent proposer des fichiers permettant d'exploiter pleinement les fonctionnalités des liseuses et offrant un confort de lecture exceptionnel, ils devront investir dans la création de fichiers spécifiques optimisés pour chaque support. À ce niveau de coûts, la version électronique finit souvent par revenir beaucoup plus cher que la version papier.

Pour le lectorat de l'édition STM, l'accessibilité est l'un des grands avantages du numérique. Avec l'expansion des ordinateurs en réseau et d'Internet, plus besoin d'aller en bibliothèque pour consulter une publication. À la fin des années 1980 déjà, la plupart des scientifiques pouvaient accéder, par des ordinateurs en réseau, aux ressources STM (gratuitement en général, l'abonnement étant payé par la bibliothèque de leur établissement).

Les ouvrages grand public numériques tirent aussi profit de cette accessibilité. Fini, le livre acheté faute de mieux au kiosque de l'aéroport avant d'embarquer ! Aujourd'hui, les voyageurs ont accès à des catalogues en ligne. Seul problème : à la différence des PDF, consultables sur n'importe quel ordinateur, on ne trouve pas des tablettes partout, elles sont chères et ne sont pas interchangeables.

Sur le marché actuel de l'e-book, les contenus achetés via certains canaux ne peuvent être lus que sur des supports spécifiques à ces canaux. Même les plus doués le diront : transférer ses iBooks sur un Kindle ou un Samsung Galaxy, et inversement, relève de l'exploit.

Pour les publications universitaires en revanche, le PDF reste un format fiable qui traverse toutes les évolutions technologiques. Le lecteur de publications de référence ou STM s'accommodera aussi bien d'un format PDF que d'une version papier. Le PDF a des avantages par rapport au traditionnel imprimé, sans aucun des inconvénients. La lecture sur écran n'en est même pas un puisque la plupart des personnes impriment leurs PDF pour les lire.

Mais pour le lecteur d'ouvrages grand public, versions électronique et papier ne se valent pas. Les tablettes et liseuses non plus. Globalement, ces dernières sont toujours plus complexes d'utilisation qu'un livre classique, et même avec les liseuses les plus populaires comme le Kindle, la navigation est plus laborieuse que dans un livre, où il suffit de tourner les pages. Le réglage de la taille des polices et le rétroéclairage n'y changent rien : le papier demande moins d'effort que l'électronique.

Faute de formats davantage normalisés, d'une meilleure portabilité des bibliothèques et de supports électroniques offrant une lisibilité égale ou supérieure à celle des livres, et tant que l'équation coûts/recettes ne conviendra pas les éditeurs, le papier aura de beaux jours devant lui, du moins dans l'édition grand public. Mais de nombreuses entreprises s'emploient à aplanir, par la technologie, les obstacles au numérique. Globalement, l'édition numérique est promise à un brillant avenir.

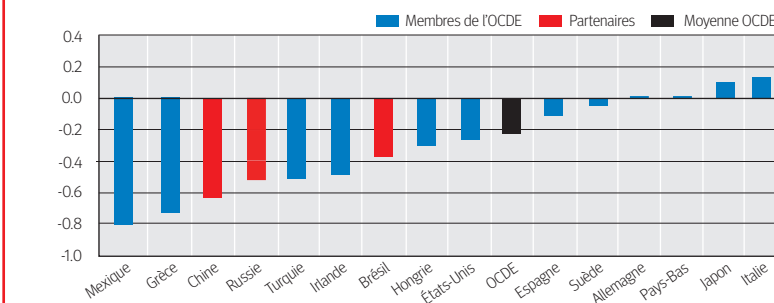
\*Typéfi propose des solutions de composition automatisée pour contenu imprimé et web. Voir [typefi.com](http://typefi.com)

## Un avenir sombre

Selon la publication *Comment va la vie ?*, l'optimisme est une grande victime de la crise économique. En matière de bien-être subjectif, les attentes à cinq ans des populations se sont détériorées à peu près partout dans la zone OCDE, où la plupart des gens ne croient plus à une amélioration de la situation. C'est naturellement dans les pays les plus touchés par la crise, notamment dans la zone euro, que la chute du niveau de satisfaction est la plus vertigineuse. Entre 2008 et 2012, le niveau moyen de satisfaction a baissé de plus de 20 % en Grèce, d'environ 12 % en Italie et de 10 % en Espagne. Il s'est également dégradé, bien que de façon moins marquée, en Belgique, au Danemark, aux États-Unis, en Hongrie, en Nouvelle-Zélande et en Turquie. En revanche, le niveau de satisfaction a augmenté de plus de 4 % en Allemagne et en Israël, et de plus de 5 % au Mexique, en Fédération de Russie et en Suède.

### Attentes en matière de bien-être

Différence entre la satisfaction attendue dans 5 ans et la satisfaction actuelle, en 2012, par rapport à la même différence mesurée en 2005



Source : *Comment va la vie ?*, OCDE, 2013

Les pays durement touchés, où le niveau de satisfaction a baissé depuis le début de la crise, ne sont guère optimistes pour l'avenir. C'est le cas de la Grèce, l'Irlande et l'Espagne. L'Italie, où l'optimisme l'emporte, fait mentir la tendance. Curieusement, les pays que la crise n'a pas trop perturbés semblent penser que les beaux jours sont finis. Ainsi, le Mexique est plus pessimiste que la Grèce.

Quant aux étoiles montantes (Chine, Inde, Russie, Turquie), elles rejoignent le groupe des esprits chagrins.

Voir [www.oecd.org/fr](http://www.oecd.org/fr)

## L'école paie-t-elle ?

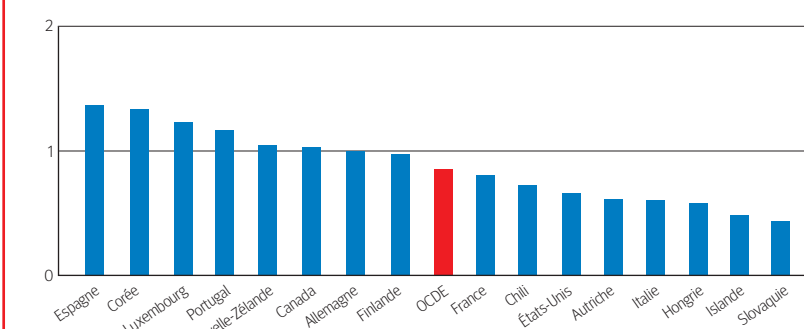
Les enseignants sont la clé de voûte d'un enseignement de qualité. Il n'est donc pas surprenant que leurs salaires constituent le premier poste de dépenses du système éducatif, à forte intensité de main-d'œuvre. Pour attirer, motiver et retenir des enseignants de qualité, les salaires et les conditions de travail sont importants. Les enseignants sont le pilier du secteur éducatif, lui-même déterminant pour la productivité et la croissance.

Les niveaux de salaire des enseignants sont-ils adaptés à leur mission ? En 2011, le salaire brut statutaire de base des enseignants du premier cycle du secondaire ayant 15 ans d'expérience variait de moins de 15 000 USD par an en Estonie, Slovaquie et Hongrie, à plus de 60 000 USD au Luxembourg, en Allemagne et aux Pays-Bas. Dans les pays membres de l'OCDE, la moyenne est de presque 40 000 USD.

Pour enseigner, il faut un diplôme de l'enseignement tertiaire. En termes de salaire,

### Comparaison des salaires des enseignants

Rapport entre les salaires des enseignants et les revenus des diplômés de l'enseignement supérieur, 2011







Source : *Panorama des administrations publiques*, OCDE, 2013

où se situent les enseignants par rapport à d'autres professionnels ayant investi autant de temps, d'argent et d'efforts pour un diplôme de niveau équivalent ?

Dans presque tous les pays de l'OCDE, les salaires bruts des enseignants sont inférieurs à ceux des employés ayant le même niveau d'études. En Espagne, en Corée, au Luxembourg et au Portugal, c'est l'inverse.

En Nouvelle-Zélande, au Canada, en Allemagne et en Finlande, les salaires statutaires des enseignants sont à peu près équivalents aux rémunérations moyennes des travailleurs diplômés de l'enseignement tertiaire, mais en Slovaquie, Islande, Italie et Autriche, ils sont sensiblement inférieurs.

Voir [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente	valeur courante	même période année précédente			
	Allemagne	Produit intérieur brut	T3-2013	0,3	0,6	Balance des comptes courants	T3-2013	64,2	64,3
		Production industrielle	T3-2013	0,3	0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	5,3	5,4
		Prix à la consommation	T3-2013	0,7	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Australie	Produit intérieur brut	T3-2013	0,6	2,3	Balance des comptes courants	T3-2013	-11,6	-17,0
		Production industrielle	T3-2013	1,1	2,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	5,7	5,3
		Prix à la consommation	T3-2013	1,2	2,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,6	3,6
	Autriche	Produit intérieur brut	T3-2013	0,2	0,2	Balance des comptes courants	T2-2013	3,5	1,8
		Production industrielle	T3-2013	-0,7	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	4,9	4,4
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,1	1,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Belgique	Produit intérieur brut	T3-2013	0,3	0,4	Balance des comptes courants	T2-2013	-4,5	-3,0
		Production industrielle	T3-2013	0,7	0,8	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	8,8	7,6
		Prix à la consommation	T3-2013	0,2	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Canada	Produit intérieur brut	T3-2013	0,7	1,9	Balance des comptes courants	T2-2012	-14,2	-16,3
		Production industrielle	T3-2013	0,9	1,7	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,1	7,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,2	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	1,2	1,2
	Chili	Produit intérieur brut	T3-2013	1,3	4,7	Balance des comptes courants	T3-2013	-1,5	-3,0
		Production industrielle	T3-2013	0,3	0,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	5,5	6,3
		Prix à la consommation	T3-2013	1,0	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	4,8	0,0
	Corée	Produit intérieur brut	T3-2013	1,1	3,3	Balance des comptes courants	T3-2013	17,7	12,2
		Production industrielle	T3-2013	0,5	1,0	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	3,1	3,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,7	3,2
	Danemark	Produit intérieur brut	T3-2013	0,4	0,5	Balance des comptes courants	T2-2013	5,9	5,0
		Production industrielle	T3-2013	0,9	0,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,0	7,5
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,2	0,5	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,3	0,3
	Espagne	Produit intérieur brut	T3-2013	0,1	-1,2	Balance des comptes courants	T3-2013	1,4	-2,5
		Production industrielle	T3-2013	0,2	-1,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	26,6	25,6
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,2	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Estonie	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,2	1,5	Balance des comptes courants	T2-2013	0,0	-0,2
		Production industrielle	T3-2013	0,3	2,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	8,4	10,0
		Prix à la consommation	T3-2013	0,2	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	États-Unis	Produit intérieur brut	T3-2013	0,9	1,8	Balance des comptes courants	T2-2013	-98,9	-110,5
		Production industrielle	T3-2013	0,6	2,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,3	8,0
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,0	0,3
	Finlande	Produit intérieur brut	T3-2013	0,0	-1,0	Balance des comptes courants	T3-2013	-1,6	-0,9
		Production industrielle	T3-2013	2,0	-2,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	8,1	7,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	France	Produit intérieur brut	T3-2013	-0,1	0,2	Balance des comptes courants	T2-2013	-14,6	-14,0
		Production industrielle	T3-2013	-1,4	-1,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	11,0	10,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,1	0,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Grèce	Produit intérieur brut		-	-	Balance des comptes courants	T2-2013	0,3	-1,6
		Production industrielle	T3-2013	-2,3	-5,4	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	27,4	23,8
		Prix à la consommation	T3-2013	-2,1	-1,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Hongrie	Produit intérieur brut	T3-2013	0,9	1,6	Balance des comptes courants	T2-2013	0,5	0,4
		Production industrielle	T3-2013	2,0	2,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	10,1	10,7
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,1	1,5	Taux d'intérêt à trois mois	T2-2013	4,6	8,2
	Irlande	Produit intérieur brut	T2-2013	0,4	-1,1	Balance des comptes courants	T2-2013	3,5	3,5
		Production industrielle	T3-2013	-1,6	-0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	12,9	14,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	0,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Islande	Produit intérieur brut	T3-2013	6,1	3,9	Balance des comptes courants	T3-2013	0,1	0,0
		Production industrielle	T2-2013	-10,2	-2,8	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	5,6	5,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	4,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	6,2	5,8
	Israël	Produit intérieur brut	T3-2013	0,5	3,2	Balance des comptes courants	T2-2013	1,8	0,3
		Production industrielle	T3-2013	-1,8	-8,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	6,0	6,9
		Prix à la consommation	T3-2013	1,0	1,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	1,2	2,1
	Italie	Produit intérieur brut	T3-2013	-0,1	-1,9	Balance des comptes courants	T3-2012	7,5	-2,3
		Production industrielle	T3-2013	-0,9	-4,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	12,3	10,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,4	1,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Japon	Produit intérieur brut	T3-2013	0,5	2,6	Balance des comptes courants	T3-2013	5,7	12,4
		Production industrielle	T3-2013	1,6	1,8	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	4,0	4,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,5	0,9	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,3
	Luxembourg	Produit intérieur brut	T2-2013	1,6	2,4	Balance des comptes courants	T2-2013	1,0	0,9
		Production industrielle	T3-2013	17,9	13,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	5,8	5,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	1,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4



			variation par rapport à				niveau		
			la période précédente	l'année précédente			valeur courante	même période année précédente	
	Mexique	Produit intérieur brut	T3-2013	0,8	1,3	Balance des comptes courants	T3-2013	-6,3	-2,2
		Production industrielle	T3-2013	0,3	..	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	4,9	4,8
		Prix à la consommation	T3-2013	0,1	3,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	4,2	4,8
	Norvège	Produit intérieur brut	T3-2013	0,7	1,9	Balance des comptes courants	T2-2013	15,3	13,8
		Production industrielle	T3-2013	0,8	-1,0	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	3,5	3,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,3	3,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	1,7	2,1
	Nouvelle-Zélande	Produit intérieur brut	T2-2013	0,1	2,2	Balance des comptes courants	T2-2013	-1,8	-2,1
		Production industrielle	T2-2013	-0,6	0,5	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	6,2	7,2
		Prix à la consommation	T3-2013	0,9	1,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,6	2,7
	Pays-Bas	Produit intérieur brut	T3-2013	0,1	-0,8	Balance des comptes courants	T2-2013	19,2	18,4
		Production industrielle	T3-2013	-1,4	0,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,0	5,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,5	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Pologne	Produit intérieur brut	T3-2013	0,6	1,7	Balance des comptes courants	T2-2013	-0,8	-4,5
		Production industrielle	T3-2013	2,4	3,5	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	10,2	10,3
		Prix à la consommation	T3-2013	0,1	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	2,7	5,0
	Portugal	Produit intérieur brut	T3-2013	0,2	-1,0	Balance des comptes courants	T3-2013	-0,5	-0,5
		Production industrielle	T3-2013	-0,9	0,2	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	16,0	16,3
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,4	0,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	République Slovaque	Produit intérieur brut	T3-2013	0,2	0,7	Balance des comptes courants	T2-2013	1,2	1,3
		Production industrielle	T3-2013	3,1	5,4	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	14,0	14,0
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	République Tchèque	Produit intérieur brut	T3-2013	-0,1	-1,3	Balance des comptes courants	T2-2013	-0,3	-1,2
		Production industrielle	T3-2013	4,0	2,7	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	6,9	7,0
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,3	1,2	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,5	1,0
	Royaume-Uni	Produit intérieur brut	T3-2013	0,8	1,5	Balance des comptes courants	T2-2013	-19,9	-27,5
		Production industrielle	T3-2013	0,6	-0,1	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,7	7,9
		Prix à la consommation	T3-2013	0,3	2,7	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,5	0,7
	Slovénie	Produit intérieur brut	T3-2013	0,0	-1,3	Balance des comptes courants	T3-2013	0,9	0,4
		Production industrielle	T3-2013	0,1	-1,3	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	10,3	9,4
		Prix à la consommation	T3-2013	0,1	2,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
	Suède	Produit intérieur brut	T3-2013	0,1	0,3	Balance des comptes courants	T2-2013	7,1	7,0
		Production industrielle	T3-2013	0,5	-5,0	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	7,9	8,1
		Prix à la consommation	T3-2013	0,0	0,1	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,9	1,1
	Suisse	Produit intérieur brut	T3-2013	0,5	1,9	Balance des comptes courants	T2-2013	19,4	18,3
		Production industrielle	T3-2013	0,1	0,4	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	4,7	4,3
		Prix à la consommation	T3-2013	-0,2	0,0	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,0	0,1
	Turquie	Produit intérieur brut	T2-2013	2,1	4,0	Balance des comptes courants	T3-2013	-15,4	-11,4
		Production industrielle	T3-2013	-1,2	3,3	Taux de chômage harmonisé	T2-2013	8,6	8,0
		Prix à la consommation	T3-2013	1,1	8,3	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Union européenne	Produit intérieur brut	T3-2013	0,2	0,1	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T3-2013	0,1	-0,6	Taux de chômage harmonisé	T3-2013	10,9	10,6
		Prix à la consommation	T3-2013	..	1,5	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Zone euro	Produit intérieur brut	T3-2013	0,1	-0,4	Balance des comptes courants	T4-2012	51,7	17,2
		Production industrielle	T3-2013	-0,2	-0,9	Taux de chômage harmonisé		12,1	11,5
		Prix à la consommation	T3-2013	..	1,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	0,2	0,4
<b>Non membres</b>									
	Afrique du Sud <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T3-2013	0,2	1,8	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	1,6	6,3	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	5,1	5,1
	Brésil <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T3-2013	-0,5	2,2	Balance des comptes courants	T3-2012	-10,5	-12,2
		Production industrielle	T3-2013	-1,4	0,3	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	0,6	6,1	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Chine <sup>2</sup>	Produit intérieur brut		..	..	Balance des comptes courants	T2-2013	54,2	58,1
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	0,5	2,8	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	5,4	3,7
	Fédération de Russie <sup>1</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	-0,3	1,2	Balance des comptes courants	T2-2012	22,7	23,4
		Production industrielle	T3-2013	0,0	-0,4	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	1,5	6,4	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	7,7	7,1
	Inde <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T2-2013	0,6	2,7	Balance des comptes courants		..	..
		Production industrielle	T3-2013	2,6	1,7	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	3,6	10,8	Taux d'intérêt à trois mois		..	..
	Indonésie <sup>2</sup>	Produit intérieur brut	T3-2013	1,3	5,6	Balance des comptes courants	T1-2013	-6,3	-4,1
		Production industrielle		..	..	Taux de chômage harmonisé		..	..
		Prix à la consommation	T3-2013	4,6	8,6	Taux d'intérêt à trois mois	T3-2013	6,2	5,7

**Produit intérieur brut** : Séries en volume ; corrigées des variations saisonnières. **Indicateur avancé** : Indice composite basé sur différents indicateurs de l'activité économique, qui signale les mouvements cycliques de la production industrielle de six à neuf mois en avance. **Indice des prix à la consommation** : Mesure les variations dans le temps des prix de vente au détail d'un panier constant de biens et services. **Balance courante** : Milliards de dollars US ; corrigée des variations saisonnières. **Taux de chômage** : Pourcentage de la population active civile, taux de chômage standardisés ; définitions nationales pour l'Islande, le Mexique et la Turquie ; corrigé des variations saisonnières sauf pour la Turquie. **Taux d'intérêt** : 3 mois.

.. = données non disponibles.  
<sup>1</sup>Candidat à l'adhésion à l'OCDE. <sup>2</sup>Programme d'engagement renforcé.  
Source : Principaux indicateurs économiques, décembre 2013.

## Un tueur des temps modernes

La démence est une maladie grave dont on ne guérit pas. Financièrement et émotionnellement, son traitement est lourd. Son coût pour le système de santé des sociétés vieillissantes devrait augmenter. La démence altère le cerveau, entraînant un déclin des capacités fonctionnelles et cognitives chez les malades. Selon Alzheimer Disease International, un nouveau cas de démence est diagnostiqué toutes les quatre secondes. À l'échelle mondiale, on estime que 36 millions de personnes sont concernées par la maladie, un peu plus de 40 % d'entre elles vivant dans des pays à revenu élevé. Ce chiffre devrait tripler et atteindre 115 millions d'ici à 2050. Dans les pays de l'OCDE, environ 5,5 % des plus de 60 ans souffrent de démence ; Finlande, États-Unis, Islande et Pays-Bas (voir graphique) enregistrent les plus forts taux de mortalité due à la démence et à la maladie d'Alzheimer. Près de la moitié des personnes de 90 ans ou plus souffrent de démence.

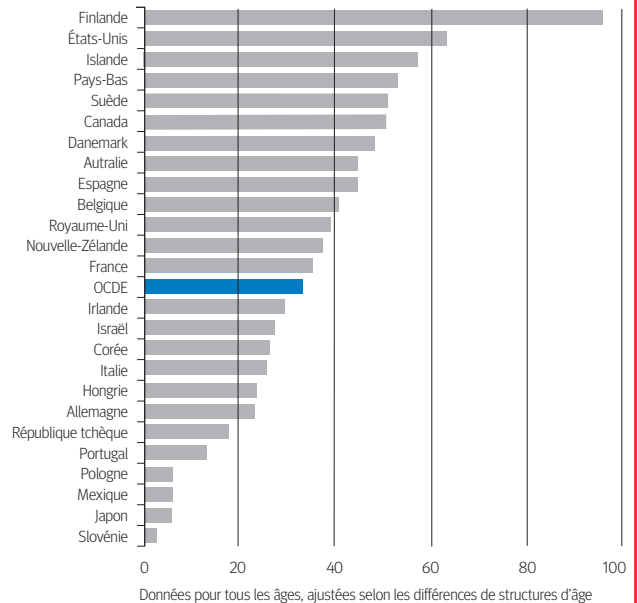
Dans les pays de l'OCDE, si la mortalité et l'invalidité liées aux maladies cardiaques et au cancer ont reculé, la démence sévit toujours.

L'OCDE s'efforce d'agir contre cette maladie de trois manières : concevoir des partenariats public-privé pour rendre disponibles les médicaments et diagnostics nécessaires ; accélérer l'innovation dans la prévention et le traitement de la maladie grâce aux progrès des sciences de la vie et des technologies de l'information ; développer des moyens d'améliorer le soutien et les soins aux malades et à leur famille.

Plus d'informations sur [www.oecd.org/fr/sante](http://www.oecd.org/fr/sante)

### Démence et maladie d'Alzheimer

Décès pour 100 000 personnes, 2011 ou dernière année disponible



Source : Base de données de l'OCDE sur la santé

## Une Seine catastrophique ?

L'absence de crue majeure de la Seine depuis plus d'un demi-siècle a éloigné la crainte d'une inondation de la mémoire collective. Pourtant, la croissance urbaine et la densité des réseaux de transports ou d'énergie autour de la capitale française ont accru l'exposition à un tel risque. De plus, malgré d'importants travaux depuis la crue historique de 1910, les investissements de grande ampleur ont été modestes au cours des dernières décennies, et il semblerait que les protections ne soient pas au niveau des standards d'autres pays de l'OCDE comparables, notamment en Europe.

Selon Rolf Alter, Directeur de la Gouvernance publique et du développement territorial à l'OCDE, « l'impact d'une inondation majeure sur Paris serait bien plus important aujourd'hui qu'il y a un siècle, avec de sérieuses conséquences économiques et sociales en plus des interruptions de services et des dommages matériels ». Une telle catastrophe pourrait affecter jusqu'à 5

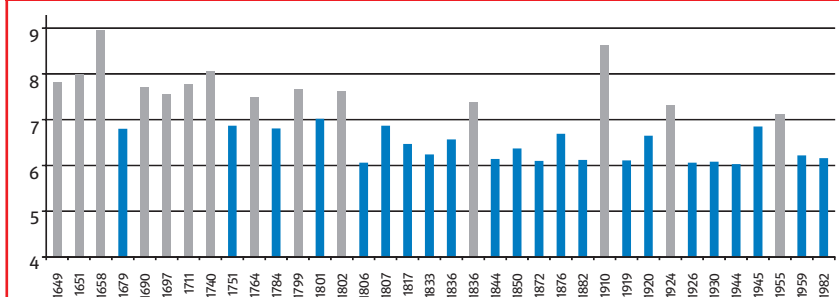
millions de citoyens de la métropole francilienne et causer de 3 à 30 milliards d'euros de dommages, selon un nouveau rapport de l'OCDE. La réduction du PIB sur cinq ans pourrait atteindre entre 1,5 et 58,5 milliards d'euros, et celle de l'activité des entreprises affecterait 400 000 emplois dans le pire des cas.

L'Étude de l'OCDE sur la gestion des risques

d'inondation : la Seine en Île-de-France 2014 suggère des pistes d'action pour réduire les risques et mieux préparer la région. Elle note que les projets en cours autour du Grand Paris, à la fois en termes de gouvernance, de développement urbain et d'infrastructures de transport, offrent une bonne opportunité de mettre en œuvre ces recommandations.

Voir [www.oecd.org/fr/gov/risques](http://www.oecd.org/fr/gov/risques)

### Grandes crues de la Seine depuis 1872



Source : EPTB Seine Grands Lacs

Note : Niveau de l'eau mesuré à l'échelle Paris-Austerlitz. Les grandes crues sont supérieures à 6 m et les crues exceptionnelles (en gris) sont supérieures à 7 m.

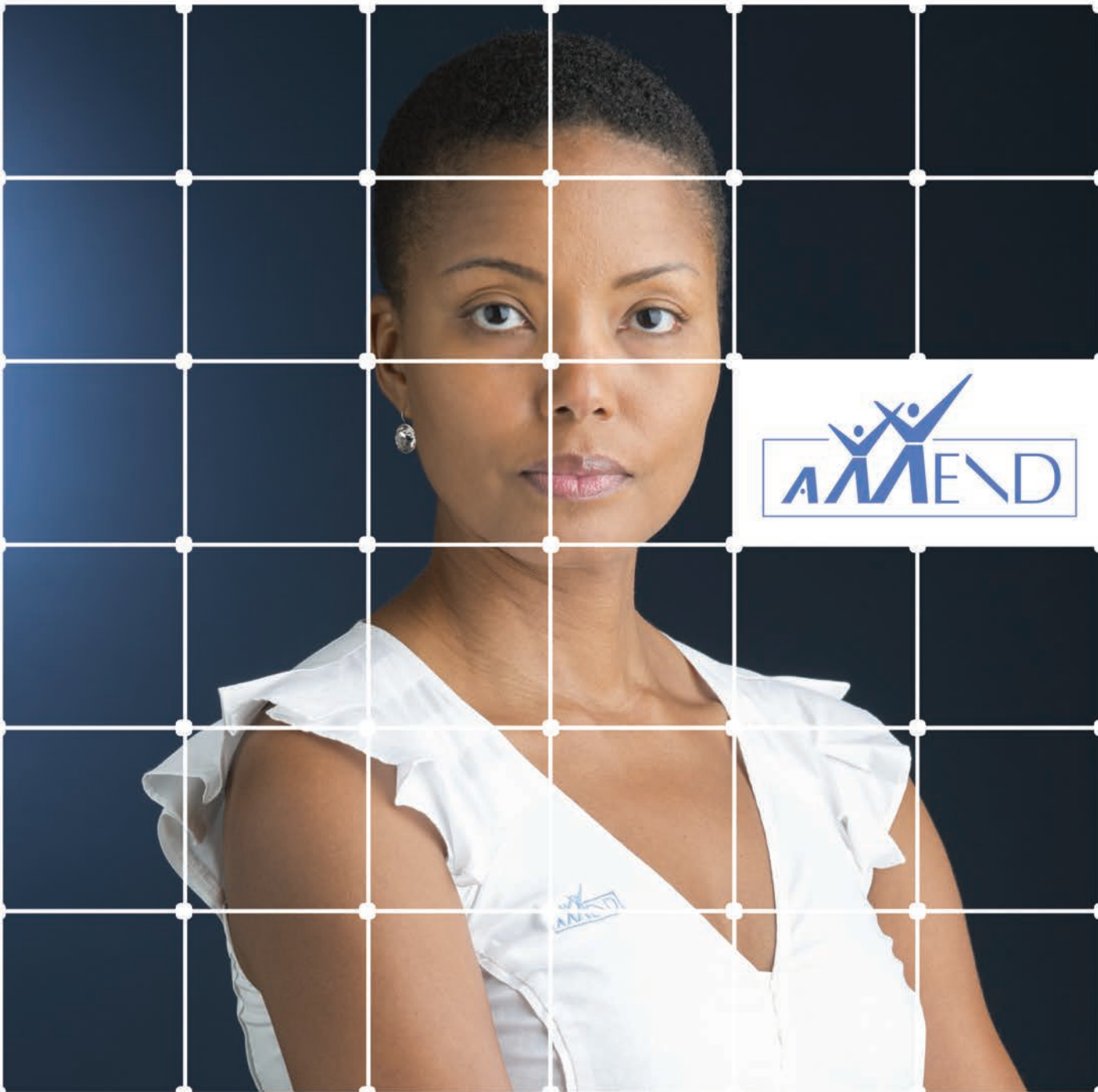


# The world's biggest Turkish bank

When it comes to finding the right banking partner for your business  
in Turkey, you don't have to look far.

Just come to the biggest, most widely connected and  
secure source of expertise: İşbank.

[isbank.com.tr](http://isbank.com.tr)



Votre partenaire pour les solutions Microsoft et SAP  
Your partner for Microsoft and SAP solutions



[www.axxend.com](http://www.axxend.com)  
[axxend@axxend.com](mailto:axxend@axxend.com)